LE MONDE LIBERTAIRE

N°1846 JANVIER 2023 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

LE PAS DE COTÉ

FABER

C'EST POUR CETTE ANNÉE ?

HISTOIRE p. 08
SERGE LIVROZET, L'ÊTRE LIBRE

PASSE-PORTS p. 18
L'AVEU... D'UN TERRORISME D'ÉTAT

RÉFLEXIONS p. 23
L'IDENTITITE, DE QUELQUES QUIPROQUOS

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1846 – JANVIER 2023

1 Couverture Dessin de Faber
3 Édito « Qui parle de bonheur a souvent les yeux tristes »
3 Strip de Monsier L'Homme
3 Faits d'hiver Licencié sans préavis ni indemnité de rupture … pour bienveillance !

TERRAINS DE LUTTES

4 Communiqué Le squat n'est qu'une réponse sociale !
5 Ça bouge dans les établissements logeant les retraités
6 Bassines, non merci ! Mort aux vaches !
7 Bassines, non merci ! Qui monte d'un cran ?

HISTOIRE

8 Hommage Serge Livrozet, l'anarchiste
9 Serge Livrozet, l'être libre
11 Hommage José Morato (1929-2022)
12 L'enrichissement scandaleux des industriels grâce à la Première Guerre mondiale

PASSE-PORTS

14 Cuba Le nouveau code pénal vise à éviter une nouvelle flambée sociale
15 Cuba Entretien avec Marcelo « Liberato » Salinas
18 Attentats anti-Basques L'aveu… d'un terroriste d'État !
20 Espagne L'ex-ministre de l'Intérieur socialiste reconnaît ses liens avec les attentats du GAL en Pays basque nord
22 Grèce Capitalisme écocidaire, police criminelle, État complice

RÉFLEXIONS

23 L'identitite (Première partie)
26 Commentaires sur la brochure de Frédéric Antonini : Pour une économie libertaire (2e partie)
28 Sobriété de classe !

CETTE ANNÉE, LE PAS DE CÔTÉ ?

30 Pourquoi faire un pas de côté ?
34 Christiana, un pas de côté
36 D'une servitude à l'autre
38 Du tout-bagnole à la gratuité des transports en commun
40 Des livres sur le MLF !
42 La déchetterie sociale et l'humanisme fécond
43 Des AMAP aux épiceries associatives ouvertes par les consommateurs
45 Back to the factory
46 Con comme la lune
47 J'ai essayé de lire la Bible
48 BD Jeanne Humbert

CULTURES

49 Encyclo Ⓐ Pour ne pas commencer l'année en roue libre
50 Annonce L'école libertaire Bonaventure

FICHES DE LECTURE

51 La poésie contemporaine ne rampe plus
51 Une fois de plus, lisons intelligent
52 Anarkhia
52 Une revue sur le gril
53 Qui c'est celui-là ?
53 Contre « l'Autre »
54 Appel à souscription : Increvables anarchistes
55 Annuaire des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste
56 Librairie Publico Dernière parution janvier 2023

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB
COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....
IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

« Qui parle de bonheur a souvent les yeux tristes »

Nous vivons dans un monde brutal. Pour beaucoup, le bonheur y est une chimère, et la survie plus réelle que la vie. Le rouleau compresseur de l'oppression, lui, ne vacille pas. Nous subissons. Et pourtant… « le bonheur n'est pas un quinquet de taverne »

Certains ont des regards sur les évènements qui prennent d'autres angles. Parfois joyeux, parfois tristes. D'autres tentent de vivre dans ce monde de façon différente, ou construisent des alternatives. À côté. Pour sur-vivre. Pour démontrer. Pour espérer.

Ces « pas de côté » permettent de mettre en exergue des possibilités isolées, qui nécessitent d'être étendues. Car, ne soyons pas naïfs, le capitalisme comme ses laquais s'en accommodent, les récupèrent ou les transforment, quand les dictatures les interdisent et les détruisent, tout simplement.

Il nous faut continuer de combattre non pas pour survivre, mais pour vivre dans des sociétés où le bonheur serait commun et accessible à tous par tous. Pas à la marge. Les pas de côté d'aujourd'hui sont des croche-pattes, des fronts qui doivent servir de socle à la construction des sociétés égalitaires et heureuses de demain.

Benoit

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

FAITS D'HIVER

LICENCIÉ SANS PRÉAVIS NI INDEMNITÉ DE RUPTURE … POUR BIENVEILLANCE !

Damien Tabard, 70 ans, agriculteur, était chauffeur de cars scolaires depuis 17 ans dans le village des Billanges (300 habitants) dans la Haute Vienne. Le 26 novembre 2022 il a été licencié pour faute grave, sans prévis ni indemnité de rupture. Motif : BIENVEILLLANCE. Ça ne s'invente pas !

La commune des Billanges est une commune rurale à habitat éclaté. Un arrêt du car scolaire est prévu tous les kilomètres. La petite Chandani, 12 ans, aurait dû, ainsi, marcher pendant 650 mètres sur le bord d'une route passante mal éclairée pour regagner son domicile où personne ne l'attendait, sa mère finissant son travail quelques heures plus tard. Damien, depuis toujours, déposait Chandani devant chez elle. C'était sur son circuit. Il ne faisait aucun détour. Ça ne durait qu'une minute. Et ça ne posait aucun problème à la société familiale qui gérait le transport scolaire depuis des lustres. Mais…

Mais la Région Nouvelle Aquitaine a attribué il y a peu le « marché » à une nouvelle boîte. Car, moins chère. Et un jeune peigne-cul de chefaillon a alors ordonné à Damien de cesser cet arrêt « non réglementaire ». Damien, un ancien du Larzac, a bien évidement continué. Donc, licenciement immédiat. Ah mais !

La Région Nouvelle Aquitaine, « socialiste », qui gère les transports scolaires, a, comme d'habitude, fait montre de la couardise hypocrite qui est sa marque de fabrique. Du genre : oui, mais…

On s'en doute, les ruraux ont sorti les fourches et ce fut un tollé médiatique. Mais le chefaillon est toujours là et Damien n'a pas été réintégré. Pas grave car il a reçu des dizaines de propositions d'emploi. Reste que…

Reste que, qui c'est qui passent pour des enfoirés de bureaucrates âpres au gain (une minute d'arrêt non prévu, ça mettait en péril le budget de la Région) et, pire, … pour des cons bêtes à bouffer du foin ? Cékomça ! Le pouvoir rend con et le pouvoir absolu absolument con !

Jean-Marc Raynaud

COMMUNIQUÉ

LE SQUAT N'EST QU'UNE RÉPONSE SOCIALE !

Alors qu'une nouvelle loi pour « protéger les propriétaires » – comprenez virer plus vite les locataires pauvres et les squatteurs et squatteuses – vient d'être promulguée, tout un univers fantasmatique s'est mis en place pour rendre le squatteur ou la squatteuse responsable de tous les maux.

Pourtant, le squat est dans l'immense majorité des cas une réponse à l'abandon des plus pauvres et marginalisé·es de la société. Il est une réponse forte face à un capitalisme se pensant triomphant par sa mise en coupe de nos vies via la propriété privée.

Combien de squats ouverts pour venir en aide à des mineur·es isolé·es, à des réfugié·es, à des femmes ayant besoin de fuir ? C'est étonnant mais les médias semblent ne pas connaître la réalité des squats aujourd'hui et nous servent souvent le cas extrême et très rare comme étant « les squats en général ». Un peu comme si le cas d'un ministre accusé de viol ou d'une ministre ayant menti sur ses revenus seraient « tous les ministres »...

Une fois de plus, au nom de la sauvegarde du capitalisme, au nom de la protection de la propriété privée, la répression accrue est mise en place. L'État vient à l'aide des possédant·es, comme toujours, sans analyser le pourquoi de la situation, n'écoutant qu'un côté, méprisant les plus précaires et en difficulté.

Nous le redisons : le mouvement squat a toute notre sympathie et nous savons qu'il est une réponse à la lutte contre les plus fragiles. Nous prônons la propriété d'usage, c'est à dire une possession individuelle qui n'ouvre aucun droit de propriété, et qui permette la réquisition immédiate de tout lieu laissé vide. La mort de la propriété privée est le seul chemin vers une réelle répartition pour toutes et tous, selon les besoins, des logements qui existent et ceux à venir.

Fédération anarchiste

LONGUE VIE AUX SQUATS !

DANS LES EHPAD, LE PERSONNEL N'A PAS DIT SON DERNIER MOT.

ÇA BOUGE DANS LES ÉTABLISSEMENTS LOGEANT LES RETRAITÉS

Dans le Loiret, mobilisation contre la mutualisation des activités et des personnes

Lundi 24 octobre, une trentaine d'agents de trois établissements de santé, les EHPAD de Meung sur Loire et Dry, le centre hospitalier Lour-Picou de Beaugency, ont manifesté, contre la direction qui veut mutualiser les activités satellites aux soins, les services techniques, administratifs, la pharmacie, ou encore la blanchisserie.

Non seulement les personnes devront toutes travailler sur les trois établissements qui se situent sur un triangle d'une dizaine de kilomètres, mais elles ne seront plus remboursées de leurs frais kilométriques pour aller travailler, ni de leur temps de trajet qui, normalement, est compté dans la journée de travail.

La maltraitance à l'égard du personnel entraîne de la maltraitance envers les patients et les résidents.

Mobilisation à Nantes pour 78 logements de retraités

Suite de l'article publié dans le ML de novembre « *Halte à la fermeture des domiciles collectifs* » contre la fermeture de 5 domiciles collectifs réunissant 78 hébergements dédiés aux personnes âgées, plébiscités par les résidents, les familles et les personnels.

Le groupe VYV met en avant 2 arguments pour tenter de légitimer la fermeture de ces domiciles :

> une gestion soi-disant déficitaire, argument réfuté par le Département.

> les résidents, en état de santé dégradée, ne seraient pas en sécurité..., mais, dans ce cas, ils vont dans une autre structure, plus médicalisée, et un-e autre retraité-e bénéficie à son tour d'un logement.

Non la vraie raison, pour VYV, c'est que ces domiciles ne sont pas assez rentables.

La mobilisation a payé, le Département participe à hauteur de 900 000 € par an au financement de la partie hébergement de ces domiciles et VYV n'a pas décidé la fermeture.

La manifestation du 17 octobre devant la Préfecture de Nantes a mobilisé 250 personnes.

Elle a dénoncé l'État, la Préfecture et l'ARS qui refusent de donner aux établissements pour personnes âgées les moyens de fonctionner dans de bonnes conditions.

Elle a accusé l'ARS qui n'a autorisé aucune ouverture d'EHPAD public, aucune ouverture de lits depuis plus de 4 ans, qui refuse de financer le personnel médical en dehors des EHPAD. Ces luttes, ces mobilisations, ces avancées doivent être pour nous tous un encouragement à aller de l'avant.

Jean-Jacques Chatelux
Groupe Salvador Seguí

BASSINES, NON MERCI !
MORT AUX VACHES !

Manifester, même pacifiquement, n'a jamais été sans risques. Mais il y a des limites qui, actuellement, sont de plus en plus franchies. Un petit exemple parmi des milliers !

Bassines, non merci !
Il y a plusieurs mois de cela, avant celle du mois dernier, il y avait déjà eu une grosse manif dans les Deux Sèvres contre les bassines. Vous savez, ces « petits » trous de plusieurs dizaines d'hectares que l'on remplit d'eau l'hiver en la pompant dans les nappes phréatiques afin, l'été, d'arroser les champs de maïs de quelques dizaines d'agro-industriels capitalistes, car indispensable à l'autonomie alimentaire nationale puisqu'elle est destinée à l'exportation pour nourrir des cochons et autres pauvres bêtes « vivant » entassés avant d'être abattus. Rien que ça, c'est nul à chier. Mais il y a plus criminel et absurde encore. Avec le réchauffement climatique, les nappes phréatiques ne se remplissent plus l'hiver. Et, donc, l'été, les vrais paysans, ceux qui nous nourrissent, sont interdits d'irrigation car, ne possédant pas de bassines, ils ne peuvent plus puiser même parcimonieusement dans des nappes phréatiques à l'agonie. En clair, un quarteron d'enfoirés s'accapare un BIEN COMMUN à son seul profit avec la bénédiction de la FNSEA et le soutien du gouvernement et de ses flics. Et, malgré des décisions de justice annulant les travaux en cours, ils se poursuivent. Alors, que faire ?

Lors de la manif d'il y a quelques mois, comme de celle du mois dernier, les membres du groupe NOUS AUTRES de la FA et l'équipe des Éditions libertaires, étaient là. Pour la manif, dans le cadre du collectif libertaire unitaire « Ni maîtres, ni bassines », et pour tenir une table de presse. Normal ! Sauf que !

Panpan cucul !

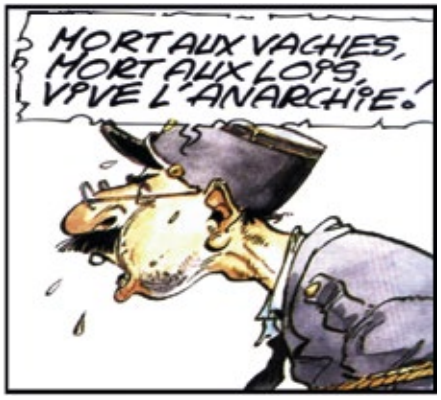
Ces jours-ci, un camarade de notre groupe a été convoqué et interrogé à la gendarmerie de Rochefort (Charente Maritime) par trois flics de Niort (Deux Sèvres). Lors de la manif (autorisée) d'y il a quelques mois, ce camarade a collé quelques autocollants FA. Normal. Acte écolo terroriste gravissime, s'il en est ! Qui d'entre nous n'a pas fait pire ? Sauf que... !

Après plusieurs mois d'enquête, je dis bien plusieurs mois d'enquête, la police scientifique (il faut se méfier des scientifiques) a réussi à identifier les empreintes génétiques de notre camarade sur les autocollants. Fichtre diable ! Et donc, les fichiers de la police n'étant pas faits pour les chiens, les flics ont identifié notre camarade qui était fiché pour, auparavant, avoir assassiné le Père Noël. D'où, traçage de son téléphone, indiquant qu'il était bien présent à une manif autorisée. Un scoop ! Et, donc, des heures et des heures d'interrogatoires pour essayer de savoir avec qui il était, ce qu'il avait vu...

Vous me direz que tout cela n'est pas grave. Que notre camarade ne risque pas grand-chose à part une amende pour avoir collé des autocollants. On peut le voir comme cela ! Mais on peut aussi le voir autrement !

Putain de bordel de merde de nom de Dieu, si pour un simple collage d'autocollants, des dizaines de flics mènent une enquête approfondie pendant des mois, recourent à la police scientifique, activent et croisent des fichiers... juste pour ça alors pour autre chose, du genre, présence lors d'une manif interdite et regards noirs « jetés » à l'encontre d'un CRS en armure, seigneur Jésus, que va-t-il en être ?

Et combien ça coûte tout ça ? Des dizaines de flics mobilisés pendant des mois pour enquêter sur ça alors que les enquêtes sur les malversations financières des puissants de ce monde manquent d'enquêteurs et mettent des décennies avant de ne pas aboutir ?



Remember Martin Nimöller

Soyons précis, nous ne sommes ni en Russie, ni en Chine, ni en Corée du Nord, ni à Cuba, ni en Turquie, ni en 1984...

Le pasteur Martin Nimöller, pensionnaire de Dachau, nous disait déjà, en substance : « *Quand ils sont venus arrêter l'anarchiste, je n'ai rien dit car je n'étais pas anarchiste. Quand ils sont venus arrêter le communiste, je n'ai rien dit car je n'étais pas communiste. Quand ils sont venus arrêter le socialiste, je n'ai rien dit car je n'étais pas socialiste. Quand ils sont venus arrêter le philosophe, je n'ai rien dit car je n'étais pas philosophe. Quand ils sont venus m'arrêter, j'ai appelé à l'aide, mais il n'y avait plus personne pour venir à mon secours.* »

Pour l'heure, nous sommes en France, dans une « démocratie » bourgeoise en train de virer illibérale, c'est-à-dire dictature molle. Et, dictature molle aujourd'hui, ça veut dire, dure demain, si... Si quoi ?

Si nous, les révolutionnaires sociaux, tous et toutes les camarades humanistes de ce peuple de gauche que l'on côtoie dans les manifs, les syndicats, les luttes contre, les luttes pour... on continue à se chipoter pour la place d'une virgule dans un tract et si on persévère à croire au Père Noël de la possible hégémonie totalitaire de nos particularismes particuliers. Comme lors de la 1ère Internationale, unissons-nous sur l'essentiel. Gérons nos différences sur la base d'un pluralisme fluctuant au fil de majorités particulières, changeantes et jamais acquises. Fédérer des AUTONOMIES, ça vous dit quelque chose ? La Commune ça vous dit quelque chose ?

J'en appelle au peuple progressiste de toutes les chapelles. Si vos bureaucraties et vos Églises ne vous représentent pas

<

ILLUSTRATION DE DETHOREY POUR HÉCATOMBE.
IN L'ALBUM COLLECTIF *BRASSENS EN BD*.
VENTS D'OUEST. 1996

ou plus, eh bien, représentez-vous vous-mêmes. Sinon, ne vous en prenez qu'à vous-même !

Mais, en attendant ?

On les aura !

En attendant, il faut continuer. De dire. De pétitionner. De manifester. D'agir... Ils vont tout faire pour nous intimider. Pas grave. Le pouvoir chie dans ses culottes. Les flics, pour être des bœufs, ne sont pas complètement des ânes. Regardez-les dans les yeux. Faîtes leur chier la honte d'être des larbins au lieu d'être des « gardiens de la paix ». Rappelez-leur leurs antécédents lors de la Rafle du Vel d'Hiv. Ils baisseront d'un ton. Et s'ils s'obstinent, n'hésitez pas à crier « *Mort aux vaches* »

Et alors, on peut parfaitement crier « *Mort aux vaches !* » et être contre la Corrida !

Chef, il est en train de nous embrouiller !

Jean-Marc Raynaud
Sous commandant
des Éditions libertaires

<

BATEAU ROUILLÉ À MOYNAQ (OUZBÉKISTAN). CONSÉQUENCE DE LA DISPARITION DE LA MER D'ARAL. DISPARITION DUE À LA SURCONSOMMATION DE L'EAU DE L'AMOU DARYA POUR L'IRRIGATION DES CHAMPS ET EN PARTICULIER POUR LA CULTURE DU COTON.
ILLUSTRATION TWOWINGS

BASSINES, NON MERCI !
QUI MONTE D'UN CRAN ?

Vendredi 18 novembre, en revenant de son jogging, le neveu de Julien Le Guet (l'un des porte-paroles de « Bassines Non Merci ») était attendu devant chez lui par un trio de grands courageux qui l'ont roué de coups (multiples fractures, 15 jours d'ITT (pour l'instant).

Nous ne doutons pas un seul instant de l'efficacité légendaire de la gendarmerie de Melle auprès de laquelle notre compagnon a déposé plainte pour retrouver les coupables et les renvoyer devant la « justice » de l'État français.

Quelques jours avant cette agression, un camarade du groupe Nous-Autres de la Fédération anarchiste a été convoqué à la gendarmerie de Rochefort.

Il lui a été reproché d'avoir collé quelques autocollants FA lors de la précédente grosse manif anti-bassines à La Rochénard le 27 mars dernier, il y a donc 8 mois...

Les flics ont retrouvé son ADN sur l'un des autocollants, ont tracé son téléphone portable, 3 flics à plein temps pendant 8 mois pour débusquer l'infâme « écoterroriste » comme le dit si mal le violeur Darmanin.

Il s'agissait bien sûr d'une manœuvre d'intimidation, Kolossale finesse des laquais de la bourgeoisie, mais bon on est habitués... coller des stickers n'est toujours pas répréhensible.

Justement, « toujours pas répréhensible », mais jusqu'à quand ?

Car la guerre de l'eau est bien déclarée, et par eux, en agressant physiquement des militantEs, il faut qu'ils sachent que nous ne lâcherons jamais, les porcs (aucune animosité contre ce bel animal, juste une expression style « Le Pen porcherie » des Bérus) ont choisi leur camp : celui de l'État, du capitalisme, de l'agro-business, qui nous annihile toutes et tous dans cette société mortifère et qui nous mène tout droit au désastre.

Nous, nous proposons la vie, débarrassée de ces trois maux qui pourrissent l'humanité et ses rapports sociaux : la religion, le capitalisme et l'État ainsi que leurs représentants.

C'est l'État qui choisit le niveau de violence lors d'un mouvement de contestation quel qu'il soit, nous savons tous cela.

Et là, par rapport à la contestation contre les bassines, l'État choisit de monter d'un cran dans la répression et ce n'est pas fini car le mouvement prend de l'ampleur.

Lors du premier rassemblement le 4 juillet 2018 à La Garette, nous n'étions que 200, et que des militants.

Depuis, le mouvement s'est étendu et nous avons vu de plus en plus de gens « non militants » venir, des familles entières, preuve que le problème de l'allocation de l'eau est une problématique d'avenir, ou plutôt une problématique actuelle, il suffit de se rappeler de l'été dernier...

Oui, il s'agit bien d'un combat pour la vie d'où la détermination qui nous anime.

Œil pour œil, dent pour dent !

Coup pour coup !

Cela ne fait que commencer !

Vous l'avez construit pas à pas, là vous touchez à la flotte, nous vous coulerons, soyez-en sûrs.

NO BASSARAN

Groupe Nous-Autres

Que la terre te soit légère !

Serge Livrozet, l'anarchiste

Serge Livrozet vient de nous quitter, ce 29 novembre 2022. Il avait 83 ans. **Lorsque nous nous sommes connus, en 1971, il venait de sortir de la Centrale de Melun. Moi, j'avais fait mes années de prison à la Centrale de Caen. Nous avons tout de suite partagé une histoire commune. C'était l'époque du Groupe Information Prisons (GIP) qui avait été créé par Michel Foucault, assisté de nombreux intellectuels comme Pierre Vidal-Naquet et Jacques Donzelot. Très vite, Serge s'est distingué du reste des militants, en criant : « *Seuls, les taulards ont le droit de parler de la taule !* » Foucault, aidé de Daniel Defert, a créé l'association de Défense des Droits des Détenus (ADDD), qui a duré un an. Serge Livrozet s'est démarqué des intellectuels, en créant, en 1972, le Comité d'Action des Prisonniers (CAP) qui s'est dissout en 1980. Sans tarder, j'ai rejoint ce mouvement, qui me semblait radical, d'autant plus que deux autres ex-prisonniers, Claude Vaudez et Michel Boraley, s'étaient associés à Serge dans cette création.**

Il a aussi participé à la création, en 1974, du Mouvement Marge et, en 1978, du Mouvement d'Émancipation Collective et Individuelle (MECI). En 1990, il a rejoint le Groupe Berneri de la Fédération anarchiste. Il a aussi animé pendant plusieurs années une émission sur Radio libertaire, « Humeurs Noires ».

> **« Pourriture de justice française ! »**

Dès 1972, nous avons partagé beaucoup de combats contre la prison. Le journal des prisonniers, que nous appelions le *CAP*, comme le groupe qui le publiait, comportait des articles de prisonniers, anciens ou actuels. Nous le vendions la plupart du temps devant les prisons. Cela nous valait des interpellations et, pour beaucoup, le fait d'être relâchés très loin, en rase campagne. Je me souviens de Fresnes et Fleury-Mérogis…

Ce qui a donné de l'ampleur à notre Comité, c'est la création partout de groupes en province, en Belgique et même en Suisse. Peu de temps après, des révoltes ont éclaté dans de nombreuses prisons, ce qui a entraîné à l'extérieur la création de collectifs à Lille, Lyon, Bordeaux, Nancy, Nantes, Rouen, Le Havre, Rennes et même dans plusieurs pays d'Europe.

Nous avons été amenés à soutenir le combat de beaucoup de prisonniers et de groupes de détenus qui se sont constitués à Mende, Lille, Clairvaux, Moulins-Yzeure et ailleurs. N'oublions pas les coups de gueule de Serge, lors d'une manifestation, criant avec son mégaphone : « *Mende, chef-lieu de la Lozère et de la torture* » et, lors d'un procès, où il était venu défendre un taulard, à la lecture du jugement, « *Pourriture de justice française !* »

La rage des mots

Ayant passé son bac en prison, Livrozet avait appris à rédiger aussi bien qu'il parlait. C'est ce qui lui a permis d'écrire quelques livres retentissants. Je retiens, en particulier *De la prison à la révolte*, son meilleur ouvrage. Il a été le premier de tous ceux qui ont été écrits en France, après lui, sur l'enfermement carcéral. Son second livre, *La Rage des murs*, est un roman qui reprend les mêmes thèmes de manière plus personnelle.

Quant à son troisième livre, *Diego*, il approfondit l'analogie, car le héros est un chien révolutionnaire…

> **« Nous n'avons pas pu nous empêcher de penser que Serge Livrozet avait été piégé. »**

Serge, des années plus tard, a créé une maison d'édition, Les Lettres libres, où il a édité des ouvrages dont il était l'auteur, ainsi que de nombreux autres écrivains. Quelques-uns de ses principaux collaborateurs étaient, comme lui, d'anciens prisonniers.

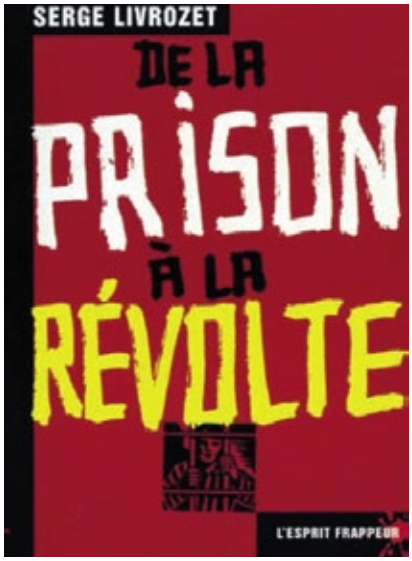
C'est ce qui laisse planer un voile confus sur la fin de l'aventure. En effet, il y a eu l'affaire de la fausse monnaie, sept millions de francs de l'époque… Nous n'avons pas pu nous empêcher de penser que Serge Livrozet avait été piégé. Pendant plusieurs semaines, la police était en planque près de la maison d'édition. Trois personnes ont été interpellées, dont Serge.

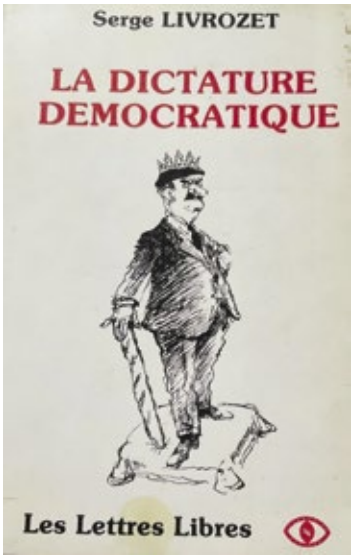
Un comité de soutien s'est mis en place. Et, le jour de la mise en bourse de Paribas, une cinquantaine de personnes avait cadenassé toutes les entrées de la Bourse. À13h, lors de l'ouverture, qui ne s'est pas faite, nous avons balancé des faux billets de théâtre, ramassés précipitamment par les boursicoteurs ! Bien entendu, Serge a été innocenté et libéré.

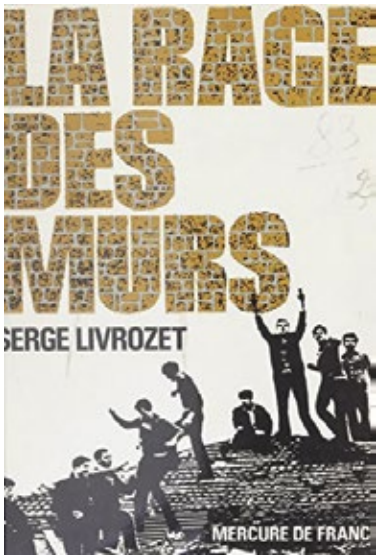
Il importe de rappeler que, passant près d'un car de CRS, j'ai entendu l'un deux dire : « Vous vous rendez compte, les gars, ils ont fermé la Bourse ! » Et un autre a répondu : « Ils ont bien fait » !

Un des axes de lutte et de réflexion du groupe Berneri, dont faisait partie Serge, était de lutter contre toutes les prisons, en commençant par celles de nos certitudes, de nos préjugés, de nos lâchetés au quotidien. Être pour l'abolition de la prison, c'est la victoire de la vie sur la mort.

Jacques Lesage de la Haye







Serge Livrozet, l'être libre

Qu'est-ce qui fait que l'on éprouve en soi « la rage des murs » et que l'on mette tout en œuvre pour les abattre, ces murs ? Naître d'une mère prostituée et d'un père quasi-inconnu explique-t-il que l'on tienne, à l'âge adulte, non pas à se faire un nom mais à être admis parmi ses contemporains pour devenir celui ou celle que l'on pense être ? Que l'on ne s'accommode pas des a priori et des faux-semblants ?

Serge Livrozet (1939-2022) n'a évidemment jamais eu la réponse à ces questions existentielles mais son parcours, au travers notamment de ses livres, peut apparaître comme une tentative de réponse. Pour l'avoir bien connu, nous aimerions rappeler et souligner la qualité de l'anarchisme qui le caractérisait. Comme l'écrivait Pierre Drachline (autre anarchiste de plume et de talent, mort précocement), « *Serge Livrozet possède un singulier avantage sur l'immense majorité de ses contemporains. Cet utopiste, à la lucidité parfois impitoyable, sait que ses idées libertaires ne s'abîmeront jamais au contact du pouvoir. En revanche, elles permettent à quelques-uns de continuer à respirer.* »[1]

L'écriture, chez Livrozet, comme outil de compréhension du monde et l'écriture comme objet de redéfinition politique de ce monde.

S'il est difficile de se dire « anarchiste » dans un monde où il faut bien gagner sa vie, la plupart du temps de manière salariée, où tout nous contraint chaque jour à de petites ou de grandes compromissions, tout au moins peut-on s'efforcer de réduire l'ampleur de ces compromissions et tenter de vivre sans être exploité et sans soi-même exploiter autrui ; l'anarchie est de fait un chemin plus qu'un but.

C'est celui-ci que s'est efforcé de suivre Serge Livrozet – un bel exploit. En 1968, il adhère à la CNT et ne s'en éloignera plus guère, compagnon de route de la Fédération anarchiste, de Radio-Libertaire et de divers autres organes anars.

Incarcéré à maintes reprises, il fait partie de ces rares individus pour qui l'expérience carcérale aura été profitable. Lui, qui se retrouva très tôt livré à lui-même, plongé dans l'école sans concession de la rue, ne bénéficiant pas, gamin, des épaules paternelles ou maternelles sur lesquelles s'appuyer, pas plus que de celles d'un adulte quelque peu bienveillant, commit petit délit sur petit délit jusqu'à être condamné à une succession de peines de prison. Passons sur les aléas de son parcours biographique[2] et retenons juste que la solitude forcée derrière les barreaux déclencha son appétence pour le savoir, autrement dit un besoin de compréhension du fonctionnement sociétal, en même temps qu'elle aviva et étaya sa colère.

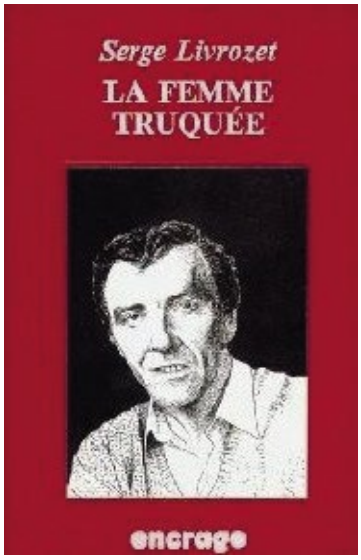
Inscrit aux griefs

Serge Livrozet reprochera toujours à *la société* de n'avoir su prendre soin du gosse qu'il était, au même titre qu'elle le fait avec des enfants issus de milieux plus favorisés. Cette affirmation n'est pas une négation de sa responsabilité des crimes et délits (essentiellement vols et cambriolages) qui lui seront imputés. Juste une demande à son égard d'un traitement non inique. Notre société libre et démocratique se doit de veiller à l'épanouissement intellectuel et affectif de l'ensemble de ses citoyens, notamment des plus jeunes parce qu'ils sont les plus vulnérables, et pas uniquement de ceux dont laes parents possèdent des biens et/ou exercent des professions valorisées.

« *Contrairement aux nantis, les plus démunis ne vivent pas en démocratie. Ils la subissent.* »[3]

Mais cette démocratie-là n'est plus qu'une parure, une *Dictature démocratique*, ira-t-il jusqu'à dire[4]. Une falsification, qui n'accorde pas à tous les mêmes droits, sinon sur le papier, en théorie – en théorie seulement. Né dans un milieu plus aisé, Serge Livrozet, loin d'être le plus sot des humains, n'aurait-il pas fait des études, lesquelles, on peut raisonnablement le penser, l'auraient détourné du chemin de la prison ? Le prétendu déterminisme, voilà l'ennemi. Il le désigne dès ses premiers écrits et n'en démordra pas. Sa *Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas*[5] est à lire à l'aune de ce constat.

Bien paradoxalement, la prison – plus exactement les lectures que son séjour à l'ombre lui permet de mener[6] – lui ouvre les yeux. « … *Il ne me semble pas inopportun de rappeler que ma bien modeste capacité à m'exprimer, je la dois aux années de prison que j'ai purgées…* »[7] Le temps de la réflexion lui est accordé, ce dont il n'avait jamais bénéficié jusqu'alors, lui le prolétaire obligé de travailler dès l'âge de treize ans pour vivre. ●●●



●●● Comme il l'écrira ici ou là, délinquants et personnels des forces de l'ordre ont souvent des profils similaires, ils ne sont que les rebuts d'un corps social dont l'élite joue à diviser les membres des classes laborieuses (ou exclus du labeur salarié, ce qui ne les en différencie pas). Tant que les individus du bas de l'échelle sociale s'entre-dévorent et aspirent vainement aux mêmes privilèges que les plus riches, ceux-ci, les tenants du pouvoir, ricaneront. L'exemple récent des Gilets jaunes en fournit la preuve éloquente : les pauvres sont condamnés à demeurer des pauvres ; ou, si l'on veut, la mascarade du *foot business*. Ne ressemblons surtout pas à nos ennemis, avertit Serge Livrozet, sans toujours, tout voyou qu'il était et restera, s'en prévenir – cf. certains de ses côtés un rien « flambeur ». Le pouvoir sous ses différentes et innombrables formes est donc à combattre.

La propagande par le mot

Le constat n'est pas nouveau mais l'auteur a su le décliner tout au long de sa vie et de ses écrits. Sa volonté d'ouvrir une maison d'édition, *Les Lettres libres*, une imprimerie et une librairie (rue de Crimée, dans le XIX[e] arrondissement parisien, où en 1986 la BRB effectuera, à en croire les journalistes, la plus grosse saisie de faux billets jamais réalisée en France, dont il sortira acquitté) relève de son désir de promouvoir une parole libertaire, à une époque où les médias se vassalisent de plus en plus au despotisme de l'argent. La propagande par le fait, auraient expliqué les illégalistes du début du XX[e] siècle, ses ancêtres en quelque sorte. L'ancien voyou a de la gueule. Les coups de poings verbaux emplissent ses pages et ses déclarations publiques. « *Loin de moi l'idée de jeter la pierre aux ouvriers* », écrira-t-il ainsi dans *Hurle !*, l'un de ses premiers ouvrages (publié dans une collection sous l'égide conjoint de Jean-Paul Sartre, Michel Le Bris et Jean-Pierre Le Dantec, noms qui, à l'exception du premier, ne parlent plus guère aujourd'hui aux oreilles, mais qui ont eu une grande notoriété dans les milieux de gauche), « *j'en étais, j'en suis et veux en rester un. Il n'empêche que rien ne m'interdira de dire la vérité, ni mon appartenance à la catégorie des travailleurs, ni surtout mes convictions de socialiste libertaire* »[8]. *Hurle !* se termine par cette mise en garde toute libertaire : « … *Cet essai n'a qu'un but, porter à la connaissance de chacun qu'il possède au moins un pouvoir dans son existence, aussi modeste soit-elle : celui de refuser le pouvoir d'un autre.* »

> **“La famille anarchiste est celle qu'il s'est choisie.”**

L'acquisition du savoir, pour Serge Livrozet, s'accompagne de sa propre émancipation intellectuelle et, non moins importante, sociale.

Cette démarche, se mettre debout sans en quémander l'autorisation, à l'instar de celle d'autres écrivains catalogués comme « prolétariens », est foncièrement libertaire. Elle guidera sa vie entière. Ses lectures des auteurs anarchistes l'en convainquent et il ne reviendra pas dessus. La famille anarchiste est celle qu'il s'est choisie. Pour s'en sortir, assène-t-il, l'humanité n'a pas d'autre solution que d'établir une société sans dieu ni maître. Le pseudo-réalisme brandi par les partisans du système capitaliste, consistant à nous commander de remiser au loin nos rêves d'enfant, ne lui convient pas, lui le « *déjà vieil adolescent* (…) *blessé, tourmenté, à vif* »[9] de toujours. « *À quand remontent donc nos derniers espoirs frondeurs, ceux à propos desquels on nous a enseigné, ainsi qu'on l'inculque encore aujourd'hui aux enfants, qu'il faut que jeunesse se passe ?* »[10]

Les médias ont souvent caractérisé Serge Livrozet d'« électron libre ». La formule est récurrente, les médias n'ont pas beaucoup d'imagination, quiconque ne marche pas dans les clous est vite ainsi qualifié. Elle s'applique pourtant parfaitement à lui, anarchiste de cœur plus que de raison, d'instinct plus que de réflexion, même si tous ces termes, cœur et raison, instinct et réflexion, s'entremêlent dans son œuvre et son action pour produire une pensée actualisée et vivifiante. Serge Livrozet n'était pas un théoricien. Un écrivain, oui, honnête et pragmatique. Un caractère. Le lire et le relire, histoire de fourbir nos armes, ne peut que faire du bien.

Thierry Maricourt

1. Pierre Drachline, in préface à Serge Livrozet, *La Femme truquée*, Encrage (Envers), 1994
2. Renvoyons ici les curieux à notre *Histoire de la littérature libertaire* (Albin Michel, 1990) dans laquelle Serge tient une belle place et répond à nos questions sur son anarchisme, et aux deux documentaires de Nicolas Drolc, *Sur les toits* (2014) et *La Mort se mérite* (2017).
3. Serge Livrozet, *Irons-nous aux voix ?* L'Esprit frappeur, 2017
4. Serge Livrozet, *La Dictature démocratique*, Les Lettres libres, 1985
5. Serge Livrozet, *Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas*, Les Lettres libres, 1979 ; rééd. L'Esprit frappeur, 2022
6. Sur ce point, son parcours présente bien des similitudes avec, par exemple, celui d'un Maurice Joyeux.
7. *Irons-nous aux voix ?* op. cit.
8. Serge Livrozet, *Hurle !* Les Presses d'aujourd'hui (La France sauvage), 1976
9. Pierre Drachline, préface à Serge Livrozet, *La Femme truquée*, op. cit.
10. *Irons-nous aux voix ?* op. cit.

Hommage

José Morato (1929-2022)

Cet hommage, rendu au compagnon récemment disparu, est pourtant très bref, mais je suis persuadé qu'il le trouverait encore trop long, car il était tout à l'opposé de ceux et de celles qui aiment s'afficher et se mettre en avant. Sa manière d'être le situait plutôt dans la foulée des personnes qui se font un point d'honneur d'être discrètement et constamment présentes et actives tout au long de l'inépuisable marche du mouvement libertaire.

Né le 23 octobre 1929 à Cabra del Campo dans la province de Tarragone, José Morato fut l'un de ces enfants que le coup d'État fasciste du général Franco arracha à leur village et expulsa vers la France.

Âgé de 9 ans, c'est en compagnie de sa mère qu'il franchit les Pyrénées en 1939 et fut envoyé dans un centre d'hébergement du village de Le Luc dans le Var. Plus tard, la famille se regroupa à Perpignan puis émigra en Dordogne où José fit sa scolarité avant de partir vers Paris en 1949 où il fréquenta les jeunesses libertaires de l'exil espagnol.

Ce fut dans la mouvance de cet exil libertaire espagnol que, lors d'un voyage à Toulouse, il connut Montserrat Turtos qui devint sa compagne et le rejoignit en 1952 avant que tous deux ne partent s'installer à Perpignan pour quelques années. De retour à Paris, ils se logèrent en 1960 dans un appartement du boulevard de la Villette qui devint très vite un lieu d'accueil et de réunions pour les membres de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (FIJL) les plus directement impliqués dans la lutte anti-franquiste. Un lieu d'accueil familial et chaleureux où la solidarité et l'engagement du couple Morato-Turtos se prodiguaient sans réserve.

Cet engagement amena Montserrat à entreprendre en 1962 un dangereux voyage en Espagne pour établir des contacts avec les jeunes militants de Barcelone et de Saragosse, peu de temps après, ce fut José qui fut arrêté par la police française à Perpignan, le 23 août 1963, lors des actions pour protester contre l'exécution au garrot des jeunes libertaires Granado et Delgado en Espagne. Transféré à la prison de la Santé avec nombre d'autres jeunes libertaires espagnols sous l'accusation d'association de malfaiteurs, il n'en sortit qu'en janvier 1964 après que quelques mois auparavant la FIJL fut mise hors la loi.

Cela n'entama pas la volonté de lutte ni de José ni de Montserrat dont l'appartement de la rue de la Villette servit à nouveau de lieu de rencontre pour mettre sur pied pendant l'année 1965 le lancement de la revue *Presencia. Tribuna Libertaria.*

« Une présence constante, discrète et solidaire dans la mouvance libertaire. »

En 1966, le couple abandonne cet appartement pour s'installer dans un HLM au Pré-Saint-Gervais, qui fut à nouveau un lieu fraternel de rencontres et de réunions. C'est, par exemple dans cet appartement que se créa, en 1970, le collectif éditorial *la hormiga* qui publia le livre de Vernon Richard *Enseñanzas de la revolución española*[1], puis celui d'Antonio Tellez *Sabaté. La guerrilla urbana en España*[2].

Bien entendu, la fin de la dictature espagnole ne mit pas fin à la collaboration des polices françaises et espagnoles, si bien que José et quelques autres compagnons furent déportés à Belle-Île-en-Mer, dans le Morbihan, pour protéger la visite que le roi d'Espagne fit en France en octobre 1976.

Entre temps, le couple avait fait, en 1970, l'acquisition d'un terrain à Saint-Laurent-de-la-Salanque qui devint un lieu de passage et de convivial rassemblement libertaire pendant les mois d'été, tentes de camping à l'appui, tout au long d'une quarantaine d'années.

Ce fut aussi dans les activités du mouvement libertaire en France que José s'impliqua, participant, par exemple, au COJRA[3] dans les années 1980.

Après sa retraite, c'est à Saint-Laurent-de-la-Salanque qu'il s'installa en 2003 et, bien entendu, c'est lui qui, en tant que résident de cette commune, faisait les démarches pour l'autorisation des fêtes annuelles de la CNT-66.

Sans stridences, sans désirs de protagonisme, en toute simplicité, après une présence constante, discrète et solidaire dans la mouvance libertaire, José Morato nous a quittés le 23 octobre 2022 à l'âge de 93 ans.

Tomás Ibáñez

Notes de la rédaction :

1. *Enseignement de la révolution espagnole*, Vernon Richard. Réédition en français de 1997. Acratie.

2. *Sabaté : Guérilla Urbaine en Espagne (1945-1960),* Antonio Téllez Sola. Réédition française de 1990. Repères-Silena.

3. COJRA : Commission d'organisation des journées et des réflexions antiautoritaires (1983–1987)

L'enrichissement scandaleux des industriels
grâce à la Première Guerre mondiale

Alors que celle que l'on va appeler la Grande Guerre, ou la grande boucherie, fait des millions de victimes civiles et militaires, des industriels voient leurs bénéfices croître de façon exponentielle. Mieux encore, car c'est à la faveur du conflit de 1914-1918 que vont naître, des deux côtés du Rhin, de formidables épopées industrielles. Voyons quelles sociétés, devenues pour la plupart aujourd'hui de grandes entreprises ou des multinationales, ont le mieux su tirer profit de cette horrible guerre.

En France

Dès septembre 1914, au moment où l'armée allemande envahit le nord de la France, la mobilisation générale est sonnée… aussi pour les industriels. Mais pour eux, pas question de sacrifier les profits.

Le gouvernement charge de grands patrons français de réorganiser l'économie placée au service de la guerre. Les grandes entreprises prennent alors la tête de « groupements industriels régionaux » spécialement créés, comme par exemple en province, la Compagnie des forges et aciéries de la marine et d'Homécourt, qui deviendra beaucoup plus tard Arcelor Mittal, ou les établissements Schneider, futur Schneider Electric. Quant à la région parisienne, c'est à Louis Renault qu'est confiée la direction de la « mobilisation » des industriels, lequel va trouver là une chance inespérée.

Louis Renault, fondateur des usines éponymes et dont la marque au losange n'est pas en grande forme avant la guerre, va reprendre du poil de la bête. Entre 1915 et 1917, les usines Renault doublent leur production de camions, assemblent plus de 2 000 chars et fabriquent 8,5 millions d'obus. Et entre 1914 et 1918, son chiffre d'affaires est multiplié par quatre. Une guerre plus tard, à la Libération de Paris en 1944, Louis Renault sera accusé de collaboration avec l'occupant nazi, comme nous le verrons dans un prochain article.

André Citroën, lui, construit pour l'occasion sa première usine en 1915. Immense et ultramoderne, elle va lui permettre d'honorer son premier gros contrat, qui ne concerne pas des voitures mais des obus. Le futur fondateur, en 1919, de la marque aux chevrons, impose à son personnel le fordisme et le taylorisme, et sans que celui-ci, aux vues des circonstances, ne puisse s'y opposer. En tout, Citroën produit pour ce conflit, quelques 24 millions d'obus, en réalisant une marge bénéficiaire de l'ordre de 40 %.

Profitant d'une opportunité similaire, les frères Peugeot assemblent obus et moteurs d'avions dans leur usine de Sochaux, inaugurée en 1912 d'abord pour faciliter la fabrication de camions. La marque au lion n'y produira sa première voiture qu'en 1921.

Même opportunisme pour le jeune ingénieur Marcel Bloch, futur Marcel Dassault, dont la première commande en 1916, une cinquantaine d'hélices d'avion d'un nouveau modèle, provient de l'armée de l'air. En 1929, il fondera le Groupe Dassault, devenu depuis une gigantesque holding qui fait la fortune de sa famille. Les usines Michelin fournissent pneumatiques, masques à gaz, toiles de tentes et avions de combat. Prétextant une instabilité des cours du caoutchouc, l'entreprise, qui deviendra un leader international de fabrication de pneumatiques, augmente sévèrement ses prix. N'ayant de cesse d'entourer ses résultats comptables du plus grand secret, Édouard Michelin dispose à l'armistice d'un véritable trésor de guerre, lui laissant une marge de manœuvre considérable. Il en profite notamment pour racheter son grand rival, les établissements Bergougnan, ayant distribué quant à eux entre 1914 et 1918, quelques 21,6 millions de francs à leurs actionnaires. Schneider et Cie, l'ancêtre de la multinationale Schneider Electric, devient l'un des principaux fournisseurs d'armement français. Déclarant un maximum de 40 % de bénéfices bruts au lendemain de la guerre, la compagnie répartit de 1918 à 1920 des dividendes représentant le tiers du capital nominal. Le groupe Schneider s'étend ensuite en Allemagne, puis à l'Est, et cofonde en 1920, une puissante holding pour y gérer ses participations financières.

À l'instar de l'Allemagne, comme nous le verrons dans la partie suivante, la France n'est pas en reste dans le développement des armes chimiques. Le gouvernement charge ainsi l'industrie chimique de concevoir de nouveaux gaz toxiques plus meurtriers. La Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Camargue, le futur Péchiney, se lance alors dans la production de gaz de combat. Air Liquide livre du chlore à l'armée française, et c'est en 1918, un an après sa consœur allemande, qu'elle reçoit sa première cargaison du tristement célèbre, gaz moutarde. Ce gaz asphyxiant, vésicant et mortel, est fabriqué par la Société chimique des usines du Rhône, une branche du futur Rhône-Poulenc, et dont les activités seront bien plus tard intégrées dans Rhodia ou Aventis (fusionné ensuite avec Sanofi).

Pourtant, dès mai 1915, un rapport de la Commission des finances de l'Assemblée nationale épingle le ministre socialiste de la Guerre Alexandre Millerand. On lui reproche notamment de pousser les industriels à fabriquer coûte que coûte malgré toutes les conséquences que cela peut engendrer, de payer du matériel surfacturé et de n'avoir prévu dans les contrats aucune pénalité financière pour retard et inexécution.

Compagnie des Produits Chimiques d'Alais & de la Camargue

Anc.ne Cie A. R. Pechiney & Cie

Société Anonyme - Capital ... Francs

Siège Social à LYON

DIRECTION GÉNÉRALE

DIÈGE CENTRAL

SALINDRES (Gard)

USINE de STAUBAN

PECHINEY- PEYRUIS

Peyruis (B.-A.), le 18 Janvier 1916

Le Directeur de l'Usine de SAINT-AUBAN

à Monsieur le PREFET des Basses-Alpes.-

En réponse à la question posée par votre lettre du 13 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'installation de l'Usine de SAINT-AUBAN a été commencée conformément au décret du 12 décembre 1915, avec l'autorisation et sous le contrôle de la Section technique du Matériel Chimique de Guerre.-

Quant aux formalités réglementaires en vue d'obtenir une autorisation régulière, ma Compagnie a bien l'intention de les accomplir avant la cessation des hostilités, si elle prévoit que la fabrication entreprise doive être continuée par la suite.-

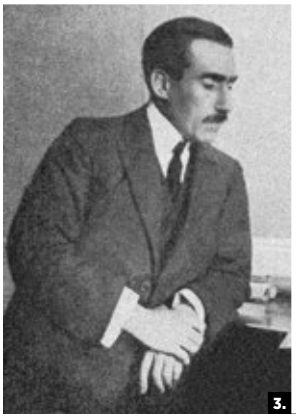
Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma très haute considération.-

USINE de St-AUBAN

Le Directeur

1.

2.



3.

4.

1. COURRIER DU DIRECTEUR DE L'USINE DE SAINT-AUBAN AU PRÉFET. 18 JANVIER 1816. ARCHIVES ÉPARTEMENTALES DE DIGNE-LES-BAINS

2.LE KAISER AVEC GUSTAV KRUPP

3.LOUIS RENAULT EN 1918 AUTOMOBILIA-L'AUTOMOBILE AUX ARMÉES, 31 OCTOBRE 1918, N°35. DOMAINE PUBLIC

4. CARL DUISBERG EN 1880. PHOTO DE FRIEDRICH HAACK

En Allemagne

De l'autre côté du Rhin, là aussi la connivence entre le gouvernement et les grands industriels va payer. Dès octobre 1914, on met en place une commission destinée à développer des gaz de combat. C'est Carl Duisberg, le patron de la société Bayer, qui la codirige, saisissant là une chance de prospérer. L'entreprise chimique Bayer est l'inventeur et la productrice d'abord du gaz chloré, un gaz suffocant et toxique, utilisé pour la première fois sur le champ de bataille dès janvier 1915, puis en 1917, du encore plus atroce gaz moutarde. La firme allemande voit près de trois-quarts de son chiffre d'affaires, pendant le conflit, venir directement de la guerre. Plus tard complice de la solution finale des nazis, ce dont nous reparlerons dans un article à venir, Bayer est de nos jours une puissante multinationale, marchande de médicaments, d'herbicides, de pesticides, d'OGM et j'en passe, suscitant toujours autant polémiques et scandales.

Le futur grand constructeur automobile BMW se lance en 1917, en fabriquant des moteurs pour les avions de combats.

L'entreprise Krupp AG, dirigée par le marchand de canons et futur criminel de guerre nazi, Gustav Krupp, aujourd'hui fusionnée avec Thyssen, est devenue l'un des plus importants groupes sidérurgiques allemands. Elle met au point le tristement célèbre canon géant, la « grosse Bertha ». Les bénéfices de Krupp AG passent de 31 millions de marks en 1913-14 à plus de 79 millions en 1916-17. Le fabricant d'armes Rheinmetall, par ailleurs toujours en activité dans l'armement, multiplie ses profits par dix grâce à la Grande Guerre, ceux-ci grimpant à plus de 15 millions de marks à la fin du conflit.

En 1916, afin de faire face au manque de main d'œuvre et poursuivre « l'effort de guerre », quelques grands patrons allemands comme les très actifs Carl Duisberg (Bayer), Gustav Krupp (Krupp AG) ou encore Hugo Stinnes, à la tête d'un groupe industriel des mines et de l'acier alors en pleine croissance, pressent le commandement militaire de leur fournir des travailleurs forcés. Celui-ci exhausse leur vœu en déportant vers l'Allemagne environ 60 000 Belges, la Belgique étant alors occupée, qui sont aussitôt exploités dans leurs usines. Toutefois, sous les protestations internationales, la manœuvre finit en queue de poisson et les travailleurs déportés belges pourront rentrer chez eux avant la fin de la guerre. Malgré la réticence des industriels à dévoiler leurs livres de compte, une Commission parlementaire révèle que les seize plus grandes entreprises houillères et sidérurgiques allemandes ont multiplié leurs bénéfices par au moins huit entre 1913 et 1917.

...Et ailleurs

Au Royaume-Uni par exemple, la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Shell se développe en tirant, elle aussi, profit de la grande boucherie. Elle approvisionne en essence et en TNT l'armée britannique envoyée sur le continent, tout en poursuivant la prospection de pétrole ailleurs sur le globe. À la fin des années 1920, Shell devient la première compagnie pétrolière mondiale, et demeure de nos jours l'une des plus importantes multinationales du secteur. Sous couvert de soutien patriotique et de contribution décisive à l'effort de guerre national et à la victoire finale, ces ingénieurs ainsi enorgueillis, transformés en grands patrons, contribuent surtout à la croissance de leur propre empire industriel, dont beaucoup sont devenus de nos jours d'énormes multinationales.

Ayant l'audace de se proclamer eux aussi « mobilisés », ce n'est pas dans la boue d'une tranchée que ces grands patrons font la guerre, mais installés sur le cuir de leur fauteuil de direction, louant un capitalisme d'intérêt général qui ne remplit pourtant que leurs propres poches et celles de leurs actionnaires, tout en sommant leurs ouvriers et ouvrières, souvent soumis·es aux cadences infernales, d'oublier la lutte des classes. Certaines de ces entreprises au passé refoulé, souvent familiales, patriarcales et paternalistes, sauront également exploiter à leur avantage la Seconde Guerre mondiale, en collaborant notamment avec le régime nazi.

C'est ce que nous verrons, ici même, dans un prochain article.

Frédéric Pussé

CUBA

Le nouveau code pénal vise à éviter une nouvelle flambée sociale

Le nouveau code pénal cubain est entré en vigueur le 2 décembre, les militants et les organisations de défense des droits de l'homme ont prévenu qu'il pourrait limiter encore davantage la liberté d'expression et éteindre les protestations à un moment où le mécontentement est de plus en plus grand sur l'île.

DES BÉRETS NOIRS (BRIGADE SPÉCIALE DE RÉPRESSION DES MANIFESTANTS) MARCHENT LE LONG DE LA PROMENADE DU PRADO À LA HAVANE LORS DU PREMIER ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DU SOULÈVEMENT DU 11 JUILLET 2021.

Le code, une version modifiée de la réglementation de 1987 du pays approuvée par le gouvernement cubain en mai, aura des répercussions sur les journalistes, les militants des droits de l'Homme, les manifestants, les utilisateurs des médias sociaux et les figures de l'opposition.

Ces changements interviennent dans un contexte de profond mécontentement à Cuba, généré par diverses crises, et à un moment où le gouvernement continue d'infliger des peines sévères aux personnes qui ont pris part aux manifestations historiques de l'île en 2021, y compris des mineurs.

Parmi les changements figure l'augmentation des peines minimales et des peines d'emprisonnement pour des faits tels que le « désordre public », la « résistance » et l'« insulte aux symboles nationaux ».

Le nouveau code établit également des catégories pénales pour les infractions numériques et stipule que les personnes qui diffusent en ligne toute information jugée fausse peuvent être condamnées à une peine allant jusqu'à deux ans de prison.

Il interdit également la réception et l'utilisation de fonds pour « *soutenir des activités contre l'État cubain et son ordre constitutionnel* », une mesure qui, selon les groupes de défense des droits de l'Homme, pourrait être utilisée contre des journalistes indépendants et des groupes non-gouvernementaux. S'ils sont reconnus coupables, ils encourent une peine de prison de quatre à dix ans.

Le gouvernement a déclaré que le nouveau code était « *moderne* » et « *inclusif* », soulignant qu'il prévoyait des peines plus sévères pour les violences sexistes et la discrimination raciale. Après son approbation, Rubén Remigio Ferro, président de la Cour suprême populaire de Cuba, a déclaré à la télévision d'État que le code n'avait pas pour but de réprimer, mais plutôt de protéger « *la paix sociale et la stabilité de notre nation* ».

Permis de réprimer

Mais les groupes de défense des droits de l'Homme, dont beaucoup ne sont pas autorisés à opérer sur l'île, ont fait part de leurs préoccupations concernant le nouveau code.

« *Il s'agit clairement d'une tentative de fournir une voie légale pour la répression et la censure, et d'une tentative des autorités cubaines de saper le peu d'espace civique existant sur l'île et d'empêcher la possibilité que les Cubains descendent à nouveau dans la rue* », a déclaré l'association *Human Rights Watch.*

Amnesty International a déclaré que le code est « *truffé de termes trop généraux* » que les autorités cubaines pourraient utiliser pour punir plus facilement les dissidents.

Cuba a fait l'objet d'importantes critiques internationales pour le traitement réservé aux manifestants lors des manifestations antigouvernementales de juillet 2021.

Au total, 790 participants à ces manifestations sont poursuivis pour sédition, attaques violentes, troubles de l'ordre public, vol et autres délits, selon les chiffres les plus récents publiés en janvier 2022 par le bureau du Procureur général de Cuba.

Plus de 500 personnes purgent des peines de prison, selon les chiffres de l'organisation d'opposition *Justicia 11J* qui défend les personnes jugées ou emprisonnées dans le cadre des manifestations.

Daniel Pinós

CUBA

Entretien avec Marcelo « Liberato » Salinas

militant de l'Observatoire critique et de l'Atelier libertaire de La Havane

LA HAVANE JUILLET 21

La *documenta* est, avec la Biennale de Venise, l'une des plus grandes manifestations d'art contemporain. Depuis 1955, elle se tient tous les 5 ans, pendant l'été, et dure exactement 100 jours. Elle se déroule à Cassel, à 190 km au nord de Francfort-sur-le-Main en Allemagne. La *documenta* présente un panorama des créations artistiques contemporaines. Durant 100 jours, Cassel vibre au rythme des expositions, des performances et des installations d'une sélection d'artistes opérée par les commissaires en charge.
Nos compagnons Dmitri Prieto et Marcelo « Liberato » Salinas, les fondateurs de l'Observatoire critique et de l'Atelier libertaire Alfredo López de La Havane, ont reçu une invitation des organisateurs pour animer un débat ayant pour thème « *Les révolutions au-delà de la révolution : les subjectivités politiques dans le Cuba du XXIe siècle* ». Cela a été l'occasion de rencontrer Marcelo « Liberato » Salinas.

L'Observatoire critique a laissé une empreinte dans l'histoire de l'activisme social à Cuba durant ces dernières 15 années. Comment a-t-il été créé ?
L'Observatoire critique a été formé, à partir de 2005, par un groupe d'amis qui travaillaient depuis dix ans sur des thèmes liés aux idées socialistes à Cuba, sur les mouvements sociaux, et au niveau des quartiers de La Havane où nous habitions. C'était un moment où l'État cubain était dans un processus de rétablissement où il recommençait à ouvrir des espaces et il avait de nouveau de l'argent. L'État n'était pas informé des dynamiques organisationnelles qui avaient existé dans les années 1990 avec un fort élan populaire.

À ce moment, les institutions culturelles offraient des budgets pour des initiatives locales et territoriales avec très peu d'interférences officielles. Il faut le dire, cela se faisait dans l'esprit des années 1990 quand l'État permettait à la société de conquérir des espaces, c'est alors que nous avons profité de cet élan du début des années 2000. Profitant de cet espace, nous avons créé la Chaire Haydée Santamaría, du nom d'une ex-guérillera ayant eu un grand rôle au niveau de la culture, et le réseau de l'Observatoire critique. Au départ, il ne s'agissait que d'un forum annuel, puis il est devenu un réseau d'échanges, de dialogues et de gestion collective.

C'est un réseau qui regroupait différents collectifs. Quels étaient-ils ?
À l'origine, il y avait la Chaire Haydée Santamaría, le *Trencito* (le Petit Train), qui était un laboratoire de gestion de jeux solidaires et non-compétitifs entre enfants, le groupe écologiste *Guardabosques* (le Garde-forestier). Il y avait la *Cofradia de la negritud*, la Confrérie de la négritude, un des premiers projets qui, de manière assez autonome, est intervenu sur la question raciale à Cuba, la problématique raciale de la colonialité à La Havane, mais qui est devenu une référence pour l'ensemble du pays.

Nous sommes parvenus à faire un travail de gestion basé sur les assemblées. Et dans ce processus, nous avons créé l'Atelier libertaire Alfredo López. À la base de cette création, nous retrouvons les fondateurs de la Chaire Haydée Santamaría et de l'Observatoire critique. À un moment déterminé, nous avons perçu la nécessité de faire connaître nos principes anti-autoritaires, nos principes anarchistes qui avaient animé le tissu associatif de l'Observatoire critique de façon à rendre plus transparentes les formes que nous voulions donner au projet constructif et social à Cuba.

Le 11 juillet 2021, Cuba a connu une vague de protestations, une explosion sociale que les Cubains n'avaient pas connue depuis 1959. Comment cela a-t-il été possible, dans quel contexte politique et social a-t-elle eu lieu ?
Le début des années 2000 à Cuba, signifie le rétablissement de la présence de l'État cubain, du protagonisme de l'État dans la dynamique sociale après que, dans la décade des années 1990, l'État se soit évaporé, tout au moins ses expressions matérielles les plus solides.

La « période spéciale », dans les années 90, a été définie par Fidel Castro. ●●●

CUBA

Entretien avec Marcelo « Liberato » Salinas

MANIFESTANT ARRÊTÉ. LA HAVANE. JUILLET 21

●●●

Cette période est spéciale parce que c'est à ce moment que s'évaporèrent toutes les institutions centralisées, toutes les institutions verticales qui se retrouvent aujourd'hui sans ressources, sans capacités pour se projeter vers un futur pour Cuba. Les années 1990 sont un moment de grandes initiatives populaires, avec une explosion de l'agriculture urbaine, de recherches d'alternatives pour les transports, pour l'alimentation, d'initiatives structurelles et sociales. Les années 2000 signifièrent la récupération de tous ces espaces par l'État cubain.

Un État qui s'est allié au Venezuela d'Hugo Chávez, avec un boum pétrolier qui bénéficie à Cuba. De plus, Cuba offrit un ensemble de services médicaux, sanitaires, d'attention primaire qui bénéficièrent financièrement à l'État cubain. Cela permit aux Cubains de vivre dans une relative prospérité et avec l'aide d'une émigration cubaine qui venait d'arriver aux États-Unis et en Europe. Cette émigration contribua au rétablissement économique, de la même manière que le projet touristique cubain a fait de Cuba une place touristique importante dans les Caraïbes, juste après la République Dominicaine. Cela a créé une bulle, une illusion de croissance économique, de développement économique qui faisait penser que le pays allait décoller, que nous allions vers un état d'abondance.

Malheureusement, le Covid, la pandémie et le blocus renforcé par l'administration de Donald Trump ont fragilisé cette relance économique et de la société. Cela nous a conduit, dans les 2020-2021, vers un processus de réduction des investissements de l'État cubain, avec un développement de la précarité sociale et les limitations que les secteurs populaires ont toujours vécues apparurent au premier plan. Et cela amena l'État cubain à affronter sous une autre forme la crise, non pas comme dans les années 90, mais de façon territoriale avec les coupures d'électricité territoriales. Ce qui a fait que les petites villes ont souffert très directement des coupures, à la différence des capitales que sont La Havane, Matanzas, Villa Clara, Camaguey, Santiago de Cuba, qui n'ont pas souffert autant que les petites villes. Pendant ce temps, il n'y a presque pas eu de coupures à La Havane, mais à 50 km il y a eu des coupures d'électricité de 9 à 10 heures.

> **« … a eu lieu un processus de concentration, dans les grandes villes, d'habitants sans emploi, sans inscription officielle sur le territoire. »**

Cela a fait qu'en juillet 2021, les territoires qui supportaient la crise de la façon la plus dure étaient les petites villes à la périphérie des capitales, des villes comme Manzanillo, San Antonio de los Baños, de la Guinera au sud de La Havane où est concentrée toute la problématique de l'abandon des populations et de l'inadaptation du système pour faire face à la crise. À cela, il faut ajouter que, durant les 20 dernières années, l'émigration s'est renforcée avec le déplacement de populations de la région orientale à la région occ identale. Elle s'est aussi renforcée avec l'émigration de la population des petites villes vers les grandes villes et surtout a eu lieu un processus de concentration, dans les grandes villes, d'habitants sans emploi, sans inscription officielle sur le territoire. Une situation très proche de celle des émigrants africains et asiatiques en Europe. C'est une population qui vient de la région orientale que l'on appelle les *Palestinos* (les Palestiniens). Cela a une connotation terrible qui dénote les grandes différences territoriales entre l'ouest et l'est de Cuba. Ces différences ont été très visibles ces deux dernières années. Elles existaient déjà, mais aujourd'hui les gens descendent dans la rue.

Tout ce qui a fait que la société cubaine a évolué dans les années 90, avec le choix de développer une agriculture verte, des espaces d'autogestion alimentaire, d'autonomie des transports, d'infrastructures territoriales et locales, tout cela a été détruit par l'État cubain dans les années 2000. Tout cela a été détruit, abandonné, de façon à ce que la société cubaine soit de nouveau dépendante de l'État cubain, centralisé et contrôlé par l'armée et la police politique.

La répression du mouvement a été violente, on parle de 1 800 arrestations en relation avec ce 11 juillet. Quelle est la situation aujourd'hui au niveau des droits humains ?

Le 11 juillet 2021 a mis au premier plan la question de la machine carcérale à Cuba, un appareil carcéral et policier très puissant. Les statistiques qui existent montrent que Cuba est parmi les 10 pays dans le monde ayant la plus importante population pénale, avec une forte présence d'Afro-descendants et avec une forte présence de gens qui viennent de la région orientale du pays. Le 11 juillet 2021 a permis de comprendre le rôle de cet appareil policier, répressif et carcéral de façon explicite. Il existait déjà avant, mais à ce moment, ce fut encore plus explicite. De plus, cet appareil est devenu plus visible pour des familles qui n'avaient aucun lien avec cet appareil carcéral ou avaient des liens éloignés. Et aussi pour une population très jeune qui n'a pas beaucoup de présence dans le monde carcéral, mais qui existe.

> **« Aujourd'hui, les événements du 11 juillet ont généré tout un mouvement anti-carcéral à Cuba qui est en train de s'organiser. »**

Le 11 juillet 2021, des indices ont été visibles montrant la baisse de l'âge d'incarcération. Il s'agit de l'emprisonnement d'enfants qui ont 15, 16 à 17 ans avec des

MANIFESTATION À LA HAVANE. JUILLET 21

peines de prison extrêmement dures pour avoir exercé leur droit d'expression. Cela a généré un mouvement de répulsion très important, un refus de ce visage répressif de l'État cubain. Il existait avant, mais il s'est fait plus visible aujourd'hui et il est beaucoup plus difficile de légitimer cet État. Parce que les manifestations ont été pacifiques. Au début des manifestations, à San Antonio de los Baños, elles furent absolument pacifiques. Les villes où il y a eu le plus de violences furent les villes de Cardenas, de Matanzas et le village de la Guinera dans le sud de La Havane. Mais c'est une violence qui vraiment n'a pas eu des proportions telles pour provoquer une réaction de la part d'un appareil répressif aussi violent et aussi organisé à Cuba. Aujourd'hui, les événements du 11 juillet ont généré tout un mouvement anti-carcéral à Cuba qui est en train de s'organiser.

Ensuite, l'été dernier, il y a eu l'explosion de citernes de pétrole à Matanzas, ce sont des événements complètement distincts, mais ils ont contribué à une critique du service militaire obligatoire à Cuba. Ce service a été présenté par l'État comme un service militaire actif, mais il est en réalité un service militaire obligatoire selon la loi, avec des peines de prison bien définies pour ceux qui s'opposent. C'est un service qui s'oppose à toute forme de souveraineté des individus et de leurs familles. Il nous a montré son caractère néfaste aujourd'hui à Matanzas avec ces explosions, car ceux qui sont morts lors des explosions furent la plupart des jeunes appelés sans formation technique pour intervenir contre des feux d'une telle ampleur et d'une telle proportion. Cet événement a montré l'incapacité pour les familles et la société d'empêcher cela.

Ce sont des faits qui n'ont rien à voir les uns avec les autres, mais qui ont contribué ensemble à une prise de conscience très importante à Cuba sur les effets néfastes engendrés par le service militaire, le système carcéral et le système légal à Cuba. C'est un moment terrible mais très intéressant.

Quel type d'organisation peut aujourd'hui surgir dans les lieux de travail, dans les quartiers, les communautés ? Tu penses que les idées libertaires, dans la situation d'aujourd'hui, pourraient permettre de créer une alternative au totalitarisme et de répondre aux problèmes des gens politiquement ?

La société cubaine, aujourd'hui, est en train de mettre à l'ordre du jour la question de l'auto-organisation, de l'horizontalité, de l'appui mutuel. Je pense que ce sont des propositions nécessaires aujourd'hui à Cuba dans tous les espaces de travail, dans les espaces communautaires, de coexistence et les espaces politiques. Parce que nous sommes dans une situation critique, dans une précarité matérielle très significative et extrême.

Nous sommes, en tant que collectif, très impliqués dans l'action qui consiste à offrir les dimanches des repas aux habitants des quartiers, à offrir de l'aide aux habitants en souffrance physique en leur fournissant des médicaments qui sont très rares à Cuba. Nous travaillons sur tout cela, au niveau territorial, dans notre environnement immédiat.

Nous sommes là pour témoigner sur ce que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui, pour éviter les nouvelles dictatures, les néo-libéralismes, les coups d'État du marché, toutes les expressions d'un nouvel autoritarisme qui se réorganise dans le pays. Je considère que les actions que nous avons menées sont valables, elles partent de propositions, elles ont une méthodologie, des principes qui sont validés par l'histoire du mouvement anarchiste international, par l'histoire du mouvement ouvrier cubain d'il y à 70 à 80 ans. Malgré la répression, malgré les défaites, nous maintenons des principes, des structures organisationnelles qui sont très efficaces durant les temps de crise que nous vivons à Cuba.

Propos recueillis par
Mireille Mercier et Daniel Pinós

ATTENTATS ANTI-BASQUES

L'aveu… d'un terroriste d'État !

Le dimanche 6 novembre 2022, dans les colonnes du quotidien *El Païs*, José Barionuevo, ministre de l'Intérieur socialiste de 1982 à 1988, a avoué avoir « commandité » des actions terroristes (principalement en France) via les GAL (Groupes antiterroristes de libération) composés de policiers espagnols et de truands français. Bilan : 27 morts et une trentaine de blessés. De simples militants d'ETA ou des Basques lambda confondus avec…

LOGO D'ETA À ALTSASU (CRÉATION DE FÉLIX LIKINIANO, ANARCHISTE ESPAGNOL EXILÉ).

Cela aurait dut faire la UNE de nos médias « démocratiques » par ailleurs si prompts à tartiner sur « l'éco terrorisme » de quelques manifestants pacifiques ayant bousculé quelques barrières lors de la dernière manif contre les bassines dans les Deux Sèvres. Il n'en fut rien. Pas un mot. Rien ! Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas !

Il était une fois Hitler, Mussolini et Franco

En 1936, en Espagne, le Front Populaire gagne les élections. Les fascistes espagnols, Franco en tête, refusent le résultat des urnes et déclenchent un coup d'État militaire. Grâce au soutien de Hitler (la légion Condor), aux troupes et aux chars de Mussolini et à la lâcheté des « démocraties » bourgeoises (dont le Front populaire français) qui refusèrent de livrer des armes à la république espagnole sous couvert de « non-intervention », ils finissent par l'emporter malgré trois ans de résistance héroïque des républicains (toutes tendances confondues) espagnols.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les alliés en étant sortis vainqueurs, le fasciste Franco, qui avait envoyé des troupes se battre sur le front de l'Est aux côtés des nazis, aurait dû être balayé. Il le craignait. Mais il n'en fut rien.

Il n'en fut rien car, dans le contexte de la guerre froide avec l'URSS, le fasciste mais anti-communiste Franco avait toute sa place comme « allié » des « démocraties » bourgeoises. Mieux valait, en effet, Franco qu'une république ayant entr'ouvert les portes d'une révolution sociale. On appelle cela la real politique. Beurk !

Bref, Franco réussit à sauver sa peau, et, jusqu'à sa mort (1975), put continuer à réduire en esclavage la moitié de l'Espagne. Dont les Basques. Est-il besoin de le préciser, malgré une répression hallucinante (des centaines de milliers de victimes), les républicains espagnols, et parmi eux les anarchistes, ont continué le combat. Y compris dans sa version lutte armée.

ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*, Pays basque et liberté) a vu le jour en 1959. Et nous avons tous sablé le champagne quand ETA a pulvérisé l'amiral Carrero Blanco, le dauphin désigné du Caudillo, en 1974.

Le Caudillo n'était ni courageux et encore moins téméraire

Les Zalliés toléraient le fasciste Franco, mais il ne fallait quand même pas qu'il tire trop sur la corde. Qu'il réprime chez lui, passe encore, mais dans certaines limites (larges). Mais pas question de se la jouer roi du revolver en dehors de son ranch. Le vieux avait compris cela. Jusqu'où ne pas aller trop loin.

Aussi, de 1939 à 1975, via l'armée, la Guardia Civil… et quelques officines terroristes d'État ou apparentées, le fascisme a arrêté, torturé et assassiné à tour de bras… en Espagne. C'était le « bon temps » de la triple A (Alliance apostolique anti-communiste), de l'ATE (antiterrorisme ETA), de l'ANE (Action nationale espagnole), des GAE (Groupes antiterroristes espagnols), des Guérilleros du Christ Roi… Et en 35 ans, ils ont massacré des milliers et des milliers d'antifascistes.

Est-il besoin de le préciser, les antifascistes espagnols qui pratiquaient ou non la lutte armée avaient des bases arrières en France et ailleurs. Et la « grande » France des Droits de l'Homme, ayant mauvaise conscience par rapport à sa lâcheté de

DESSIN EXTRAIT DE ENBATA
N°2331 DU 3 JUIN 2010

1936, tolérait (tout en les surveillant de près) la présence sur son territoire de ces anti fascistes. ETA faisait partie du lot.

De la Sainte alliance entre fascistes, socialistes, communistes…

1975, Franco meurt… dans son lit. Ouf ! De toute façon, le fascisme à la mode du vieux ne pouvait pas continuer… à l'identique. Il fallait le « moderniser ».

1977, les fachos proposèrent, donc, une « réforme » du franquisme. On changeait les apparences, on acceptait quelques réformettes, mais on gardait l'essentiel. Et l'essentiel, c'était quoi ? La monarchie, imposée par Franco, bien sûr. Exit, donc, la République. Of course, on gardait le drapeau et l'hymne national franquistes. Et on affirmait l'unité indissoluble de la « patrie » garantie par l'armée (franquiste). Et, évidemment, on conservait les membres de l'appareil franquiste dans les structures de l'État (armée, police, justice, pouvoirs économiques…). Les « camarades » socialistes, communistes… ont accepté le deal. Encore la réal politique. Beurk !

Plus royalistes que le roi !

Les « camarades » espagnols se montrant gentils chiens avec le fascisme « modernisé », ils finirent par arriver au pouvoir. Dans le même temps où les « camarades » socialistes arrivaient au pouvoir en France.

De cette arrivée au pouvoir de nos « camarades » des deux côtés des Pyrénées, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils s'entendent pour, au moins, limiter les effets de 35 ans de fascisme dur. Non seulement il n'en fut rien mais ils réussirent l'exploit de faire ce que Franco n'avait pas osé faire.

La « grande » France des Droits de l'Homme, pétrie de mauvaise conscience pour la lâcheté dont elle avait fait preuve en 1936, continuait de tolérer (en les surveillant de près) la présence sur son territoire des derniers antifascistes combattants, dont les militant(e)s d'ETA. Les « camarades » espagnols ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils voulaient une COLLABORATION franche et massive. Et, ils s'en donnèrent les moyens.

Franco n'avait jamais osé aller assassiner des antifascistes réfugiés en France. Les socialistes espagnols ont osé.

Et ce furent les GAL, des commandos de flics espagnols et de truands français. Une trentaine d'assassinats, le double de blessés. Voitures piégées. Une balle dans la tête. Enlèvements, tortures, disparitions des cadavres sous 50 kg de chaux vive… Et un certain nombre d'erreurs sur les personnes.

Les socialistes espagnols firent comprendre à la France que tout cela (qui commençait à faire désordre) pouvait s'arrêter du jour au lendemain dès lors que la France collaborerait avec la police espagnole. Et puis, ça pouvait aider pour certains accords commerciaux en cours. La France accepta le deal.

Processus de paix

La collaboration entre les polices et « justices » française et espagnole rendait toute perspective de persévérance dans la lutte armée sans perspective aucune. ETA a donc arrêté il y a 10 ans et a confié la poursuite de son combat politique, culturel et social à la société civile basque. Mieux, ETA a rendu ses armes à la police française et s'est auto-dissoute il y a quelques années.

Depuis 10 ans, donc, un processus de paix s'est engagé au Pays basque appuyé par des personnalités internationales. Mais les gouvernements espagnol et français n'en ont cure. Des arrestations et des procès continuent d'avoir lieu pour des faits remontant à 40 ans. L'Espagne reste dans la vengeance. La France dans l'imbécillité.

Cet été, en France, les militant(e)s du processus de paix, soutenu(e)s par les élus basques, toutes tendances politiques confondues, ont bloqué le Pays basque. *Comprehendo !* La France vient donc de libérer Jakès et Ion, après 32 ans d'emprisonnement. Quelle audace de cette France qui avait libéré tous les fascistes de l'OAS au bout de quelques années.

Gora ETA et honte à la France et aux médias dont ceux auxquels on pouvait encore un peu croire !

Reste que la France continue à arrêter des militant(e)s d'ETA et à les traduire en justice. C'est complètement stupide mais, la réal politique, le business peuvent expliquer cela.

Mais de grâce, épargnez-nous vos discours sur la démocratie, la justice, les droits de l'homme… Selon la République dont vous vous targuez, la loi ne doit-elle pas être la même pour tous ? Alors pourquoi n'avez-vous pas traqué, condamné et emprisonné les tueurs du GAL ? Pourquoi n'avez-vous pas traqué, condamné et emprisonné les commanditaires espagnols de ces tueries ? Pourquoi… sauf à être, d'évidence, complices ? Ça c'est pour le (les) gouvernement français. Et vous, les grandes gueules du Monde, de Libé, du Canard enchaîné…, pourquoi n'avoir pas ●●●

DÉTOURNEMENT DU LOGO D'ETA PAR LES GAL

●●●

écrit une ligne d'indignation à propos des aveux du ministre de l'Intérieur socialiste espagnol alors que vous êtes si prompts à nous donner des leçons ?

Soyons précis, je ne suis pas, et n'ai jamais été membre d'ETA. Mieux, sans pour autant remettre en question la légitimité de son combat, je n'ai jamais manqué de dénoncer le crétinisme militariste, imbécile et criminel de certains moments de son histoire. Mais, pour l'heure, je n'hésite pas à dire Gora ETA qui a abandonné unilatéralement la lutte armée, qui a fait le choix d'un processus de paix confié à la société civile et qui paye le prix fort de son choix. Et je n'hésite pas davantage à dire la révulsion que m'inspirent les gouvernements français et espagnol, et surtout des médias qui se la jouent donneurs de leçon, moralistes, « démocrates »...

Le processus de paix au Pays basque ira à son terme. Il mettra du temps. Mais il réussira car nous avons pour nous le nombre et l'intelligence politique de comprendre que la paix ne se construit pas sur la base de la vengeance.

Nous ne demandons pas qu'une vieille crapule socialiste de 80 ans aille en prison. Mais, merde, qu'il soit jugé pour les crimes qu'il a commandités avec la complicité, par exemple, d'un Joxe. Que les médias aient le courage d'énoncer une vérité historique reconnue et revendiquée par un ancien ministre de l'Intérieur. Qu'on libère tous les prisonniers dont Maixol Iparraguirre, la maman de notre petit Basque qui fut pendant trois ans scolarisé à l'école libertaire Bonaventure. Qu'on arrête tout simplement d'être stupide !

Qui a dit que les anarchistes étaient toujours contre tout ?

Jean-Marc Raynaud

ESPAGNE
L'ex-ministre de l'Intérieur socialiste reconnaît ses liens avec les attentats du GAL en Pays basque nord

Dans une interview, l'ex-ministre José Barrionuevo resitue l'enlèvement dans son contexte et le justifie. Quatre policiers espagnols s'étaient fait arrêter en 1983 par la police française pour une tentative ratée d'enlèvement du réfugié politique basque Larretxea Goñi. Peu de temps après, nouvel échec avec l'enlèvement de Secundo Marey à Hendaye. José Barrionuevo veille à se donner le beau rôle, en disant : « N*ous sommes les gardiens de l'ordre et nous ne pouvons pas causer un désordre* » supplémentaire. Donc ordre ministériel fut donné de libérer Marey.

José Barrionuevo rapporte au passage la mollesse des protestations de son homologue français Pierre Joxe, face aux meurtres du GAL émanant visiblement des autorités espagnoles. Lors d'une visite officielle, Pierre Joxe - qui lui aussi se donne aujourd'hui le beau rôle à Aiete - « *n'accuse clairement de rien* » l'État espagnol et se borne à des « *insinuations* ».

Indics infiltrés

Info ou intox, José Barrionuevo évoque dans son interview deux individus infiltrés dans le mouvement basque par les soins du colonel Enrique Rodriguez Galindo. Le premier, en Iparralde[1], évoluait dans des « groupes homosexuels » et n'était autre qu'un sergent de la Guardia civil. Le second, drivé par le commissaire Amedo, faisait partie de la direction de Herri Batasuna.

Ces déclarations de José Barrionuevo ont eu un grand retentissement en Pays basque. La gauche abertzale[2] a évidemment réagi par la voix d'Arnaldo Otegi et du député EHBildu[3] Jon Iñarratu. Beatriz Artolazabal, ministre de la Justice, de l'Égalité et des Politiques sociales au sein du gouvernement autonome, est scandalisée par les « confessions » de José Barrionuevo qui « *justifie le terrorisme d'État* ». L'interview d'un homme d'État, grand dirigeant socialiste, titulaire d'un ministère régalien de 1982 à 1988, chargé de mettre en œuvre le plan ZEN[4] en 1983, prend un singulier relief quelques jours après la disparition de Laura Martin, le 15 octobre dernier. Celle-ci n'est autre que la veuve de Juan Carlos Garcia Goena, un jeune insoumis basque réfugié à Hendaye, dernière victime du GAL, assassiné en juillet 1987.

En revanche, l'indifférence est quasi générale dans l'opinion publique espagnole. Masque-t-elle une approbation tacite ?

> **« C'est dire combien en Espagne, immense est l'impunité dont jouissent Barrionuevo et Vera, combien ils sont soutenus par l'opinion publique de leur pays. »**

José Barrionuevo fut condamné en 1998 par la cour suprême à dix ans de prison et douze ans de privation de ses droits civiques pour l'enlèvement de Secundo Marey et détournement de fonds publics. Par le jeu des remises de peines et avec l'aide de Mariano Rajoy, alors ministre de l'Intérieur au gouvernement PP[5], il n'est resté que trois mois en prison. Puis il a bénéficié d'une mesure de grâce. Elle lui a permis de

MÉMORIAL POUR EUGENIO GUTIERREZ, MEMBRE DE L'ETA, ALIAS TIGRE, TUÉ PAR LE GAL.

JOSÉ BARRIONUEVO, L'EX-MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

retrouver son emploi d'inspecteur au Ministère du Travail jusqu'à sa retraite. Aujourd'hui âgé de 80 ans, il coule des jours heureux. Berja, sa ville natale dans la province d'Almeria, a décidé de l'honorer, une avenue porte son nom.

Rafael Vera

Le bras droit et l'exécuteur des basses œuvres de José Barrionuevo durant toutes les années du GAL fut le secrétaire d'État à la Sécurité, Rafael Vera. Membre, lui aussi, du PSOE, il occupa ce poste-clef de 1982 à 1994, avec une interruption de deux ans seulement. Il fut condamné pour l'enlèvement de Secundo Marey à la même peine que son supérieur hiérarchique, José Barrionuevo. De dix ans de prison, son incarcération se limita à trois mois, par le biais entre autres d'une mesure de grâce accordée par Aznar. Le chef du gouvernement PP avait été sollicité dans ce but par les socialistes. Sur l'autel de la raison d'État et de la lutte contre la rébellion basque, la droite et la gauche espagnoles s'entendent facilement.

Rafael Vera a lui aussi justifié le GAL. En mars 2015 sur TVE, il déclarait que « *la guerre sale a joué son rôle* » et « *a eu quelque utilité* » pour obtenir la collaboration française dans la lutte contre ETA. Âgé de 77 ans et à la tête d'une grosse fortune, il goûte aujourd'hui une vie paisible entre Madrid et un de ses nombreux domaines agricoles.

Les deux dirigeants politiques espagnols n'ont pas respecté le fameux conseil du général José Saenz de Santamaria, cheville ouvrière de la lutte contre ETA : « *Dans la lutte antiterroriste, il y a des choses que l'on ne doit pas faire. Si on les fait, il ne faut pas le dire. Si ça se dit, il faut tout nier* » (*El País* du 24 février 1995). C'est dire combien en Espagne, immense est l'impunité dont jouissent Barrionuevo et Vera, combien ils sont soutenus par l'opinion publique de leur pays.

En Pays basque, on attend toujours que la loi s'applique de la même façon en faveur de nos gudaris[6] encore prisonniers de guerre, qu'ils bénéficient de telles remises de peines et des honneurs officiels. Plus de dix ans après la fin des hostilités, l'Espagne les garde toujours en otage… Il en va de la crédibilité du « *vivre ensemble* » si souvent mis en avant par certains. Nous n'en prenons pas le chemin. La fracture entre deux peuples devient gouffre.

On attend aussi que la future loi sur les secrets d'État permette de révéler enfin ce que fut l'histoire de l'affrontement des Basques avec l'Espagne et par exemple l'ampleur et la nature des moyens mis en œuvre par l'État. Les 5 667 Basques victimes, de 1964 à 2014, de tortures et de mauvais traitement officiellement répertoriés par EHU-UPV[7] aimeraient savoir. Mais gageons que certains ont déjà pris les devants, les archives officielles sur la guerre sale, et le reste, ont été expurgées, comme celles de l'Élysée par le député Michel Charasse, à la demande expresse de François Mitterrand.

Enbata.info

Notes de la rédaction :

1. *Iparralde* : en basque « Côté nord » soit le Pays basque français. Ndlr

2. Gauche abertzale : la gauche patriote. Union entre partis, syndicats et organisations souhaitant un État basque indépendant et socialiste.

3. EHBildu : coalition politique basque

4. Plan ZEN (Zona Especial Norte) : vaste plan mis au point pour lutter contre les velléités basques. Ce plan obéit à une logique de guerre comprenant occupation militarisée intensive du Pays basque, opérations de ratissage de grande envergure, déploiement d'une « *propagande noire indispensable pour délégitimer le mouvement indépendantiste basque aux yeux de la population* » et… création des Groupes de libération antiterroriste (GAL) qui iront sévir en France. Incarcérations en Espagne, liquidations en France…

5. PP : Parti populaire (en *espagnol* : Partido Popular). Parti politique libéral-conservateur espagnol.

6. Gudaris : soldats (ou plutôt « guerriers ») de ETA.

7. UPV/EHU (officiellement : *Universidad del País Vasco / Euskal Herriko Unibertsitatea*) soit l'Université du Pays basque. Université publique de la communauté autonome basque.

8. Enbata est un hebdomadaire politique basque paraissant depuis 1961 à Bayonne.

GRÈCE
Capitalisme écocidaire, police criminelle, État complice

VASSILIS MAGGOS

On aimerait à la FA vous en parler et rendre davantage visible l'affaire Vassilis Maggos.
On en a peu entendu parler par ici, mais notre regretté camarade grec nous rappelle tristement le meurtre de Rémi Fraisse, mais aussi la répression qui sévit partout dans le monde contre le mouvement écologiste radical. Et ainsi, faire l'hommage de nos morts pour la liberté de vivre sur une planète débarrassée de ces politiques verreux·euses et criminel·le·s. Et de ces industriel·le·s prêt·e.s à tout pour assouvir leurs fantasmes capitalistes. Texte coécrit avec l'Initiative des étudiant·e.s et travailleur·euse·s grec·que·s.

Les habitant·e.s de Volos luttent contre le projet d'une usine destinée à transformer les déchets commerciaux en combustible pour la cimenterie *Hercules*. La société porteuse de ce projet n'est autre que *Lafarge/Holcim*.

Sous prétexte de *greenwashing*, le combustible solide de récupération est présenté comme une alternative plus écologique aux combustibles fossiles. Une autre tentative pour cette entreprise meurtrière de verdir son image.

Sauf que : ce site a été classée par l'*Agence Européenne pour l'Environnement* au dixième rang des pires sites industriels de Grèce en termes de pollution atmosphérique et d'impact sur la santé publique.

Ce projet a évidemment été imposé aux habitant·e.s, sans prendre en compte leur avis !

Un crime de plus au palmarès de la répression

Le 14 juin 2020, lors d'une manifestation écologique, la police a agressé Vassilis Maggos à coups de pied et de matraque, les flics l'ont ensuite emmené en garde à vue et lorsqu'ils ont terminé avec lui, il avait sept côtes fracturées et le foie et la vésicule biliaire contusionnés. Quelques semaines plus tard, il a été retrouvé mort succombant à ses blessures. Il avait 26 ans.

Les parents de Vassilis ont déposé plainte le 16/06/2021. Le procureur, voulant enterrer l'affaire, n'a engagé des poursuites que pour « lésions corporelles dangereuses » et seulement contre trois policiers au lieu des huit qui sont impliqués dans l'affaire. Il a fixé la date de procès au 21 octobre 2022 mais elle a été reportée au 15 mars 2023 car la famille revendique que la plainte soit annexée à la poursuite pénale susmentionnée. Demande qui a été rejetée à trois reprises par le procureur adjoint de Volos !

Lorsque Vassilis a brisé la vitrine du siège de l'Aube Dorée, il a été condamné à sept mois d'emprisonnement. Voyons maintenant, ses sept côtes cassées, « combien valent-elles » ?

En France comme en Grèce, plus que jamais, le mouvement écologiste est réprimé et craint par les bourgeois capitalistes. Iels usent de leurs outils de propagande pour discréditer et faire passer l'image d'écolos ultra violents, de fichés S, de terroristes verts.

Est ainsi légitimée la violence à notre égard.

Les capitalistes se retrouvent devant le fait que de plus en plus de gens prennent conscience des enjeux écologiques. Sécheresses, famines, guerres pour user les dernières ressources de la planète.

Les actions directes de notre écologie radicale ne sont qu'une réponse à ce système écocidaire, une réponse qui se veut inclusive et qui rejoint toutes les luttes contre l'oppression.

Car nous nous battons contre la même chose !

Unissons-nous face à ces criminels·le·s.

Pour nous, il est clair que l'éternelle impunité des violences policières qui visent nos sœurs et nos frères en Grèce, en France et dans le monde entier, ça ne fait que grandir notre colère.

La solidarité internationaliste est notre seule arme face au système capitaliste !

Vassilis Maggos, Rémi Fraisse seront toujours présents dans nos luttes !

Initiative grecque et un peu Tafi

« MÊME SI NOUS NE GAGNONS JAMAIS, NOUS NOUS BATTRONS TOUJOURS » **: DERNIÈRE PHRASE DU COURRIER -** ***« JE DÉNONCE LA SAUVAGERIE POLICIÈRE »*** **- QUE VASSILIS A PUBLIÉ QUELQUES JOURS APRÈS SA GARDE À VUE.**

L'identitite

(Première partie)

Le caillou dans la chaussure

À l'origine de ce texte : la perplexité et l'agacement du petit caillou dans la chaussure. Jusqu'à une période récente, la mise en avant de la question identitaire dans le débat et l'action politique caractérisait l'extrême droite dans sa relative diversité. Naturalistes (soutenant la certitude d'une nature humaine donnée justifiant un ordre social), racistes (soutenant l'existence de « races » supérieures et inférieures à tous points de vue dans l'espèce humaine), esclavagistes (excluant des groupes humains de l'humanité pour les traiter comme des outils de travail), nationalistes (soutenant la réalité et la supériorité de certaines « communautés nationales » sur d'autres), colonialistes (soutenant que, dans ces conditions, certains pays pouvaient s'en approprier d'autres pour y faire régner leur loi et leurs pillages), impérialistes (soutenant qu'il n'y avait pas de raison de s'arrêter en si bon chemin), sexistes (soutenant que par nature les femelles de l'espèce étaient en tout inférieures aux mâles), intégristes religieux (soutenant l'existence de « communautés religieuses » pures et vraies face à d'autres, impures et fausses, et aux athées unanimement voués à l'extermination), tous plus ou moins ouvertement essentialistes (soutenant que les humains sont ceci ou cela par essence donnée d'emblée et immuable), truffaient leurs discours de références identitaires variées, toutes aussi délirantes les unes que les autres, en faisaient le fil conducteur de leurs programmes et l'étendard de leurs combats. Indistinctement, ces redoutables frénétiques déversaient sur le monde leur haine de tout ce qui n'était pas eux et donc ne méritait pas de vivre plus que le strict nécessaire à leurs propres profits.

Or, depuis les années 80 à peu près, la toute fin du XXe siècle en tous cas, et ces dernières années tout particulièrement, non seulement la question identitaire est mise en avant par la droite républicaine, ce qui n'est pas étonnant dans la situation politique globale, mais aussi par la social-démocratie, ce qui se comprend encore, mais surtout par la gauche s'affirmant révolutionnaire dans sa diversité, dans des mouvements de lutte et même dans des courants libertaires, ce qui peut surprendre et étonner.

Étonner d'autant plus que non seulement la revendication identitaire est brandie là où elle fut fermement rejetée mais encore qu'elle l'est avec une crispation sectaire telle qu'elle en devient indiscutable, incritiquable et que s'impose la censure des discours et l'auto-censure des réflexions et des propos dans la crainte légitime d'être renvoyé… à des positions d'extrême droite, fascisantes, voire

IMAGE DE SPLITSHIRE

nazies, au travers de toute sorte de pseudo « phobies » : islamophobie, homophobie, transphobie, putophobie, etc. Ce qui ne manque pas effectivement de renouveler quelque peu un discours d'extrême droite fascisante ou carrément fasciste qui reste sur le fond identique à lui-même et en fait ses choux gras.

N'y aurait-il pas là, dans une redoutable confusion, une dangereuse impasse politique ? Peut-on proposer quelques pistes de réflexion ? Peut-on encore discuter ?

1. De quelques quiproquos

Je suis moi, mais je me soigne

Je suis moi. Quand je dis cela j'énonce mon identité de sujet. Mais quelle est-elle ? L'affirmer est une chose, la déterminer en est une autre.

Ainsi lorsque je dis : « Je suis brune », j'énonce une caractéristique temporaire que je partage avec d'autres et qui ne constitue pas mon identité personnelle. Heureusement parce que ça ne durera pas. Avec des cheveux blancs, je suis toujours moi.

Lorsque je dis « Je suis belle », « Je suis lâche » ou « Je suis conne », je formule des jugements de valeur esthétique, morale ou intellectuelle valides ou non de façon permanente ou temporaire. À supposer que je ne mente pas et que je ne fasse pas erreur, je dis bien quelque chose de moi mais je ne me dis pas toute en une seule caractéristique physique, morale ou intellectuelle. Il faut du reste conserver quelque modestie : je peux bien être conne, je ne représente pas à moi toute seule LA connerie ●●●

L'identitite

(Première partie)

IMAGE D'IGOR KOMAROV

●●●

à laquelle toute démarche identitaire devrait se référer en ce domaine.

Lorsque je dis « Je suis malade », « Je suis prisonnière », « Je suis enceinte », « Je suis l'épouse d'Untel », « Je suis boulangère », « Je suis retraitée », j'énonce des états, soit en tant que manières d'être (stables ou non), soit en tant que situations que je vis de façon durable ou non, soit en tant que situation du point de vue de l'ordre social, du statut social, professionnel et juridique qui est le mien. Or mon état, ou plutôt mes états successifs ou cumulés, disent bien, partiellement, quelle est ma situation mais ne disent pas mon identité personnelle à moins de jouer au garçon de café de SARTRE qui, se mentant à lui-même, se prend… pour un garçon de café.

Les anarchistes ne sont pas des tabourets

Quand je dis « Je suis républicaine », « Je suis démocrate », « Je suis communiste » ou « Je suis anarchiste », j'énonce une position politique dont j'affirme qu'elle est mienne et découle donc de choix qui sont miens. Et quand je dis « Je suis lesbienne au sens que Wittig donne à ce concept » aussi[1]. On dit beaucoup de sa vision du monde et des relations avec les autres quand on ne ment pas en affirmant sa position politique. On dit beaucoup sur soi mais on ne dit pas tout de soi et on ne se dit pas, c'est-à-dire qu'on ne se définit pas et qu'on n'exhibe pas son identité comme un exhibitionniste sa quéquette. Quand on dit : « Siège pour une personne, généralement à quatre pieds, sans bras ni dossier. », on a tout dit de ce qui fait qu'un tabouret est un tabouret. Quand je dis « Je suis anarchiste », je suis loin d'avoir tout dit de ce qui fait la singularité de ma personne.

Catholique, républicaine, femme du boulanger et conne

Quand je dis « Je suis athée », « Je suis catholique », « Je suis protestante », « Je suis israélite » ou « Je suis musulmane », j'indique que j'adhère ou non à une religion et précise laquelle. Certes on dit beaucoup de ses conceptions personnelles du monde, de l'existence humaine et du rapport aux autres en disant que l'on croit en un dieu et de quelle manière on y croit ou en disant qu'on n'a aucune croyance religieuse et qu'on ne croit en l'existence d'aucun dieu, déesse, saint, etc. Mais on ne se réduit pas à sa croyance puisque déjà on peut être à la fois catholique, républicaine, la femme du boulanger et conne. Celles et ceux qui pensent que, tout de même, on ne peut pas tout avoir n'ont encore rien vu.

L'État où je suis née par hasard

Quand je dis « Je suis française », « Je suis italienne », « Je suis algérienne » ou « Je suis camerounaise », j'indique qu'un État, une autorité politique souveraine, civile, militaire ou éventuellement religieuse, considérée comme une personne juridique et morale, à laquelle est soumise un groupement humain vivant sur un territoire donné limité par des frontières, m'a reconnue comme soumise à son pouvoir. C'est ce que l'on appelle « avoir une nationalité » et c'est supposé accorder certains droits limités que l'État refuse aux « apatrides ». Quoique personne ne choisisse de grandir là plutôt qu'ailleurs, c'est sûrement dire beaucoup de ce qui fait ma personnalité et mon caractère parce que les pays ont une histoire, une civilisation, des traditions, des coutumes dans lesquelles j'ai été immergée dès l'enfance et qui m'ont certainement marquée. Mais la civilisation, les traditions, les coutumes de l'État où je suis née par hasard, m'influencent mais ne me résument pas et il est toujours possible de prendre conscience d'un conditionnement, d'en faire une analyse critique et éventuellement de s'en débarrasser, sinon les pays ne seraient que des regroupements de clones, tous parfaitement identiques. Remarquez que dans ce cas, les dictateurs deviendraient inutiles puisque le totalitarisme serait interne, de l'ordre du donné indépassable. Les divers États existant sur Terre ont bien affaire à des personnes plus ou moins formatées, constituant des peuples plus ou moins dociles mais tout de même pas encore à des cyborgs préprogrammés.

Être blonde, de nationalité algérienne, élevée en Provence, vivre à Lille et manger des pizzas

Du reste, je l'affirme déjà, chaque fois que je crois bon de préciser : « Je suis bretonne », « Je suis provençale », « Je suis parisienne » ou « Je suis clermontoise » pour dire ma région d'origine ou mon lieu de résidence. Les régions aussi ont des histoires, des cultures plus ou moins riches, des traditions plus ou moins intéressantes, certaines ne l'étant pas du tout. Quelquefois, ces civilisations, absorbées par des États centralisés parfois très répressifs, diffèrent grandement, ou même s'opposent, aux modèles dominants dans le pays. Quant à mon lieu de vie, bien sûr qu'il influence ma vie, en bien, en mal, en tout ce qu'on voudra, il conditionne mes expériences quotidiennes. Mais le fait d'être née quelque part, ne constitue pas à lui tout seul mon identité. Je peux être blonde, enceinte, célibataire, athée, de nationalité algérienne, élevée en Provence, vivant à Lille et manger des pizzas. Si je me fais teindre les cheveux, avorte, me marie avec un Allemand, me convertis au protestantisme, change de nationalité et déménage à Tombouctou, je suis toujours moi, différente, en pleine évolution.

Avec qui je couche mais pas comment je baise.

“ Quand je dis « Je suis anarchiste », je suis loin d’avoir tout dit de ce qui fait la singularité de ma personne. ”

Quand je dis : « Je suis homosexuelle », « Je suis hétérosexuelle », « Je suis bisexuelle », je renseigne sur le champ de désir qui est le mien et indique avec qui je couche soit de préférence, soit exclusivement. Soyons claires : je ne dis pas comment je baise mais avec qui. En réalité je ne dis que peu de chose de ma sexualité, même si, pour des raisons physiologiques, il n’est pas possible de pratiquer une fellation en l’absence de bite et un cunnilingus en l’absence de clitoris. Il en faut au moins une ou un, sinon on peut faire autre chose. Je ne dis pratiquement rien de l’ensemble des activités et des pratiques qui, à travers le rapprochement des corps, l’union des sexes (qui peut être ou non accompagnée d’un échange psycho-affectif), recherchent le plaisir charnel. Et si je dis « Je suis lesbienne », il n’existe pas de sexualité plus différente de la mienne que la sexualité d’un homosexuel (d’un gay) d’autant que je viens de dire un choix politique qui est un choix de vie et dont découle mon rapport à l’autre dans la recherche du plaisir charnel comme dans tout le reste[2]. Certes, dans tous les cas je dis une part plus ou moins importante de ma personnalité, je dis un peu qui je suis. Mais je ne me réduis pas à ma sexualité, pas plus qu’à mes choix politiques, à mes croyances religieuses, à ma nationalité, à ma culture forcément critiquable car tout ce que les humains font est imparfait, à mon activité professionnelle, à ma situation présente ou à la couleur de mes cheveux.

Il n’y a pas de noyau exquis.

Pourtant, si l’on fait abstraction de tous ces états, de toutes ces caractéristiques changeantes, modifiables, dans lesquelles je ne peux être figée et dans lesquelles on ne peut m’enfermer, on ne trouve rien. Il n’y a pas de substrat à atteindre au-delà de ce qui caractérise la personne que je suis, toujours en construction dans son rapport au monde, aux autres et à ce que je vis et pense. Il n’y a rien en dessous, au-delà, au-dessus non plus. Disons, pour résumer de façon très succincte, que ROUSSEAU, parti honnêtement à la recherche d’une nature humaine, trouve deux propriétés de l’esprit : la liberté comme puissance de choisir et la perfectibilité comme puissance d’apprendre ; que DESCARTES, tout content d’avoir trouvé une essence, a en fait trouvé une activité de l’esprit humain capable de se saisir elle-même, « je pense » ; que KANT précise que le « Je » qui pense n’est pas une chose qu’on trouverait en grattant ce qui la recouvre mais une activité de l’esprit opérant la synthèse de mes représentations ; que HEGEL précise que non seulement « je pense » mais je me pense même en train de penser, activité de l’esprit qu’on appelle la conscience de soi. Il n’y a pas de noyau exquis, il n’y a qu’une « vie de l’esprit » pour reprendre le titre d’un ouvrage d’ARENDT. C’est pour cela qu’on ne définit pas un être humain. Un tabouret est une fois pour toutes tout ce qu’il a à être. Un être humain existe et se fait exister dans la pensée et l’action en prenant le risque de vivre et de mourir toujours inachevé. Toute stratégie et toute tactique identitaire visant à enfermer un être humain dans une certitude d’être, sont, de la part de ceux qui les mettent en œuvre, une imposture délétère intéressée et pour celle ou celui qui la subit une aliénation morbide.

Identité : « salope ».

Ainsi, lorsque je dis « Je suis une femme », je n’énonce pas mon identité. J’indique un fait biologique constatable empiriquement et scientifiquement : je suis une femelle de l’espèce humaine. C’est là le sens quantitatif du terme. Mais au sens qualitatif du terme, que suis-je en train de dire ? Que j’accepte le rôle politique de dominée que le patriarcat assigne aux femmes ? Que je me soumets aux modèles socio-politiques imposés par des pouvoirs politiques, religieux ou politico-religieux phallocrates ? Que je revendique d’être objectivée dans des représentations pornographiques exhibant mon corps comme un objet sexuel, ou dans des conceptions politico-religieuses misogynes réduisant mon corps à un objet sexuel obscène qu’il faut cacher sous un uniforme noir pour que les purs n’aient pas à subir sa vue et puissent fuir sa proximité ? Que je reconnais être une machine à enfanter et n’être que cela ? Le MLF des années 70, dans les réflexions et les luttes collectives, a montré que cette identité imposée par le patriarcat pouvait être contestée et refusée. Je suis une femme, c’est un fait biologique, social et politique. Mais ce n’est pas mon identité déclinée en un mot parce que je suis un être humain, rationnel, politique, qui peut se risquer à vivre et exister en dehors de toutes les prisons identitaires où le système capitaliste, raciste et hétérosexiste veut me claquemurer pour étouffer en moi tout ce qui n’est pas et pourrait exister s’il m’est possible de penser, d’inventer, de vouloir, de faire, de créer. Quand je dis « je suis une femme en lutte » alors l’étiquette identitaire que le pouvoir phallocrate me prie de me coller sur le front est : « salope ». Et je peux récuser aussi, fermement, cette étiquette.

[à suivre…]

Claude et Martine
groupe Spartacus de Clermont-Ferrand.

1. Nous donnons à ce concept le sens suivant : une lesbienne est une femelle de l’espèce humaine se reconnaissant biologiquement comme telle et adoptant une position politique consistant à refuser de devenir ou de rester appropriée par la classe des hommes, devenant ainsi une « marronne » membre de la classe des femmes puisqu’elle échappe à l’appropriation individuelle sans échapper totalement à l’appropriation collective, et de cela dérive la détermination de son champ de désir et par suite sa sexualité quand elle en a une. « Globalement, le lesbianisme au sens politique peut être considéré comme une critique en actes et une remise en cause théorique du système hétérosexuel obligatoire d’organisation sociale. » (Jules Falquet : Dictionnaire critique du féminisme (2e édition augmentée, 2004). Paris : PUF.). Toute homosexuelle n’est pas lesbienne.
2. Pour approfondir : cf. Michèle CAUSSE : « Pourquoi les gays ne peuvent-ils être les alliés objectifs des lesbiennes ? ». Texte accessible sur le site de Bagdam Espace Lesbien.

Commentaires sur la brochure de Frédéric Antonini : Pour une économie libertaire. Pistes de réflexion (2e partie)

Dans la société libertaire telle que la voit Antonini, il existe un « *pluralisme productif* ». Là encore, on trouve la trace de Proudhon (volontaire ou non, je ne sais pas). L'économie libertaire est « *par essence pluraliste* », elle admet « *la diversité des formes de production, des formes de répartition et de distribution, ainsi que des formes de consommation, dans la mesure où l'ensemble de celles-ci respecte les valeurs et principes fondamentaux de l'anarchisme* ». Autrement dit coexisteront des organisations productives sans propriétaires et avec propriétaires, mais aussi à but marchand et à but non marchand. Là, on attend que l'auteur nous explique en quoi tout cela « *respecte les valeurs et principes fondamentaux de l'anarchisme* »…

PIERRE-JOSEPH PROUDHON. REGARD DE THIERRY EHRMANN, AUTEUR DE *LA DEMEURE DU CHAOS*

Contrairement aux idées reçues, Proudhon n'était pas un partisan fanatique de la petite entreprise. Il disait simplement que les propriétaires de petits ateliers industriels, qui employaient un ou deux salariés qui ne vivaient pas très différemment de leur patron, étaient caractérisés par une faible division du travail et qu'ils seraient par la force des choses emportés par l'évolution du système industriel.

Selon Antonini, il y aura trois sortes d'entreprises :

> Les entreprises collectives, détenues et gérées par leurs propres travailleurs.

> Les entreprises collectives d'intérêt public, dans lesquelles « la société » est représentée, à travers différents acteurs : consommateurs, riverains, etc., ou « *des institutions qui émanent de la société tout entière* ».

> Les entreprises individuelles : en économie individuelle il s'agit d'une entreprise détenue par un seul propriétaire et gérée par lui. Si une entreprise individuelle emploie plus d'un travailleur, elle est considérée comme une entreprise collective.

Faisons un a parte

Cette expression: « *la société tout entière* », revient assez souvent et je dois dire qu'elle est assez agaçante. On lit que les rémunérations seront validées « par *la société* elle-même » (p. 26). Que telle ou telle décision sera prise par des institutions qui émanent de *la société* tout entière » (p. 31). Que tel autre choix sera défini « par défaut par *la société* » (p. 38). Que le plancher de rémunération est « limité *par la société* ». « *La société* détermine le niveau d'allocation… » (p. 46). Etc.

C'est quoi, cette « société tout entière » ? On pourrait dire que c'est l'État. Ou alors la fédération des communes. On comprend qu'il s'agit d'un organisme global qui « chapeaute » l'ensemble des institutions qui participent à l'autogestion de la société. Mais précisément, ce qui serait intéressant, ce serait de savoir de quoi cette institution est faite et comment elle s'organise.

« *L'économie libertaire est une économie autogestionnaire dans une société autogestionnaire* », nous dit l'auteur; quant aux orientations globales, « macro-économiques », dirait-on, elles sont déterminées à un « *niveau plus sociétal* ». Qu'est-ce que ce « *niveau sociétal* » ? C'est décidément un choix que rester dans une formulation vague. Il est intéressant de voir que ces orientations globales (« les choix économiques et extra-économiques ») seront « *imposés* à tout ou partie des organisations productives ».

Quid des processus de décision ?

Rappelons une chose qui est souvent ignorée dans le mouvement anarchiste : Proudhon et Bakounine étaient en faveur de la décentralisation en matière politique et de la centralisation en matière économique. Autrement dit la décentralisation des processus de décision concernant les grandes orientations de la société, et la centralisation des modalités d'application des décisions prises.

Chez Antonini, les « organisations productives », autrement dit les entreprises, auront avec « la société » des rapports fondés sur le fédéralisme et la subsidiarité. Pour résumer, les entreprises auront une autonomie d'action dans les limites de leurs attributions. La « société » n'interviendra que pour fixer un cadre général et définir les orientations ou lorsque les décisions à prendre dépasseront les compétences des entreprises concernés. Tout cela est parfaitement « orthodoxe », mais là où il y a un problème, c'est lorsque l'auteur nous dit que les « *organisations productives pourront s'organiser comme elles le voudron t: coopérer ou se faire de la concurrence, de manière loyale et sans rapport de domination* ». Il me paraît difficile d'envisager un système économique dans lequel les entreprises pourront soit coopérer, soit se faire de la concurrence. Il me paraît également difficile d'envisager un système où les entreprises pourront se concurrencer « loyalement », où « concurrence et coopération s'entremêlent ».

Proudhon disait : « *La concurrence est la force vitale qui anime l'être collectif : la détruire, si une pareille supposition pouvait se faire, ce serait tuer la société.* » Mais il précise ceci : « *la concurrence abandonnée à elle-même et privée de la direction d'un principe supérieur et*

“ On ne passe pas d’un coup de baguette magique d’un régime à un autre. Bakounine dit simplement que cette transition ne doit pas se faire sous la férule de l’État. ”

IMAGE DE FRANTISEK KREJCI

efficace, n’est qu’un mouvement vague, une oscillation sans but de la puissance industrielle, éternellement ballottée entre ces deux extrêmes également funestes. » (in *Système des contradictions économiques*) Antonini nous semble ainsi en parfaite orthodoxie proudhonienne, ce qui ne veut pas dire que nous soyons tenus de suivre Proudhon sur cette question. Le danger en effet est que dès lors qu’on instaure une concurrence contrôlée, elle finisse rapidement par ne plus être contrôlable.

Quittons la production et engageons-nous dans la distribution. Les producteurs associés ou individuels sont libres du choix du mode de distribution de leurs produits, « autrement dit du mode d’accès des usagers aux produits ».

Dans une économie libertaire, les modes de distribution les plus sociaux seront valorisés. L’objectif d’Antonini est d’aboutir à une société capable de « *susciter l’adhésion libre et généralisée au travail gratuit et volontaire* », ce qui ferait disparaître les coûts matériels, autoriserait la fourniture libre et gratuite des produits. Mais tant qu’on n’en sera pas là, les « producteurs organisés » devront « *opter pour des formes de distribution plus économiques* » afin de permettre de « *recouvrer les coûts de production* ».

Là, on est un peu dans la « prise au tas » de Kropotkine. Mais même si le travail était gratuit et volontaire (impliquant que les gens puissent accéder gratuitement aux produits nécessaires à leur subsistance), ce travail se fait bien souvent avec des machines et des produits extraits du sol, végétaux ou minéraux, qui impliquent nécessairement des coûts de production.

Place d’une société libertaire dans un monde non libertaire

Il reste encore quelques chapitres sur la question des prix, de la monnaie et des échanges avec les économies de domination. Ce dernier chapitre nous révèle l’intention de l’auteur dans son petit livre. Si la société libertaire est appelée à s’établir le plus largement possible, elle devra décider s’il faut maintenir des rapports avec « les *parties du monde non encore libertaires* ».

Ce chapitre évacue le fait que les économies dites « de domination » ne seront sans doute pas disposées à établir des relations avec une société libertaire ou en transition vers le socialisme libertaire ; bien plus, elles y seront probablement hostiles et combattront ce projet d’émancipation.

Pour résumer, les conditions des échanges qui s’établiront devront respecter un certain nombre de critères sociaux et éthiques. En fait, la brochure « *Pour une économie libertaire* » pose les bases d’une réflexion sur la détermination d’un véritable *programme de transition*. Antonini nous montre à plusieurs reprises que les propositions qu’il fait sont souvent déjà appliquées dans le système actuel, ne serait-ce que d’une manière atténuée.

Par exemple lorsque l’auteur dit que dans la société libertaire la « propriété autogestionnaire des entreprises » n’est pas échangeable sur un marché, il précise que déjà aujourd’hui les titres de propriété des coopératives ne sont pas librement négociables. Parlant du crédit, il précise que le financement participatif est en plein essor et que l’économie libertaire maintiendrait ces modalités. Concernant la rémunération de la monnaie, il nous informe que l’absence ou la quasi-absence de rémunération de la monnaie existe déjà à une large échelle – où on retrouve encore une fois Proudhon. Mais là, Antonini se trouve en contradiction avec ce qu’il disait concernant la revalorisation du pouvoir d’achat de l’épargne…

Un programme de transition ?

Antonini explique sa démarche presque à la fin de son texte, dans un passage qui me paraît être le plus intéressant de l’ouvrage :

« *L’économie libertaire n’est pas une création ex-nihilo. Les germes de l’économie et de la société libertaires sont tout entiers dans l’économie et la société d’aujourd’hui. Nul besoin de penser et d’instaurer quoi que ce soit de farfelu: tout ou presque est déjà présent, en réalité et en potentialité. Tout ou presque s’offre au regard et au développement.* » (p. 58)

Il ne fait pas de doute que ce propos choquera un certain nombre de libertaires parmi les plus radicaux (ou dogmatiques). Pourtant, il est parfaitement cohérent avec l’histoire européenne et pose la question de la transition entre le régime capitaliste et une société libérée de l’exploitation. Contrairement à l’idée reçue, des penseurs tels que Proudhon, Bakounine et Cornelissen ont dit la même chose : on ne passe pas d’un coup de baguette magique d’un régime à un autre. Bakounine dit simplement que cette transition ne doit pas se faire sous la férule de l’État[1].

Il y a quelques années, à l’issue d’un congrès de la Fédération anarchiste, quelques camarades avaient décidé de se réunir pour discuter de l’élaboration de ce qui avait été désigné sous le nom de « Programme minimum de base », ou « PMB ». L’idée était malheureusement rapidement tombée à l’eau, malgré des débuts très prometteurs. A l’origine de cette initiative se trouvait le constat que la propagande anarchiste part d’une vision (pas toujours très claire) de l’objectif (maximaliste) à atteindre sans que le processus pour l’atteindre soit évoqué, ce qui dans les faits annulait toute crédibilité au discours anarchiste. Pourtant, il y avait eu au moins un précédent de « programme de transition », celui de la CGT-SR dans les années 20-30.

Peut-être la brochure d’Antonini pourrait-elle servir de point de départ pour reprendre le projet.

René Berthier

1. voir « *Esquisse d’une réflexion sur la* ‘période de transition’ », http://monde-nouveau.net/ecrire/?exec=recherche&recherche=transition

Sobriété de classe !

Sobriété est devenue leur maître mot !

Il ne se passe pas une journée sans que l'ensemble de la classe politique demande au petit peuple d'agir massivement pour une sobriété massive. À cet égard, les politicards ne sont pas avares d'injonctions. S'ils s'adressent au peuple, c'est parce qu'ils le désignent comme étant le plus grand pollueur de la planète. C'est évident, le petit peuple ne respecte rien. Il jette ses détritus n'importe où. Il trie mal ses déchets. Il consomme sans compter. Il laisse couler le robinet, en faisant la vaisselle, lorsqu'il se brosse les dents ou se savonne… Bref, il devrait faire sa toilette sans eau ! Il n'éteint pas les lumières lorsqu'il quitte une pièce. Il ne baisse pas le chauffage. Il n'isole pas sa maison lorsqu'il en possède une. Il n'achète pas de voiture électrique. Il se précipite sur les dépliants publicitaires pour acheter au moindre prix… Bref, il n'écoute pas les conseils qui lui sont distillés par le gouvernement et les politicards de bas étage. Il n'en fait qu'à sa tête !

Et les riches, les milliardaires ? Et les politicards ?

En jets privés, en yachts, ou dans leurs grosses cylindrées, les nantis continuent de vivre et de polluer l'atmosphère et les mers en toute impunité.

Et les multinationales et l'État ?! Pour en citer quelques unes, Total, Bolloré, Coca-Cola, Unilever, Engie (l'État est un de ses principaux actionnaires), Lafarge, Orano (ex Aréva) (dont l'État est également actionnaire et qui fait dans le recyclage des déchets nucléaires – sic), les banques (la BNP, la Société générale, le Crédit agricole…) non contents d'être parmi les plus gros pollueurs de la planète, participent au pillage des richesses à l'extraction des terres rares, à la déforestation dans les pays pauvres et surexploitent les travailleurs(euses) et les enfants dans ces pays.

Que dire des pays les plus pollueurs (les États-Unis, la Chine, l'Inde…), on n'entend guère de protestation de la part de l'autoproclamé « premier écologiste de France » Monsieur Macron. Certainement au nom de la diplomatie, il ne faut pas froisser les susceptibilités…

Quand on entend les propos moralisateurs tenus par les dirigeants de ces entreprises et les chefs d'État qui prétendent mettre tout en œuvre pour sauver la planète, on ne peut être qu'effarés de tant d'hypocrisie.

Ils affichent un cynisme à toute épreuve et nous sommes priés de croire en leurs mensonges. Leur priorité, disent-ils, c'est l'humain. Certes ils ont encore besoin des hommes et des femmes pour leur priorité des priorités : le profit maximum.

Quant aux politicards, ils appellent les gens à la sobriété : alors, qu'ils donnent l'exemple et diminuent d'une manière drastique leur train de vie, leurs avantages, leurs rémunérations et privilèges… Qu'ils vivent dans les mêmes conditions que celles qu'ils veulent leur imposer.

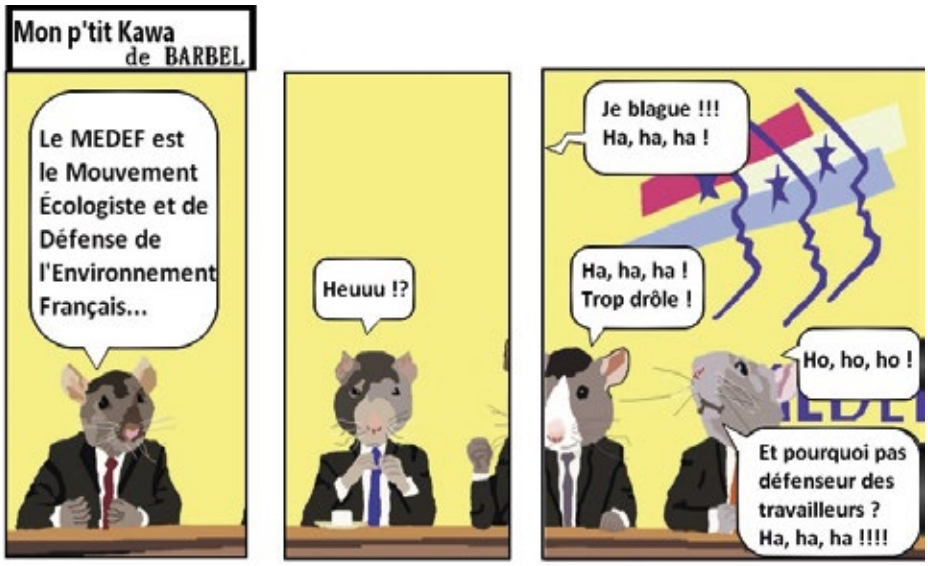
Combattre !

Il est possible d'arrêter le bras des massacreurs de l'environnement et cette course effrénée au profit. Certes, c'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Une lutte acharnée et souvent de longue haleine mais qui, si elle est menée solidairement et réussit à inverser le rapport des forces, est en générale gagnante.

Oui, les combats sont longs et peuvent durer plusieurs années, d'autant que les prédateurs disposent de tous les moyens financiers, politiques pour faire pourrir et créer des divisions au sein des mouvements.

Les exemples de succès ne manquent pas et ils peuvent être multipliés comme les bénéfices des exploiteurs des habitants(es) de la planète, à condition de ne pas se laisser influencer par le discours dominant.

Les projets, nos bienfaiteurs n'en manquent pas et si nous les laissons faire, ils feront de nous des moutons. Si nous les écoutons, tous ces projets sont pour notre bien. Or, ces projets sont suicidaires et à court terme, destinés à enrichir leurs concepteurs, leurs promoteurs et à détruire la planète.



Les luttes, les mobilisations collectives, ont permis de ralentir la marche en avant de la désertification et la mise à sac du pays organisée par les élu(e)s au service des industriels. Ces luttes sont épuisantes, longues, mais la raison et le bon sens peuvent faire que les intérêts collectifs soient pris en compte et que les intérêts égoïstes soient annihilés.

C'est ainsi qu'ont échoué de nombreux projets gouvernementaux et industriels. Quelques exemples...

Le projet de centrale nucléaire à Plogoff en Bretagne a été abandonné en 1981, après 3 années de luttes intensives.

Le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes en Loire-Atlantique a été abandonné en 2018, après 55 ans de combats plus ou moins acharnés.

Le projet de barrage à Sivens dans le Tarn a été abandonné en 2016, après 2 années de mobilisations et, hélas, un mort.

Le projet de la « Montagne d'or », l'exploitation d'une mine d'or à ciel ouvert en Guyane, a été abandonné en 2019, après 8 années d'âpres manifestations.

Le projet de création d'un Center parc à Roybon en Isère a été abandonné en 2020, après 8 années intenses de mobilisations et d'occupation des lieux...

Il en existe beaucoup d'autres mais les politicards ne s'en vantent pas. Alors, à nous de les faire connaître et de nous appuyer sur ces succès pour intensifier le combat. Comme quoi, dans la lutte de classe, ce n'est pas toujours la classe dominante qui en sort victorieuse.

D'ailleurs, l'exécutif et la classe politique ne s'y trompent pas, dès que la population met par ses révoltes, ses grèves et ses manifestations en danger leur pouvoir, il n'y a jamais d'hésitation à faire intervenir la police ou l'armée pour maintenir l'ordre ! Elles iront jusqu'à emprisonner, matraquer, blesser et tuer... pour protéger également les intérêts du grand patronat.

Plus de retour en arrière !

Les travailleurs(euses) en France (mais aussi ailleurs dans le monde) ne veulent pas des « RÉFORMES » - retraites, services publics, SNCF, EDF, assurance chômage, pôle emploi, code du travail, casse des services publics etc. - destinées à un retour en arrière, à en finir avec les acquis sociaux gagnés justement par leurs luttes.

Si, pour maintenir le peuple dans ses fers, on le compare au peuple gaulois qui, selon Macron, était rétif au changement – Cf les Gaulois réfractaires – c'est se tromper lourdement. Si les riches et leurs amis et complices ont une conscience de classe, qu'ils sachent que le peuple de France en a une également. Il n'a pas besoin qu'on lui tienne la main, ni de guide, il est capable, seul, sans maître à penser, de savoir ce qui est bon pour lui. Les Gaulois(ses) réfractaires pourraient se transformer en Français(ses) révolutionnaires !

Justhom

FAITS D'ÉTÉ
DIRE... ET AGIR !

Le 28 août 2022, dans le Var, nos camarades et ami(e)s de Soulèvements de la terre et de la Confédération paysanne ont investi une parcelle de vignes appartenant indirectement (il est malin) à ce bouffi de thunes de Bernard Arnault et l'ont vendangée. 1,5 tonne de raisin, 1 000 litres de jus, ont été partagés avec un collectif de lutte contre la bétonisation dans le Pertuis, aux sons de « *On boit, on boit, à la Révolution* ».

Le Nanar, en effet, pété de pognon, achète à prix d'or des terres agricoles. Sa cuvée, *Whispering Angels* est le rosé le plus cher du monde. Tiens, tiens !

Il en est de ce qui se passe au niveau des terres agricoles comme du logement et de la vie de tous les jours. Les riches, avec leur pognon de dingue, achètent tout et nous empêchent de vivre.

Contre cela, écrire, dire, protester, pétitionner, défiler, manifester... est nécessaire mais n'est pas ou plus suffisant. Il faut agir. Agir. Et encore agir.

On ne trouve pas à se loger, ne brûlons pas les châteaux, occupons les ! Ils ne veulent pas augmenter nos salaires, sabotons intelligemment la production via grève du zèle, traînage de pieds, congés de maladie, grains de sable dans les chaînes, coupures discrètes de câbles divers, visites impromptues d'aimants dans le voisinage d'ordinateurs... Pas de revendications, pas de bla-bla tonitruant... juste des actes. Pas d'impasse suicidaire à la mode lutte armée de tomahawks contre des missiles et des armées de policiers. Juste de l'intelligence au service de notre nombre. On ne risquera pas grand-chose. Eux, tout. Et ils n'auront pas le choix. Entre perdre un peu et tout perdre devant une désobéissance civile et non violente massive, ils se montreront... compréhensifs.

Vous en doutez ! Essayer, c'est l'adopter !

Jean-Marc Raynaud

JABOTAGE ENTRE BIBI ET UN FISTON

POURQUOI FAIRE UN PAS DE CÔTÉ ?

Émile Pouget explique à un jeunot pourquoi faire un pas de côté. Ce dialogue est extrait de *l'Almanach du Père Peinard* de 1894. Hormis deux passages illisibles sur la version originale, tout le reste se savoure. (Pris sur *l'Encyclopédie anarchiste en ligne*)

LE FISTON : Père Peinard, j'ai quelques expliques à te demander. Et d'abord, pourquoi les anarchos s'appellent-ils compagnons, et non simplement citoyens ?

BIBI : Des citoyens sont des types qui perchent dans le même patelin, « la même cité » comme disaient les Romains. Conséquemment des citoyens peuvent être divisés d'intérêts. Ainsi le roi des Grinches, Rothschild est un citoyen de Paris… Tandis qu'un compagnon est un bon bougre de prolo, un bon fieu avec qui on partage son pain, et ses misères, avec qui on est en communauté d'idées, d'espoirs et de besoins, – c'est un copain ! avec qui on marche la main dans la main.

En outre, le mot citoyen implique une idée politicarde et gouvernementale, avec toute la ragougnasse à la clé : ambitions, députations, maquereautages.

LE FISTON : Saisi ! Mais, tu viens de parler de Politique ; les anarchos ont donc bien le truc dans le nez ?

BIBI : Tu l'as dit : ils en ont une horreur faramineuse. La Politique c'est tout l'opposé du Socialisme : c'est l'art d'embistrouiller le populo, de lui faire avaler des couleuvres, de le mener par le bout du nez, de l'abrutir, de le mater s'il se rebiffe… Tout ça s'exprime d'un seul mot : gouverner !

LE FISTON : Ainsi d'après toi, le Socialisme où l'on mélange la Politique n'est pas bon teint ?

BIBI : Foutre non ! Parmi les socialos politicards, il peut y avoir des cocos qui ont de l'honnêteté, mais qué que ça prouve ? Rien, sinon qu'ils manquent de flair. Y a des types qui pourraient écraser 36 000 étrons, pétrir la mouscaille de leurs dix doigts… parce qu'ils ne sentiront rien, c'est-y une preuve que ça ne pue pas ?

Vois-tu, à bien reluquer, y a dans la garce de société actuelle que deux camps bien tranchés : les Autoritaires d'un côté, les Libertaires de l'autre.

Les Autoritaires veulent conserver ce qui existe et tenir le populo sous leur coupe. Ils varient bougrement de couleur des uns aux autres : des fois même, ils se chamaillent, - mais en fin de compte, ils se rapapillotent sur le dos des prolos.

Les uns, réacs pur-sang, trouvent que c'est pas suffisant de conserver ce qui existe, aussi en pincent-ils pour aller à reculons : si on les écoutait, on reviendrait d'abord à l'ancien régime, puis à l'esclavage… À force de reculer, ces jean-foutre nous ramèneraient à la sauvagerie : au temps où les hommes se bouffaient entre eux, à la croque-sel, et en fait de légumes mangeaient de l'herbe.

Après cette racaille viennent les opportunards et les radigaleux : ceux-là ne veulent rien changer à la mécanique sociale ; tout au plus sont-ils d'avis que de temps en temps on répare les chiottes et nettoie les cuvettes où les bouffe-galette, les richards et les patrons foirent et dégueulent.

À la queue de tous, fermant le cortège des Autoritaires, s'amènent les socialos à la manque ; ils prétendent rafistoler la guimbarde, la rendre habitable au populo. Dans le tas y en a quelques-uns qui coupent, mais la plupart ne guignent qu'à chopper toute chaude la place des opportunards et des réacs. En réalité, le chambard qu'ils rêvent se borne à changer les étiquettes, à recrépir la façade et autres fumisteries du même [mot illisible]. Avec eux, au lieu d'être exploités par un patron, on le serait par l'État ; les contre-coups deviendraient les larbins de la gouvernance ; au lieu de toucher notre paye en pièces de cent sous, on nous la cracherait en billets de banque baptisés « bons de travail ».

En face de ces engeances, se campent les Libertaires qui ne veulent ni gouverner ni être gouvernés, ni exploiter ni être exploités, ni juger ou condamner, ni être jugés ou condamnés.

Le populo est évidemment de leur bord, seulement on lui a tellement bourré le siphon de gnôleries qu'il ne voit pas distinctement les tenants et les aboutissants de sa misère. Mais, nom de dieu, ça viendra !

LE FISTON : Eh, dis-moi, y a-t-il longtemps que les anarchos existent ?

BIBI : Je pourrais te répondre qu'ils sont aussi vieux que l'exploitation humaine, attendu que chaque fois qu'un bon bougre s'est rebiffé contre l'autorité d'un gouvernant ou d'un proprio, il était poussé par l'idée anarchiste, plus ou moins claire, plus ou moins incomplète… Mais ça serait nous ramener trop loin ! Les papas des anarchos actuels sont les Enragés de 1793.

Hébert, le Père Duchesne, s'était fendu d'une déclaration bougrement moins amphigourique que celle des Droits de l'Homme, elle tenait en deux mots : « ***Je veux pas que l'on m'emmerde !*** » Cette riche déclaration est encore de saison, nom de dieu.

Quand vint la révolution de 48, l'idée anarchiste germa encore : à l'époque Proudhon dépiota l'État et prouva que ce n'était que la cinquième roue d'un carrosse.

Mais c'est depuis la Troisième République que l'idée s'est développée en plein. Rien que pour faire l'historique de l'Anarchie depuis l'insurrection de Bénévent en 1877[1], jusqu'à l'exécution du riche fieu Paulino Pallas[2], sans même rien dire de Ravachol, vu qu'il est aujourd'hui plus connu que le loup blanc, on userait bougrement de papier.

[**8 lignes illisibles**]

Ces zigues d'attaque qui, il y a six ans, étaient agonis de sottises, traînés dans la boue, traités de monstres, sont aujourd'hui reconnus les victimes des férocités bourgeoises... Et par quoi ? Par le populo ? Si ce n'était que lui... Mais non ! Ce sont les gouvernants eux-mêmes qui gueulent leur crime et s'en lavent les mains en remettant les survivants en liberté !

Ah, mon pauvre fiston, les cléricalards sont de leurs épates avec les persécutions que subirent leurs apôtres et leurs disciples. Eh bien, comme héroïsme et comme quantité, les martyrs chrétiens sont dégottés ! Les anarchos qui sont tombés dans la lutte ont été aussi au-dessus des chrétiens, que la tour Eiffel est au-dessus des taupinières. C'est d'autant plus chouette que les gas n'étaient que des hommes, tandis que les ratichons racontent que leurs martyrs avaient Dieu dans leur manche ; en plus, les types croyaient que leurs souffrances leur vaudraient des chiées de bonheur dans le ciel, tandis que les anarchos savaient qu'après la mort, c'est fini... bien fini !

Et tandis que les anarchos s'en vont à la mort, s'embarquent pour les bagnes, farcissent les prisons, subissent les avanies de la gouvernance et des patrons, que manigancent les socialos pisse-froid ?

Ils maquillent la conquête des pouvoirs publics et passent à la caisse... Ceux qui écopent, outre les anarchos, ce sont les prolos qui se sont rebiffés en temps de grève.

LE FISTON : Autre chose, père Peinard, que penses-tu des grèves ?

BIBI : Certes, les grèves, quelles qu'elles soient, causent des désagréments à bien des bons bougres : comme les grévistes veulent lutter avec les capitalos sur leur terrain, c'est-à-dire avec des gros sous contre les billets de mille, il leur arrive trop souvent d'être roulés. Et les plus énergiques sont saqués et foutus à l'index...

Mais, si les prolos ne faisaient pas grève quand le singe veut leur serrer la vis, on en verrait de belles !

Que je te dise, le vieux proverbe « comme on fait son plumard on se couche » a bougrement du vrai. On serine trop que la paye des ouvriers ne dépasse jamais que le minimum de ce qui est juste nécessaire à l'existence (et souvent va au-dessous jusqu'à s'évanouir...)

Non, c'est pas l'estomac qui fixe le taux des salaires : c'est notre biceps.

Si nous sommes énergiques, le patron file doux et n'ose pas rogner les salaires et allonger les heures de turbin.

Au contraire, plus nous serrons les fesses, plus nous bissons le caquet, plus l'exploiteur le prend de haut, et moins il s'épate pour nous mener au bâton.

Les différences de salaire ne s'expliquent pas autrement : à Paris, par exemple, les raffineurs, pour un turbin de cheval, palpent 3 ou 4 balles par jour, tandis que les ouvriers en vélos gagnent leurs dix francs. Y a pas mèche de dire que les uns et les autres palpent le maximum de ce qui est nécessaire à leur existence.

En effet, la panse des raffineurs est aussi large que celle des ouvriers en vélos. D'autre part, pour les uns comme pour les autres, le pain vaut huit sous le kilo...

Ce qui est en jeu, fait la différence, c'est la poigne ! Si les raffineurs ne touchent qu'un salaire de famine, c'est parce qu'ils ne se tiennent pas assez, - au contraire les gas du vélo ne se laissent pas écrabouiller les arpions, et plutôt que de subir une diminution de paye, ils couperaient un patron en quatre. Autre exemple :

Dans le mitan des campagnes où les capitalos s'en vont maintenant installer des bagnes industriels, y a des prolos qui gagnent à peine vingt sous par jour. Les malheureux vivotent comme ils peuvent : ils bouffent des pommes de terre, lichent du sirop de grenouille et ne connaissent la bidoche que de réputation. Crois-tu que leur panse diffère de celle des prolos de Paris, au point qu'elle refoulerait sur la soupe et le bœuf ?

M'est avis que non, mille bombes !

Seulement comme les pauvres ouvriers pétrousquins ont la tête farcie d'ignorance et d'esprit de soumission, ils ne savent par quel bout s'y prendre pour se rebiffer contre le patron et lui imposer leurs volontés.

D'autre part, tu penses bien que ce n'est pas par amour de nos bobines que les patrons de Paris nous crachent une paye si supérieure à celle que palpent les prolos des campagnes. ●●●

JABOTAGE ENTRE BIBI ET UN FISTON

POURQUOI FAIRE UN PAS DE CÔTÉ ?

●●● Foutre non ! S'il ne tenait qu'à eux, ils nous auraient vite réduits au même minimum.

Donc, c'est se foutre le doigt dans l'œil, de dire que les patrons nous aboulent le minimum de salaire indispensable à notre boulottage. Le thermomètre de notre pays, c'est notre poigne, nom de dieu !

Conclusion : le populo n'est pas assez exigeant !

LE FISTON : Oh oui, nous sommes trop poules mouillées. On est d'un pacifique..., ça m'en fait roter des tuyaux de cheminée ! Ă propos, et les huit heures, qu'en penses-tu de ce truc ?

BIBI : Tous ces fourbis de socialos à la flan, les trois-huit, le minimum de salaire, etc., c'est des dérivatifs.

La question n'est pas de travailler tant d'heures, de toucher tant..., mais plutôt de ne pas être exploités !

C'est ce qu'ont tout à fait perdu de vue les pisse-froid : ils ne parlent plus de faire rendre gorge aux capitalos, c'est passé de mode !

Autre chose, s'adresser à la gouvernance pour les huit heures, c'est se tromper de porte : c'est aux patrons qu'il faut casser le morceau.

Y a de bons bougres qui se figurent que ces réformes beurreraient leurs épinards. À ceux-là, que je dise : tant qu'ils mendigotteront des bricoles, le singe ne leur aboulera que des foutaises.

Si on doit décrocher les huit heures, elles ne nous tomberont sur le museau que le jour où, au lieu de s'en tenir aux bagatelles, on s'alignera pour prendre possession des usines. Du coup, les capitalos mettront les pouces : pour conserver leur saint-frusquin, ils nous autoriseront à ne travailler que six heures..., pourvu que ce soit à leur compte.

LE FISTON : Pour lors, à ton avis, ce qu'on doit viser c'est le chambardement général : en exigeant beaucoup on a chance d'obtenir quéque chose, tandis qu'en mendigotant peu, on ne récolte que des rogatons et des avaros.

BIBI : Tu dis vrai, nom de dieu ! Mais, le jour où on se foutra en chantier pour prendre le plus, on serait rien daims de se contenter d'un acompte.

LE FISTON : Je vois bien où tu veux en venir, mais un coup la vieille baraque foutue à bas, comment s'alignera-t-on ? J'ai peur que les feignants ne vivent aux crochets du populo ?

BIBI : Où vois-tu les feignasses dans la société actuelle ? C'est-y du côté des prolos ? Non ! Celui qui tire à cul, que dans les ateliers on traite de feignasse, il ne fait cela que parce qu'il se rend plus ou moins compte que son travail ne profite qu'à l'exploiteur : moins il en fait, mieux ça vaut !... Mais le jour où il turbinera pour lui, tu le verras se dégourdir !

Les vraies feignasses, ce sont les capitalos et la racaille de la haute ; ces maudits enjôleurs, pour qu'on n'aperçoive pas leur flemme, gueulent « aux feignants », comme le cambrioleur qui se débine dans la rue crie « au voleur » pour qu'on ne l'arquepince pas.

Le travail est une gymnastique nécessaire : celui qui n'en fout pas un coup d'un bout de l'an à l'autre, tombe malade. Évidemment je parle d'un turbin modéré, ne tuant pas son homme à la peine, - tel qu'il sera à l'ordre du jour dans la société anarchote.

LE FISTON : Je saisis le coup. Mais, une supposition : que des types refusent de travailler et veuillent vivre aux crochets des turbineurs, que fera-t-on pour empêcher ça ?

BIBI : Y a deux systèmes. Je vas, par un exemple, te donner à choisir : figure-toi que la société est seulement composée de vingt personnes, ayant toutes un métier utile. Malheureusement, sur les vingt, y a un feignant qui refuse de travailler et qui veut vivre aux crochets des copains. Les 19 autres groument, nom d'une pipe ! Après bien des discussions, ils décident de couper les vivres au mec et, pour l'empêcher de rien barbotter, ils choisissent le plus grand, le plus fort et le plus bête d'entre eux, qu'ils bombardent gendarme.

Un beau soir, le pandore paume le feignant sur le tas, en train de tordre le cou à une poule ; il le passe un brin à tabac et l'amène aux camaros.

Qu'en foutre ? Si on le relâche, il s'en retournera chopper les poules. Après bien des hésitations, on décide de le foutre à l'ombre.

Mais où ? Faut une prison ! Pour ça, on délègue le maçon et le serrurier qui, pendant quelques semaines, lâchent leur turbin utile pour édifier cette saloperie appelée « prison ».

On y enfourne le feignasse.

À ce moment, un remords germe dans le siphon des 19 : « Avons-nous le droit de priver ce coco de sa liberté ? »

Après s'être bien chamaillés, s'être foutus des gnons sur le gnasse, ils accouchent d'une constitution.

Comme ils sont très démoc-soc, ils organisent la législation directe du peuple par le peuple, avec referendum et tout le bazar ! Une salade qui, pour ne pas être russe, n'en est pas moins infecte.

Maintenant, y a pas erreur ! On a le droit de mettre le feignasse au clou, à condition qu'un jugeur le condamne.

Faut donc décrocher un jugeur ! On donne cette corvée au plus salaud des 19. Enfin, ça y est, le feignant est au ballon ! Mais, comme il la trouve mauvaise, il a fallu lui coller un gardien. On a choisi pour ça, - toujours sur les 19 ! - le plus sournois de la bande.

Récapitulons : pour se garer d'un flemmard, mes 19 andouilles sont donc arrivées à nourrir à rien foutre :

Primo, un gendarme,

Deuxièmo, un jugeur,

Troisièmo, un gaffe,

POUGET PAR ARISTIDE DELANNOY, *LES HOMMES DU JOUR*

EXTRAITS DE LA BD « POUGET » - TEXTE MLT, DESSINS OLT - PUBLIÉE DANS LE MONDE LIBERTAIRE DE DÉCEMBRE 2021

Quatrièmo, pendant un sacré temps, le serrurier et le maçon ont eu un tintouin du diable pour bâtir la prison, tandis qu'ils laissaient les turnes des bons bougres se délabrer.

Cinquièmo, le plus gondolant, c'est que mes 19 loufoques nourrissent tout de même leur feignant : faut qu'il bouffe, au clou !...

Voilà, fiston, ce qui se passe en grand dans la vache de société actuelle. Pour ne pas nourrir une flemme, on en nourrit quatre !

Dans une société anarchote, on manœuvrera autrement : s'étant rendu compte qu'il est plus onéreux de foutre un salopiaud au clou, que de le laisser vagabonder, on se résignerait à le nourrir... en le méprisant.

Or, pour supporter le mépris de tous, faut une sacrée dose de caractère, incompatible le plus souvent avec la flemmenza. Le feignant serait vite dégoûté de son inoccupation et bricolerait.

En tout cas, il se produirait quéque chose d'approchant à ce que nous voyons dans la société actuelle : le métier de mouchard et celui de maquereau font vivre leur homme sans rien foutre. Pourtant y a pas épais de types qui en pincent, - et ceux-là mêmes, n'avouent pas leur sale profession... ils s'en cachent, craignant le mépris.

Ceci dit, petiot, entre les deux systèmes, celui de la répression des feignants ou le fourbi anarcho, lequel te botte ?

LE FISTON : Oh foutre, j'en conviens, le système anarcho est supérieur. Reste à savoir si les hommes seraient assez bons ?

BIBI : Ah, voilà une autre histoire : le coup de la bonté ! On t'a dit que les hommes étaient des bêtes féroces... Bondieu, que je voudrais que ce fût vrai ! Nous ne supporterions pas cinq minutes les crapulards de la haute. Reluque donc, nom de dieu ! Quel est le bon bougre qui ne reçoit pas une avanie par jour ? Y en a pas ! Si nous étions si terribles on casserait et briserait tout.

Ce qui fait dire ça, c'est les crimes qui se commettent journellement. Mille dieux, y a qu'à regarder : tous sont la conséquence de la société actuelle. La plupart ont pour cause l'argent.

Tiens, guigne les deux bobêchons qui vont clôturer mon almanach : ces deux chialeurs agenouillés, c'est deux frangins ; pour bien pleurnicher au lit de leur papa, ils se sont payés une botte d'oignons !

Le paternel crampse !... À peine est-il fourré dans la boîte à dominos que les yeux des deux oiseaux se sèchent et ils se chamaillent pire que chien et chat. Tout ça pour l'héritage !

Sans l'héritage, y a pas à tortiller : ils seraient amis, pire que cochons !

Mais, petit fieu, assez causé : y aurait encore bougrement à en dire, seulement, comme je vas coller notre jabotage dans l'almanach, faut arrêter les frais car le papier tire à sa fin.

Sur ce, on va aller boire une bonne chopine en trinquer à la santé des bons bougres et du prochain chambard... Que ça traîne le moins possible, mille marmites !

Émile Pouget

Notes de la rédaction :

1. Le 8 avril 1877, au petit matin, Cafiero, Malatesta et leurs camarades arrivent dans la commune de Letino, province du Bénévent. Ils entrent dans le village, comme pour un défilé, drapeau rouge et noir en tête, direction la mairie. Là, le portrait de Victor Emmanuel II, déclaré déchu, sera vite détaché du mur... Ils laissent au secrétaire communal trace écrite de leur irruption « Nous, soussignés Carlo Cafiero, Errico Malatesta, Pietro Cesare Ceccarelli, déclarons avoir occupé la municipalité de Letino, à main armée, au nom de la révolution sociale »
À trente militants, ils prennent donc ce bourg. La dynastie de Savoie est déclarée déchue, le peuple proclamé souverain, les registres des dettes des paysans brûlés, titres de propriété et divers papiers administratifs de l'État également détruits.

2. Paulino Pallas Latorre, militant anarchiste espagnol fusillé au fossé nord-ouest de Montjuich le 6 octobre 1893 aux cris de « Vive la révolution sociale ! Vive l'anarchie ! ». Il avait envoyé deux bombes, lors d'un défilé où paradait le capitaine général de Catalogne, pour venger 4 anarchistes de Xérès garrottés.

"UN PAS DE CÔTÉ" SE DIT "ET SKRIDT TIL SIDE" EN DANOIS...

CHRISTIANA, UN PAS DE CÔTÉ

Une ancienne caserne, énorme, avec lac, forêt et redans (ouvrages de fortification, ndlr) : Christiania[1], le grand squat de Copenhague... Imaginez les Invalides, à Paris, squattés. Squattés ! Squattés depuis 1971 ! Un squat se portant d'autant mieux qu'en 2022, le terrain appartient désormais à une fondation[2] dont le seul but est de permettre au millier de Christianites de continuer à vivre selon leur mode de vie anti-autoritaire et décroissant.

Pas de chefs depuis 1971 ! Ni bidonville d'assistés, ni repère de voleurs, ni QG de terroristes, Christiania compte plus de 80 collectifs de travail. Les uns sont des services publics : garderie, infirmerie[3], sauna, éboueuses/eurs[4], etc. Les autres ? Petits commerces, cafés, épiceries, salles de concert, un atelier célébrissime[5] de fabrication des « vélos *Pedersen*[6] », et des coopératives d'ébénistes[7], de céramistes, de réparateurs de poêles anciens[8], etc. Pas de centrale nucléaire, bien sûr ! Pas d'usine à cadences infernales. Pas de supermarchés à petits chefs. Pas de bureaux à rendement chronométré. Pourtant, des vies productives, solidaires et surtout une quantité stupéfiante de fête et de beauté. De quels bonheurs ***concrets*** jouit-on à Christiania ?

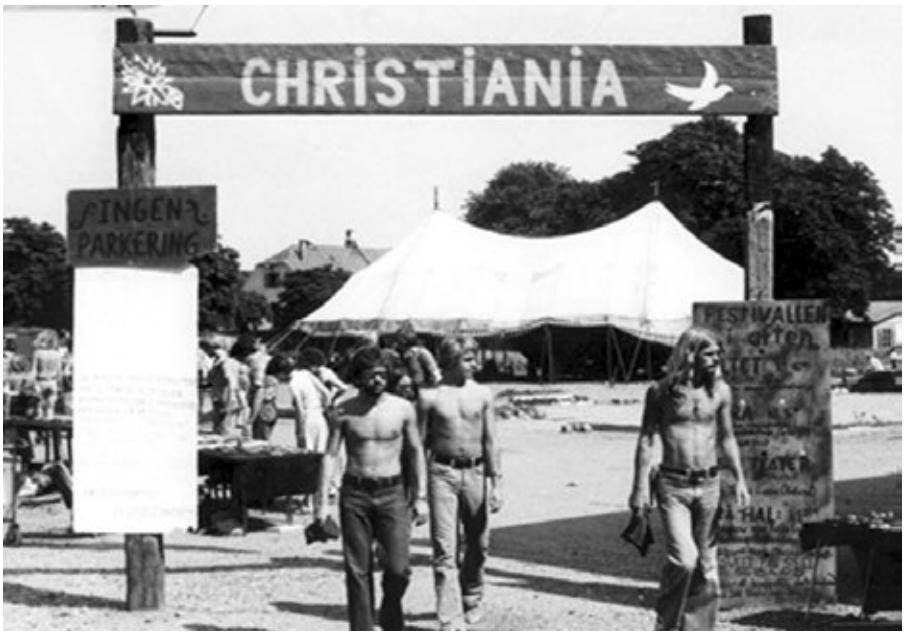
Du temps libre.

Le capitalisme nous vole tout, et d'abord notre temps. À Christiania, quand une activité lucrative marche bien, au lieu d'augmenter le profit des personnes qui ont créé cette activité, celles-ci recrutent des partenaires supplémentaires. Le temps de travail de chacun·e diminue, le nombre de personnes disposant d'un revenu augmente. En outre, chacun·e peut aussi décider de panacher ses emplois. Par exemple, j'ai travaillé pendant un an, deux jours par semaine comme serveur dans un restaurant végétarien[9]. Ceci suffisait à subvenir à mes besoins. J'assurais aussi, de manière irrégulière, des permanences à *Galloperiet*, une coopérative d'accueil des visiteurs et dans un groupe de guides[10] pour ces visiteurs. Mettons que sur 7 jours de la semaine, 4 me voyaient occupé. J'aurais aisément pu trouver d'autres activités mais, à vingt ans, la paresse et la flânerie ont du charme. Dix ans plus tard, j'aurais participé plus fréquemment à des groupes de service public. En d'autres termes, diminuer, dans les activités productives collectives, le temps de travail de chacun·e permet à la fois de ne plus vivre le travail comme un fardeau, de libérer du temps pour la sociabilité, d'une part, et la gestion autonome de l'économie et de la politique collective d'autre part.

Du contact humain.

La néfaste Trinité du croissancisme, du capitalisme et du tout-numérique mène une guerre sans merci contre le contact humain, en particulier le contact humain spontané sans autres règles que celles du savoir-vivre. Ces trois monstres ne tolèrent d'interaction humaine que scriptée, algorithmée, et toujours au service d'un autre but que le seul plaisir de la compagnie d'autrui. Mais à Christiania, il est impossible de ne pas trouver en un quart d'heure quelqu'un ravi de discuter, de boire une bière ensemble[11], ou qu'on lui apporte de l'aide, ou qu'on lui en demande. Eussé-je été moins paresseux, je saurais aujourd'hui conduire un tracteur, cuisiner bien des choses, réparer murs et fenêtres ! Les parents y ont tout le temps souhaitable pour leurs enfants. D'ailleurs, les enfants et les adolescent·e.s sont les bienvenu·e.s partout à Christiania puisque les adultes ont le temps de leur parler, de leur expliquer ce qu'ielles font.

Combien de parents des pays dits développés ont, réellement, le temps de vivre avec leurs enfants, aujourd'hui ? Aujourd'hui ? Combien de vrais sourires, sincères, heureux, charmeurs ou charmés, avez-vous donnés et reçus, aujourd'hui en 2022, lectrice et lecteur de 60 ans ? Combien en donniez-vous, combien en receviez-vous, avant les smartphones et l'e-mail ? Et, lectrice de 15 ans, lecteur de 14 ans, combien de bras avez-vous touchés en amitié, combien d'épaules avez-vous



CHRISTIANIA.ORG

1/ CARTE MONTRANT LE QUARTIER AUTONOME DANOIS DE CHRISTIANIA, À COPENHAGUE. (OPENSTREETMAP)

LA MAISON BANANE À CHRISTIANIA. OLGA ITENBERG

serrées, contre combien d'heures passées à percevoir des pixels, comme on perçoit des dividendes ?

De la liberté et du pouvoir de créer.

Un autre charme de Christiania, la décroissante ? Ce qui y naît, si souvent, de la fantaisie, de l'humour, de l'invention, de la poésie des Christianites. Comment oublier le coup de génie d'une barmaid qui, devant une mare imprévue dans l'arrière-salle, en remarqua la forme, prit des petites chandelles rondes et plates pour le thé, et les disposa de façon que l'on voie, en plus d'une petite mare sur un sol en béton, le cercle du symbole yin-yang, soudainement né par la grâce d'un tuyau d'arrosage mal refermé ? Comment oublier la sculpture éphémère d'un visiteur qui ramassa de vieux pneus, un essieu avant très rouillé, et un vilebrequin encore reconnaissable, dressa l'essieu comme s'il s'était agi d'un réverbère, le couronna avec les pneus, et fit du vilebrequin l'aigrette de cet étrange chapeau de champ de courses ? Comment oublier ce vieil hippie qui portait encore, en 1988, les pantalons à pattes d'éléphant de 1972, mais arriva un soir avec un collier fait de minuscules ampoules clignotantes saupoudrées sur un grand circuit imprimé en guise de pectoral ? Du travail. Des fêtes. Des discussions, des confidences, des joies, des peines, des sourires et des rires. En vrai. Pas en pixels.

Jean-Manuel Traimond
Auteur de *Récits de Christiania*, publié à l'Atelier de Création Libertaire. Membre du collectif Passerelle.

CHRISTIANIA.ORG

CHRISTIANIA.ORG

1. https://www.christiania.org/info/christiania-guide-english/
2. https://www.christiania.org/info/christiania-2013/
3. https://nemoland.dk/christianias-sundhedshus/
4. https://medium.com/@emilymegweinstein/report-from-christiania-b29df6393acf
5. https://christianiacykler.dk/
6. https://en.wikipedia.org/wiki/Pedersen_bicycle
7. https://snedkeriet-optimisten.dk/
8. http://www.caso-ovne.dk/en/contact/
9. https://www.happycow.net/reviews/morgenstedet-copenhagen-617
10. http://rundvisergruppen.dk/indexENG.htm
11. https://www.travelandleisure.com/travel-guide/christiania/restaurants/mnefiskeren

UN PAS DE CÔTÉ NÉCESSAIRE

D'UNE SERVITUDE À L'AUTRE

« ***Il est évident que l'avenir de la population mondiale, pour le meilleur ou pour le pire, est inextricablement lié à l'usage qui est fait des ressources énergétiques*** »

M. King Hubbert (1969)

Nous sommes passés des esclaves humains aux esclaves mécaniques, avec le risque que le trajet s'effectue en sens inverse. C'est une raison suffisante pour engager une vaste réflexion. La quantité d'énergie consommée par habitant semble être un indice pertinent pour estimer le niveau de développement matériel d'une société. C'est reconnaître le rôle de cette énergie dans les mutations économiques et sociopolitiques des sociétés humaines. L'évolution technique de ces sociétés est très lente pendant des millénaires : les chasseurs-cueilleurs, avec le feu (96 % de l'histoire de Sapiens !), la révolution néolithique avec le soleil, le vent et l'eau. Elle s'accélère avec la révolution industrielle et les énergies fossiles ; elle s'emballe avec la société de production et de consommation de masse et le nucléaire.

Des rapports de domination

Tout au long de l'histoire, l'énergie a transformé les modes d'organisation sociale. Elle a d'abord favorisé la mise en esclavage de millions de personnes, permis la concentration des excédents dans les mains des puissants. La servitude était la norme sous toutes les monarchies. Ultérieurement, l'Occident colonisateur s'est assuré un approvisionnement gigantesque en matières premières, d'abord par l'usage de la force militaire, ensuite par l'édification de règles commerciales systématiquement à son avantage. A l'aube du XX^{e} siècle, avec seulement 30 % de la population mondiale, les nations occidentales accaparaient environ 95 % des combustibles fossiles (Vaclav Smil). Peu après, l'énergie produite par la machine à vapeur rendra l'esclavage obsolète. L'énergie fossile, « miraculeuse potion magique », exacerbera l'ampleur des conflits, avec le carnage des deux guerres mondiales, décuplant la puissance destructrice de l'humanité. Elle accompagnera l'essor de l'agroalimentaire, signant la mort de la paysannerie, avec l'hyper-mécanisation et le recours massif aux engrais chimiques et aux biocides. Elle jouera un rôle d'amplificateur des inégalités : si aujourd'hui la consommation moyenne d'énergie primaire par habitant est environ de 80 GJ/an dans le monde, celle d'un Nord-Américain est de 350 GJ/an. L'exubérance et la voracité des uns se réalisent au prix de l'indigence et du dénuement des autres.

Elle contribuera aussi à développer le chômage de masse : aux États-Unis, l'agriculture employait 40 % de la population active en 1900, contre 5 % en 1970 et seulement 1,5 % aujourd'hui. A partir des années 1970, en Chine, les combustibles fossiles, les engrais chimiques, et les barrages arrachèrent à leurs terres 400 millions de paysans. Cette accélération suscitait depuis longtemps déjà une certaine inquiétude. Henry Adams, historien des États-Unis, déclarait au début des années 1900 : « *Chaque augmentation de puissance a été faite au détriment de la vitalité de l'homme et de la femme* ». Or l'humanité a utilisé plus d'énergie lors du dernier siècle qu'au cours des 10 000 années qui séparent la révolution agricole et la révolution industrielle (Marks).

FABER

Le massacre du vivant

Bien entendu, la consommation d'énergie correspond aussi à la capacité à modifier l'ensemble de la biosphère, et notamment à créer un monde où des territoires entiers deviennent inhabitables. D'autant que la vision organiciste de la nature a cédé le pas à celle d'une mécanique inerte, une simple ressource à exploiter rationnellement. La moitié de la déforestation de l'histoire de l'humanité s'est produite au cours du dernier demi-siècle (Marks), et 80 % des nouvelles plantations continuent de se faire en monoculture de résineux. Selon la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité (IPBES), « *Au total, 75 % de la surface terrestre est altérée de manière significative, 66 % des océans subissent des incidences cumulatives de plus en plus importantes et plus de 85 % de la surface des zones humides ont disparu* ». Quid, par ailleurs, des milliards de tonnes de méthane et des bactéries et virus bientôt libérés par la fonte du pergélisol ? Et si l'inaction persiste, on s'oriente plutôt vers un réchauffement de 4 à 5°C d'ici la fin du siècle. Pour avoir une idée de l'ampleur de la colonisation de la planète par l'homme, il faut savoir que la masse des humains et des animaux domestiques atteint 95 % de la biomasse totale des vertébrés terrestres, ne laissant que 5 % à toutes les espèces sauvages !

La fête est finie

La constitution des richesses et l'essor du confort matériel au XX^{e} siècle proviennent essentiellement de la très grande densité énergétique du pétrole et de sa facilité d'extraction, de transport et de stockage. L'anthropologue italien Alberto Angela faisait observer qu'une seule tasse d'essence contient l'éner-

IMAGE DE BENITA WELTER

gie de cinquante esclaves tirant une Fiat pendant deux heures. Les sources d'énergie carbonées fournissent encore aujourd'hui environ 80 % de l'énergie consommée par l'humanité. Et pourtant l'ère de l'énergie fossile abondante et peu chère est révolue. Le sociologue Pitirim Sorokin affirmait que toute culture dominante contient les germes de sa propre destruction. Plusieurs « mauvaises nouvelles » semblent l'attester.

La construction et l'utilisation des panneaux photovoltaïques, des éoliennes et des voitures électriques seraient impossibles aujourd'hui sans les énergies fossiles. Les investissements dans le secteur des énergies fossiles ne faiblissent pas. L'énergie contenue dans la croûte terrestre est de plus en plus difficile à extraire, la qualité des minerais métalliques et leur accessibilité diminuent régulièrement (rendements décroissants). Le recyclage des matériaux est loin des résultats espérés (les métaux emblématiques des nouvelles technologies ne sont recyclés, à l'échelle mondiale, qu'à moins de 1%). La société « cognitive » - dématérialisée – est une imposture : la construction, le fonctionnement et l'entretien de la « technosphère virtuelle » (réseaux, satellites, serveurs, tablettes, ordinateurs, écrans tactiles, objets connectés) nécessitent des quantités de matière et d'énergie absolument colossales. La géo-ingénierie, visant à « réparer le climat », s'apparente à une dangereuse fuite en avant orchestrée par des apprentis sorciers.

Un pouvoir aux abois

Le désarroi des dirigeants politiques se révèle de la manière la plus flagrante par le grand écart réalisé par le chef de guerre Macron. En septembre 2020, « ravi de retrouver le milieu des start-ups », il déclarait « *Oui, la France va prendre le tournant de la 5G parce que c'est le tournant de l'innovation* ». Annonçant un plan de relance de sept milliards vers le secteur du numérique, il ironisait sur ceux qui préféraient le « modèle Amish », une communauté hostile à la technologie et vivant comme au XVIII[e] siècle. Il s'agissait de rassurer la finance internationale : la croissance économique continuera à entretenir la pérennité du système capitaliste.

Deux ans plus tard, il appelait la population à des efforts pour la « sobriété volontaire » (dont font preuve les Amish!), seule stratégie susceptible d'éviter le rationnement et la coupure d'électricité. Notamment maintenir le chauffage à 19°C alors que douze millions de Français sont concernés par la précarité énergétique, et que l'inflation rogne de plus en plus largement les salaires. Il s'agissait ici de conjurer une peur, celle véhiculée par le scénario toujours plus plausible d'une pénurie d'énergie en Europe et en France. Une pandémie suivie d'une guerre rappellent en effet brutalement l'extrême dépendance de l'espèce la plus prédatrice à l'égard de son milieu.

Parce que l'extractivisme forcené du capitalisme industriel a massacré la planète, un cruel dilemme tétanise les classes dirigeantes. Ou elles tentent de relancer la croissance économique (échec assuré mais avec des dégâts gigantesques), et elles achèvent d'éventrer la planète. Ou elles s'acharnent à préserver ce qu'il subsiste de vivant dans la biosphère, et elles torpillent l'économie. La marge de manœuvre est étroite : elle consiste effectivement à faire payer la « crise » aux travailleurs, le président du Medef s'étant notamment exprimé contre l'idée d'interdire les jets privés.

La sobriété dans le partage

Contrairement au préjugé majoritaire qui vante sa plasticité à toute épreuve, la sortie du capitalisme est la première condition pour que l'humanité préserve quelques chances d'un avenir désirable : le capitalisme a besoin d'une croissance illimitée, rigoureusement impossible dans un monde fini. Mais si la propriété sociale des moyens de production doit s'accompagner du même imaginaire de domestication de la nature et du rêve prométhéen de la technoscience, la partie est perdue d'avance.

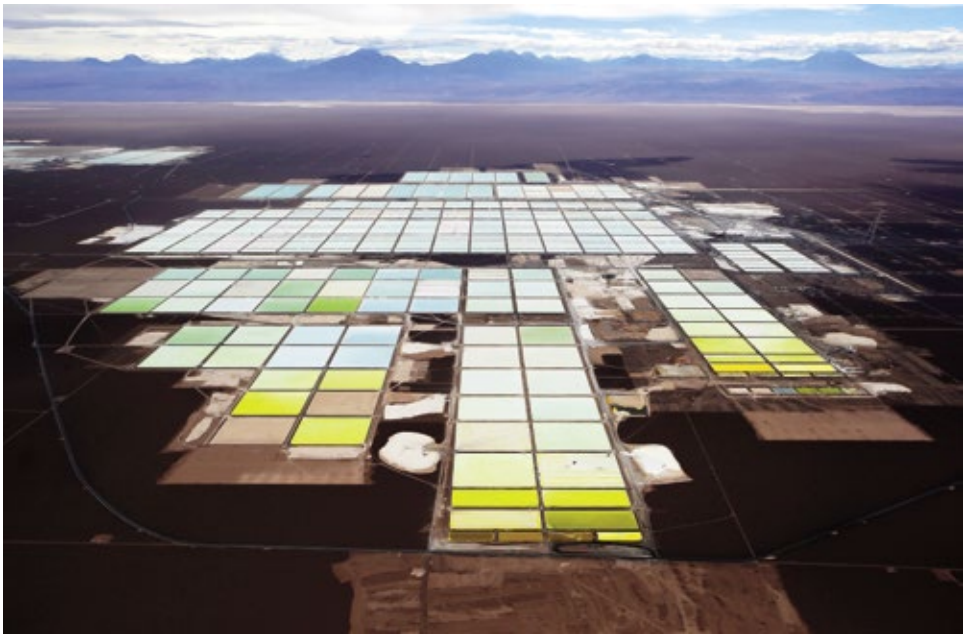
Et si on se décidait à adopter la posture suggérée dans l'*An 01*, le film de Jacques Doillon sorti en 1973 : « *On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste* ». Si, en effet, on ne peut « arrêter le progrès », que reste-t-il de la liberté humaine? Il ne s'agit pas de « revenir en arrière », mais au moins de savoir où on va. La sobriété a constitué, depuis les chasseurs-cueilleurs, le quotidien de nombreuses générations, et des sociétés ont existé sans détruire leur milieu. Nous pouvons refuser un projet que nous jugeons inutile, dangereux, et souvent coûteux, interroger le confort comme vecteur d'émancipation, questionner la mégalopole comme échelle pertinente propice à la qualité de vie, élaborer des modes d'organisation et de production socialement justes et écologiquement non destructeurs. Si l'on retrouvait les vertus du vivre-ensemble, on pourrait peut-être en parler!

Jean-Pierre Tertrais
Décembre 2022

UN PAS DE CÔTÉ POUR SE DÉPLACER

DU TOUT-BAGNOLE À LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN

La grève du personnel des raffineries pour leurs salaires et le droit de grève a pesé sur le quotidien.
C'est bien le patronat, en refusant d'augmenter les salaires, qui a été responsable de la pénurie de carburant durant toute la durée de la grève. Ce sont bien les autorités organisatrices de transports qui sont responsables de la pénurie actuelle de chauffeurs et de la dégradation de l'offre de transport.



En 2017, selon l'Insee, 89 % des habitants en couronne d'une grande agglomération utilisaient leur voiture pour se rendre au travail. C'était aussi le cas pour 90 % des travailleurs « hors attraction des grandes villes ».

Les ménages les plus modestes consacraient 21% de leur budget aux transports alors que la moyenne nationale est de 14 %.

De plus, pour les dépenses de transport, les ménages dépensent plus à la campagne qu'en ville : 21% (7 000 € par an) contre 16 % (6 200 €) en région parisienne. L'achat du véhicule et les frais d'utilisation afférents représentent 90 % du budget transport pour les ménages hors Île-de-France, contre la moitié pour les Franciliens. Pour ces derniers, les services de transport en commun constituent plus du tiers des dépenses engagées.

Voiture électrique (nucléaire) plus verte que la voiture à essence ?

Il y a une vingtaine d'années, des « spécialistes de l'industrie automobile » nous expliquaient que le diesel allait résoudre tous les problèmes écologiques.

Aujourd'hui ils vantent le bilan carbone de l'électronique....

Sauf que le cobalt, le lithium, le nickel, etc. sont des minéraux nécessaires à la fabrication des batteries des voitures électriques. Les mines ne sont pas toutes proches.

Une grande partie des ressources de cobalt se trouve dans un seul pays, le Congo, pas très sûr, souvent en conflit, pas très rassurant tout ça pour le monde de la finance. Et puis des enfants travaillant dans des mines, il y a mieux comme image de marque. 50 % des financements qui sont associés à l'exploitation de cette ressource sont d'origine chinoise (édition 2022 du rapport Cyclope).

Quant au lithium, c'est moins compliqué pour nos exploitants mais pas simple pour autant. Le lithium existe en France (une quarantaine de gisements), mais il n'y a pas de mines en activité.

Avoir mauvaises mines

Qu'à cela ne tienne : « *Nous avons des mines de lithium en France et nous allons les développer grâce au nouveau code minier* » a déclaré Macron, le 17 octobre, au Mondial de l'Automobile.

De son côté Imeris le leader mondial des spécialités minérales pour l'industrie a annoncé le lancement de son projet EMILI sur le site de Beauvoir dans l'Allier. Objectif : produire 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium par an, quantité permettant d'équiper 700 000 véhicules. Au nombre des arguments avancés par Imeris, la création de 1 000 emplois et la position de la France qui se retrouverait au deuxième rang de cette production en Europe, juste derrière l'Allemagne. Des projets similaires sont présentés en Espagne et au Portugal, auxquels s'opposent des mouvements de protestation des populations locales autour des sites prévus. Et chez nous ? Bien entendu l'écosystème du Massif Central va en prendre un coup (et un coût : un milliard d'euros d'investissement). Et dans quel but ?

Fabriquer principalement des véhicules à 40 000 euros que peu de gens pourront s'offrir. L'éternelle question se pose : produire quoi ? Pour qui ? Et qui décide ?

Qu'à cela ne tienne, la mise en service de cette mine de lithium est annoncée pour 2028.

Laisserons-nous nos campagnes se transformer en gruyère, avec des trous

FABER

DE GAUCHE À DROITE :
LA CARRIÈRE D'ÉCHASSIÈRES (ALLIER) OÙ DOIT ÊTRE IMPLANTÉE LA FUTURE MINE DE LITHIUM ©IMERYS

VUE AÉRIENNE DE LA MINE DE LITHIUM AU SALAR (DÉSERT DE SEL) D'UYUNI EN BOLIVIE. EN BLANC LE SEL, EN VERT LE LITHIUM. L'ESPÈCE DE DAMIER : BASSINS D'ÉVAPORATION POUR L'EXTRACTION DU LITHIUM

MINE DE LITHIUM DANS LE DÉSERT DE SEL DE SALINAS GRANDES, PROVINCE DE JUJUY, ARGENTINE.

et des mines partout pour le plus grand profit des extractivistes pollueurs et de leurs actionnaires ? Il est permis d'en douter car, de plus en plus, les populations se mobilisent contre les grands projets inutiles (avec par exemple les « soulèvements » contre le développement de méga-bassines destinées à alimenter en eau l'agriculture productiviste, comme à Sainte-Soline fin octobre).

Et puis la durée moyenne d'une batterie électrique est de 10 ans : la quantité de batteries usagées, dans lesquelles on trouve des métaux toxiques, mais aussi des acides, pourraient donc dépasser les 100 000 tonnes par an[1].

La gratuité des transports en commun : une avancée sociale et écologique à conquérir.

L'idée de la gratuité des transports en commun semblera bien timide à certains. Pourtant en ces temps difficiles, elle semble bien audacieuse à une majorité de salariés. Alors défendons-la.

En septembre 2022, l'Espagne a décidé de rendre gratuits les trajets de trains de banlieue et régionaux (pour des trajets pouvant aller jusqu'à 300 km). Des réductions ont également été accordées sur les lignes nationales. Ces mesures prévues jusqu'en décembre devraient être prolongées en 2023. Résultats à ce jour : pour la région de Madrid, une augmentation du nombre d'usagers de 50 %.

Depuis le 1er juin 2022, en Allemagne, on peut désormais voyager en illimité dans les trains régionaux et les bus pour 9 € par mois, et ça dans tout le pays.

En France, une quarantaine de villes ont déjà une gratuité totale ou partielle.

La gratuité des transports en commun est à la fois une mesure écologique et sociale. Elle permet de réduire immédiatement les dépenses de transport des travailleurs et de réduire le nombre de véhicules en circulation, donc la pollution.

Mais pour que la gratuité réponde pleinement à l'attente des travailleurs et des travailleuses, il faut bien sûr perfectionner le réseau existant. Il faut davantage de lignes de transport en commun, faciles d'accès, connectées entre elles.

Il faudra aussi plus d'agents et d'agentes bien formés et bien rémunérés. La gratuité peut être financée par les autorités nationales, régionales ou locales par le biais de la fiscalité, et par les patrons par le biais du versement mobilité, qu'il faut étendre et renforcer.

Ces acteurs ne se bougeront pas tout seuls ; seule la lutte et la mobilisation nous permettront d'obtenir un service public des transports en commun de qualité et assurant la gratuité de ces derniers.

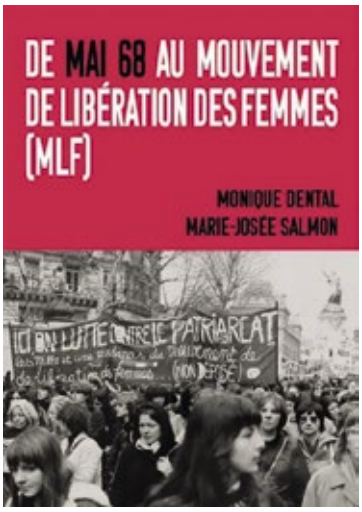
Des combats à venir donc, pour faire entendre notre voix et cesser de s'en remettre aux éternels experts au service du pouvoir, pour qui le seul but est de générer et augmenter ses profits. Profits dont la population ne reçoit que des miettes (quand elle en reçoit), tout en subissant les conséquences des désastres écologiques qui se succèdent de manière continue. Au milieu des déclarations lénifiantes des COP 21 passées et à venir.

Groupe anarchiste Salvador Seguí

1. Selon la SNAM, une des entreprises françaises spécialisées dans le recyclage des batteries électriques. Les « experts » reconnaissent les problèmes mais s'engagent à trouver les solutions dans un proche avenir. Rappelons-nous les « experts » du nucléaire promettant de régler les problèmes de stockage et de traitement des déchets.

UN PAS DE CÔTÉ FÉMINISTE

DES LIVRES SUR LE MLF !



Avec la sortie de plusieurs livres fin 2022, le rappel au Mouvement de libération des femmes (MLF) étonne en cette période : pas de date anniversaire en vue à commémorer et pourtant un besoin qui semble poindre chez celles qui ont connu Mai 68 et les années « mouvement » comme l'écrivait Françoise Picq, lectrices de Simone de Beauvoir - *Le deuxième sexe* - mais aussi celles qui sont leurs filles, donc plus jeunes mais sans faire partie de la jeunesse d'aujourd'hui. En effet, nous pouvons citer *De Mai 68 au Mouvement de Libération des Femmes (MLF), Témoignages et retours critiques* de Monique Dental et Marie-Josée Salmon, aux Éditions du Croquant, *Féministes, luttes de femmes, lutte de classes*, de Suzy Rojtman aux Éditions Syllepse ou *Ces idées qui ont fait le mouvement de libération des femmes - XVIII^e - XXI^e siècles*, de Christine Fauré chez Chryséis Éditions. Ajoutons le magnifique catalogue de l'exposition *Parisiennes Citoyennes ! Engagements pour l'émancipation des femmes 1789-2000* du Musée Carnavalet, sous la direction de Christine Bard et qui fait un large écho au MLF. Nous pouvons aussi citer *Guns and Roses, Les objets des luttes féministes*, de Mathilde Larrère aux Éditions du Détour, et *Libérations sexuelles, Une histoire des pensées féministes et queers sur la sexualité*, de Cornelia Möser, aux Éditions La Découverte, abordant sur les soixante dernières années les divers mouvements, y compris alternatifs, et les aléas de l'émancipation sexuelle.

L'édition féministe est pléthorique depuis quelques années, étudiant divers aspects du mouvement telles les vagues ou les différentes tendances du féminisme. Par exemple, Christine Bard nous a fait connaître la notion de vagues, en France. « *On pourrait bien sûr parler d'un "cycle de mobilisation collective" mais ce serait dommage de bannir un terme aussi poétique que la vague. Il évoque l'eau, un élément féminin qui peut renvoyer à un imaginaire essentialisant, mais aussi la sculpture de Camille Claudel qui met en scène trois baigneuses face à une immense vague, ou le "poème-jeu" de Virginia Woolf publié en 1931. C'est un terme propre à l'histoire du féminisme – et ils ne sont pas si nombreux !* » Christine Bard[1].

« Je ne veux pas être la femme de ta vie, car je suis la femme de la mienne »

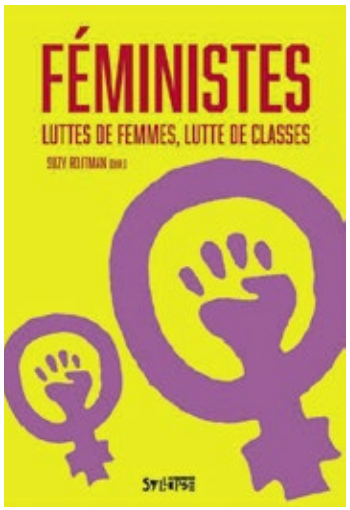
La première vague court de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la moitié du XX^e siècle environ pour conquérir des droits juridiques et politiques - suffrage, travail, éducation, divorce - en réaction au Code napoléonien et visant l'égalité. Le mouvement des suffragistes est emblématique de cette vague ainsi que l'instauration de la Journée internationale de luttes des femmes. Madeleine Pelletier n'écrivait-elle pas : « *Les femmes, même après la réalisation du féminisme, tel que nous le concevons, resteront donc des femmes, comme les hommes resteront des hommes. Ce que nous voulons supprimer, ce n'est pas le sexe féminin, mais la servitude, servitude que perpétuent la coquetterie, la retenue, la pudeur exagérée, les mièvreries de l'esprit et du langage ; toutes choses qui ne sont en aucune façon des caractères sexuels secondaires, mais simplement les résultats de l'état de dépendance physique et morale dans laquelle les femmes sont tenues* »[2] ?

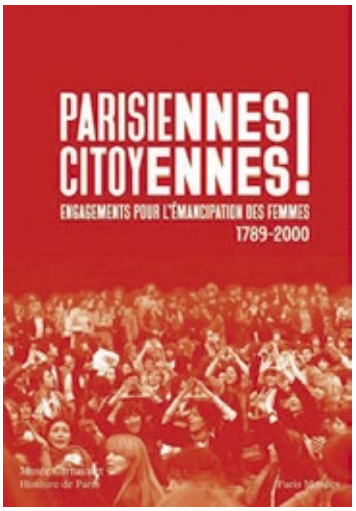
« Les femmes dans la rue, pas dans la cuisine »

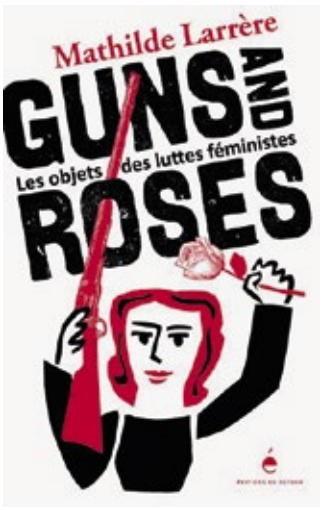
La deuxième vague apparaît dans les années 1960 et milite pour renverser le système capitaliste et patriarcal, les femmes étant entrées massivement dans le monde du travail où elles continuent d'expérimenter discrimination et agressions sexistes et sexuelles. Les mobilisations s'attaquent à la répartition des rôles et à la domination masculine. Les concepts de sexisme et de patriarcat apparaissent. Les revendications s'étendent à la sphère privée : famille, sexualité, procréation, violences faites aux femmes, inscrivant ces luttes dans une analyse systémique qui dénonce le patriarcat. Le droit à la contraception puis, après une intense mobilisation de désobéissance civile, le droit à l'avortement vont être obtenus mais avec des restrictions importantes. Le MLF est alors l'organisation qui regroupe ce courant très divers en France. Son acte de naissance symbolique est identifié par le dépôt d'une gerbe de fleurs, par neuf militantes, le 26 août 1970, sous l'arc de Triomphe avec sur la banderole « *Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme* ».

« Le corps des femmes est la première terre colonisée »

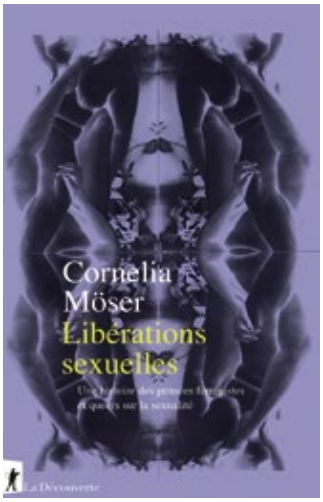
À partir des années 1980-1990, la troisième vague est caractérisée par un vaste ensemble de pratiques aussi bien politiques qu'artistiques, mais sans aucune unité, le résultat est un éclatement voire une invisibilisation de l'identité femmes et de la sororité portées en avant par la deuxième vague. Les événements modèlent les actions et les mobilisations : le VIH ; les commandos anti-IVG ; les diverses formes de famille et de couple ; l'avancée des études féministes ; la montée des technologies, de la consommation et des médias de masse ; le multiculturalisme et l'anticolonialisme ; l'ascension du mouvement LGBT et sa transformation en LGBTQIA+... Cette vague exige une meilleure visibilité pour les femmes considérées comme doublement marginalisées ou stigmatisées : femmes de couleurs, autochtones, lesbiennes, prostituées, transgenres, en situation de handicap, ou encore les femmes grosses, pour ne citer que ces groupes discriminés. Pourtant, les violences faites aux femmes, le viol, la pornographie, la traite des femmes, la prostitution, le féminicide, mobilisent plus d'une car toutes les femmes sont concernées, enfant, jeune ou vieille, pauvre ou riche, urbaine ou rurale, quelle que soit





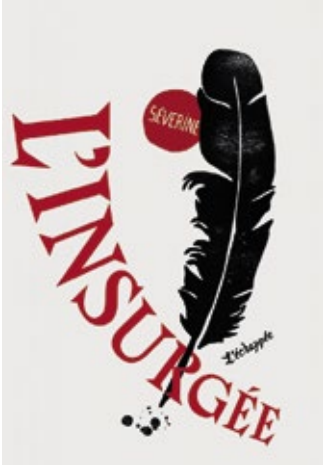


*



*

*



*

la couleur de la peau, et partout dans le monde !

« *La question de l'existence d'une quatrième vague est débattue : si un nouvel élan féministe existe actuellement depuis le mouvement #metoo, il n'y a pas eu de réelle coupure temporelle avec la dynamique précédente. Ce renouveau se caractérise notamment par le développement des féminismes sur les réseaux sociaux et par une réappropriation de l'espace public par les femmes et minorités de genre (mouvement des colleureuses). Les revendications portent notamment sur les violences sexistes et sexuelles, dont les féminicides, et sur le corps des femmes, mais cherchent aussi à prolonger ces revendications historiques par une ouverture vers les transidentités et la culture queer* »[3].

« Féministe tant qu'il le faudra »

Bien sûr, l'expression des féministes de tous les courants trouve plus ou moins d'écho dans les vagues, et continue d'alimenter la réflexion de toutes et de tous au fil des années. Si bien que des textes de militantes et écrivaines trouvent encore une place éditoriale : par exemple, pour ne citer que deux militantes féministes libertaires ou proches, *L'émancipation sexuelle de la femme* (1911) de Madeleine Pelletier aux Éditions de La Variation, ou *L'Insurgée*, de Séverine aux Éditions L'Échappée, textes repris en 2022. Parmi les différents courants des années 1970, nous pouvons citer le mouvement radical ou révolutionnaire, le courant lutte de classes irriguée par la pensée marxiste, la tendance Psy et Po, psychanalyse et politique qui s'approprie le sigle MLF en le déposant à l'INPI, Institut de la propriété industrielle et commerciale - une volonté de s'approprier un mouvement mouvant, sans cheffe, en dehors des institutions ! -, mais aussi dans la même période, l'écoféminisme et, le féminisme libertaire déjà ancien, beaucoup moins médiatisé, qui se trouvera un autre nom, anarcha-féminisme…

Si en dehors de tout moment commémoratif, le MLF réapparaît dans la production de livres, c'est sans doute pour au moins deux raisons. La première, les militantes des années 1970 ont l'âge de décrire et d'analyser ce qu'elles ont vécu, avant de disparaître, mais en deuxième, c'est qu'il est urgent de réhabiliter les fondements du féminisme dans sa conception universelle, alliant une réflexion croisant sexe, classe, ethnie, sans imposer à qui que ce soit de quoi que ce soit, tout en dénonçant et luttant contre la marchandisation des femmes par la prostitution, la pornographie et la location d'utérus, la culture du viol, inhérente au système patriarcal, le contrôle du corps et de l'apparence des femmes, l'effacement du sexe au profit du genre.

Ne nous libérez pas, on s'en charge !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard
Émission *Femmes libres*
sur Radio libertaire 89.4

Dans l'émission Femmes libres, podcasts de Justine Rabat sur Madeleine Pelletier (28/09/22), Cornelia Möser (12/10/22), Mathilde Larrère (30/11/22), Monique Dental et Marie-Josée Salmon (14/12/22), Christine Bard (4/01/23), Suzy Rojtman (25/01/23) : http://emission-femmeslibres.blogspot.com

1. Christine Bard, dans Ariane Chemin, #metoo : Les trois « vagues » successives qui ont construit le féminisme moderne, *Le Monde*, 6 octobre 2020.

2. Madeleine Pelletier, *Les femmes et le féminisme*, La Revue socialiste, Janvier 1906

3. https://moisdugenre.univ-angers.fr/2022/02/24/vagues-du-feminisme/

* EN VENTE À PUBLICO

PAS DE CÔTÉ PARFOIS PAR CHOIX, OU PARFOIS PAS…

LA DÉCHETTERIE SOCIALE ET L'HUMANISME FÉCOND

Nous avons reçu ce témoignage.

Le cul posé à même le sol, j'ai le falzar qui baigne dans l'humidité. Il pleut en ce jour, et le froid me tient éveillée. Mes liens sociaux ont un rapport direct avec l'environnement dans lequel je pais. Je côtoie des êtres de mon milieu, car au moins on ne me considère pas comme une exclue. Entre nous, on sait s'entraider, même si parfois on est affamées. On trouve toujours des histoires à se raconter, des événements à partager, de la chaleur humaine nécessaire, avec laquelle on se sent protégées. Partager, ça, on sait ce que sait, nous qui n'avons pourtant pas grand-chose. Nous sommes gratuites et solidaires.

Chacune d'entre nous a ses problèmes, mais nous n'y pensons pas vraiment. Nous n'émettons pas de jugement social, nous acceptons l'autre dans son entier, comme si autrui fraternel était une compagne de l'entraide. Si nous nous disputons, alors nous nous éloignons, nous nous égarons, et nous sommes encore plus pauvres.

Nous ne sommes pas matérialistes à outrance ; le peu que nous possédons tient dans pas grand-chose. Ce peu est apprécié et nous en partageons volontiers la teneur, car cela améliore nos vies. Nous sommes des êtres en vie, gratuites comme le vent et la pluie, aussi chaleureuses que l'été et aussi généreuses que le printemps. En automne on se mouille beaucoup mais l'esthétique de cette saison nous fait rêver de par la beauté de ses couleurs variées. En hiver, on se les caille, un peu trop souvent, mais sans être hyper-fatalistes, nous ne pouvons pas changer ce genre de chose.

Nous refusons parfois les règles des autres richards ; ceux-là même qui nous tolèrent, si nous nous restons « cachées », loin de leur centre-ville par exemple.

Nous ne sommes pas des bêtes stupides ; certaines d'entre nous ont même fait des études supérieures.

Nous avons changé notre manière de vivre, par choix ou avec brusquerie parfois ; il nous est arrivé d'avoir subi, d'avoir été rejetées, malmenées, éjectées comme les rebuts. Et certains voudraient maintenant nous aider, en nous faisant réintégrer leur pollution spirituelle, leur corruption, leur environnement injuste, inégalitaire, méchant et décadent, leur milieu hostile des « fric-flicflocqués » ? Ah, ça non, non merci ! Nous préférons les laisser se démêler avec leur aberration identitaire !

Nous avons compris leur injustice morale, leur précarité de sur-matérialistes, et leur inégalité sociétale constante. Nous avons été exclues et au final, c'est sûrement notre chance.

Nous n'avons pas accès aux moyens de production technique, ni à la technologie de pointe, puisque dans leur monopole « fricalistien », le régime du tout privé esclavagisme « volontaire » est la règle : - l'endoctrinement de la populace et des cadres associés qui font perdurer cette décadence structurée, où la pensée est médiatiquement dirigée, où les vies sont amoindries et surexploitées, par le régime de l'insalubrité permanente ; - où leur vie est taxée, pillée, sectorisée.

Certains penseront, palabreront pendant des lustres, mais au final, seules celles qui ont fait acte, auront gagné.

On nivelle le progrès social « de bas en haut », et pas l'inverse, si l'on veut espérer progresser et s'ouvrir ensemble.

Encore faut-il ne pas s'estimer supérieur ou se ressentir inférieur. Pas besoin d'être dans ou de faire un régime… quand on est équilibrée, sereine, sérieuse, confiante, en harmonie avec notre conscience. En tous cas, je ne me sens pas inférieure et je ne suis sûrement pas supérieure ; je suis perfectible ; j'aurais pu être présidente, si j'avais été élue ;

Je serai toujours une reine qui règne sur sa vie. Humble comme un trésor gratuit, généreuse comme un cadeau béni.

Nous vivons de la débrouille et pas forcément de la magouille ; beaucoup d'entre nous ont su rester honnêtes et libres, malgré leur précarité matérielle. Quant à la question de l'appétit : pas besoin de maigrir, quand seule la peau nous reste sur les os. Plaisanterie de Clodette mise de côté, nous mangeons quand même suffisamment, sans excès. Le problème vient plutôt de la diversité alimentaire ; nous grignotons trop souvent les mêmes choses et les menus improvisés manquent parfois de variété. Pour autant, cette précarité ne nous obsède pas tant que ça, car nous nous sommes acclimatées à cette condition humaine.

Je n'ai rien à perdre, et j'ai tout à donner. C'est dans notre intérêt.

Leur solidarité sociale nous regarde parfois avec un regard de pitié. « Venez par ici, on vous offrira cela ». « Faites comme cela pour obtenir ceci… »

Leur assistanat nous divertit, mais il ne règle que très rarement des problèmes dans la durée, car il ne faut pas se leurrer, dans la plupart des cas, on reste les exclues, le bas-fond de leur société dite moderne. Aussi, pourquoi perdre notre temps avec leur inefficacité sociale… Autant rester entre nous, les égalitaires fraternelles, les cadeaux gratuits, les Clodettes cordiales. Qui est vraiment pauvre, qui est vraiment riche ? L'accessible cadeau existentiel, le généreux trésor altruiste, l'existence ouverte de la nature mature.

Au moins, on sait qui on est, avec qui on se complaît, et l'on œuvre pour réaliser ce qui nous est réellement indispensable. Pas de superflu, chez les chouettes Clodettes du quartier des beautés. Nous ne cherchons pas à devenir des travailleuses à la routine programmée, nous tenons à notre indépendance, à notre vie en convivialité. Nous ne sommes pas des désespérées, nous avons à exister maintenant, car nous vivons réellement dans l'instant présent. C'est une question de survie, mais aussi une manière de vivre intel-

ligemment, dans l'utile et le concret. Notre volontaire attitude comportementale agit de manière responsable. Penser à l'avenir nous arrive aussi, mais les rêves ne sont pas toujours transposables ; nous sommes dans la réalité présente. Penser au passé, nous rend parfois nostalgiques, mais nos erreurs ont été comprises, on ne nous y reprendra pas.

Rassurez-vous, on s'en sortira sans vous ; la débrouillardise, nous, on la connaît. Notre environnement est aussi le vôtre : nous le partageons volontiers. Notre justice, accepte l'autre comme elle est, et nous acceptons volontiers de pardonner, car selon nous, ainsi, tout est simplifié, unifié, solidifié.

Notre Paix sociale connaît la solidarité et la vraie amitié. On sait partager, on sait promulguer l'amour libertaire. Notre demeure « spatiale » séjourne dans chaque endroit où l'on trouve un minimum de confort, dans chaque environnement qui accepte notre présence. L'existence nous a distribué des cartes spéciales, et au fond, avec de la chaleur humaine, nous sommes contentes de pouvoir être ici, en cette passionnante partie.

Bisous tout doux les petits clodos, et tchao les charlots. Peut-être à bientôt, et n'oubliez pas : malgré mes caries orthographiques* et mes dents entartrées, j'ai un sourire franc et un cœur grand, qui ne demande qu'à partager sa gentillesse et sa générosité ambiante. Aussi, si l'odeur de ce que vous appelez la misère ne dérange pas trop votre estime, venez donc nous fréquenter, faire un brin de causette, et qui sait où nous mènera cette simple attention sociale. Bien à vous.

« Francke Pinon de Pessac »

* Désolé, Francke, j'ai joué au dentiste avant de lire cette phrase… (NDLR)

UN PAS DE CÔTÉ POUR CONSOMMER…

DES AMAP AUX ÉPICERIES ASSOCIATIVES OUVERTES PAR LES CONSOMMATEURS

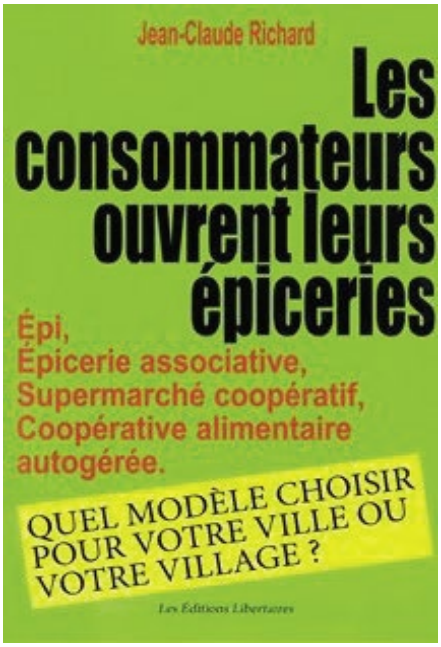
En 2001, la première AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) voyait le jour vers La Seyne-sur-Mer. Il s'agissait alors d'aider les petits agriculteurs à vendre leurs productions, de bien se nourrir et d'éviter quelque peu les officines de la grande distribution. Les agriculteurs se lançant dans le bio étaient ainsi soutenus.

Aujourd'hui, le site internet avenirBIO recense 2389 AMAP sur l'ensemble du territoire. En 2015, se sont réunis à Paris, dans le 18e arrondissement, au local de la Coopérative l'Indépendante, quelques militantes et militants afin d'échanger sur un nouveau modèle de « Coopérative alimentaire ». Une vingtaine de personnes représentaient l'Indépendante, le Gase de Rézé-les-Nantes, Coopali de St-Ma quelques curieux et enfin la Coopérative alimentaire de la Goutte d'Or, située rue Myrha à Paris dans le 18e.

Le propos était de partager des pratiques naissantes qui se caractérisaient par une volonté de proposer des produits bio à bas prix (et très souvent sans aucune marge ajoutée) afin de toucher un large public. Il y était aussi question d'éducation populaire et d'autogestion, via une implication des membres dans toutes les tâches nécessaires au bon fonctionnement de l'épicerie.

« Tout est possible dans un espace autogéré puisque chacun peut lancer une action sans passer par le groupe. »

Parallèlement, dans des villages ou de toutes petites villes, un autre modèle d'épiceries commençait à apparaître. Pour les porteurs, il s'agissait avant toutes choses de remplacer le commerce local défaillant et de créer quelques emplois. Il existait donc une douzaine de boutiques ouvertes par des consommateurs sur l'ensemble du territoire, et le premier Supermarché Coopératif, *La Louve*, n'avait pas encore ouvert ses portes à Paris.



Sept années après, nous décomptons plus de 300 « épiceries » ouvertes par les consommateurs sur le territoire.

Le modèle dominant de par la communication qui a été faite reste bien entendu les « Supermarchés ●●●

UN PAS DE CÔTÉ POUR CONSOMMER...

DES AMAP AUX ÉPICERIES ASSOCIATIVES OUVERTES PAR LES CONSOMMATEURS

●●●

Coopératifs » et plus particulièrement La Louve de Paris. Il n'est pas un organe de la presse nationale qui n'ait parlé de La Louve et des « Supermarchés »[1] implantés dans les mégapoles et autres grandes villes. Ce modèle repose sur le travail bénévole, gratuit et obligatoire des membres trois heures par mois. En contrepartie, ils pourront acheter des produits un peu moins chers que dans les magasins bio classiques. Après, il est quelquefois fait mention d'autogestion mais jamais de façon claire et précise. Cette « autogestion » se limitant toujours à une approche démocratique. Les membres sont consultés pour voter pour ou contre un projet mais ils ne sont jamais en mesure d'agir de façon autonome et responsable.

Il est aussi intéressant de remarquer que ces expérimentations se sont toujours faites dans le cadre entrepreneurial. Les Supermarchés Coopératifs sont de grosses machines nécessitant des savoir-faire professionnels (juristes, salarié-e-s, experts-comptables, négociations d'achats, techniciens de l'informatique, experts financiers et j'en passe...) et de lourds investissements financiers. Une complexité qui laissera de côté les membres coopérateurs dont l'activité se limitera alors à voter une fois par an à l'occasion de l'assemblée générale.

Quinze « Supermarchés Coopératifs » sont implantés dans des villes de plus de 200 000 habitants et vingt-six dans des villes plus petites. Cela dit, il faut relativiser le phénomène. Seuls quatre « Supermarchés » atteignent les 400 m²[2] et cinq dépassent le million d'euros de chiffre d'affaires. Les soi-disant « Supermarchés » sont en réalité des épiceries à peine plus grandes que l'épicerie de votre coin de rue !

« La même volonté de faire travailler les producteurs locaux afin de permettre le développement d'une agriculture de proximité. »

Par contre, ce que l'on constate, c'est que ce modèle avec marge ajoutée de 20 à 23 % sur les produits et des salariés plus ou moins nombreux à rémunérer peine à trouver son équilibre d'exploitation. La difficulté est d'atteindre et maintenir un volant de coopérateurs bénévolement actifs suffisant pour couvrir tous les frais de fonctionnement.[3]

Dans les villages et villes moyennes se développent des épiceries associatives portées par les consommateurs. Elles étaient 189 en mai 2022. La plus grande partie est installée dans les villages et petites villes.[4] Si environ un tiers cherche à remplacer le commerce fermé avec de larges amplitudes d'ouverture, des marges ajoutées de 30 à 35 % et des salarié-e-s mal payé-e-s, les deux tiers restants proposent des prix bas et une implication forte des habitants dans un cadre d'éducation populaire.

Ces deux approches expriment la même volonté de faire travailler les producteurs locaux afin de permettre le développement d'une agriculture de proximité.

Au-delà des mégapoles et villages et petites villes, il se développe dans les grandes villes des Coopératives alimentaires ou des épiceries associatives. Ces deux modèles juridiques comme pour les villages s'orientent soit vers des prix élevés et la présence de salarié-e-s mal payés, soit vers des prix bas et une forte pratique d'éducation populaire.

Le modèle autogéré.

Indépendamment du lieu, de la forme juridique et de la dimension, se met en place ici et là, dans le chemin ouvert par les DIONY COOP de St-Denis, une organisation basée sur l'autogestion. Une vision de l'autogestion qui ne se limite pas au droit de vote mais qui rend les consommateurs actifs dans le fonctionnement de l'organisation. Il s'agit dans ce nouveau modèle autogestionnaire de laisser la liberté, l'expérimentation, l'initiative aux membres du collectif et ceci de façon individuelle. Plutôt que d'avoir recours à des commissions, tables rondes, bureau, assemblée générale qui décideront « collectivement », la responsabilité individuelle ou de groupe est laissée aux membres afin que ces derniers puissent imaginer et mettre en place des fonctionnements correspondants à leurs rêves. A titre d'exemples, une liberté dans la commande des produits, dans l'ouverture des portes, dans l'organisation des achats et des réceptions. Toutes ces actions se faisant dans le respect des différences et la simplicité, deux principes nécessaires afin de permettre l'implication d'un maximum des membres.

Tout est possible dans un espace autogéré puisque chacun peut lancer une action sans passer par le groupe ou par quelques personnes qui auraient le pouvoir de décider de la pertinence ou non de l'initiative. Seuls les membres, en participant ou non à l'initiative lancée, lui donneront du sens et de la valeur.

L'autogestion, c'est la responsabilité et la simplicité à la base.

Jean-Claude Richard
Groupe Henry Poulaille de St-Denis,

JEAN-CLAUDE RICHARD
Les consommateurs ouvrent leurs épiceries
Éditions libertaires. 152 pages. 13 €,
en vente à la librairie Publico.

1 - « Supermarché » est entre guillemets dans la mesure où les 400m² nécessaires pour avoir le label Supermarché sont rarement atteints par les épiceries ouvertes dans les mégapoles et autres grandes villes.
2 - 400m² est la surface nécessaire pour bénéficier de l'appellation officielle : Supermarché
3 - Suivant Tom Boothe, initiateur de La Louve, il faut avoir plusieurs milliers de membres pour qu'un supermarché coopératif puisse bien fonctionner.
4 - 83 sont implantées dans des villages de moins de 1 000 habitants et les 62 suivantes dans des petites villes de moins de 5 000 habitants.

UN PAS DE CÔTÉ, MAIS DU MAUVAIS CÔTÉ…

BACK TO THE FACTORY.

Près de 20 ans que je n'avais pas remis les pieds dans une usine. Au-delà de la rudesse du travail à la chaîne qui met à mal les corps comme les esprits ou de l'aberration écologique du mode de production industrielle qui gaspille une quantité d'eau et d'énergie incommensurable pour fabriquer des produits qui n'ont franchement rien d'essentiel, j'ai surtout découvert une évolution des mentalités et des comportements. Je me garderai bien de faire d'un cas une généralité mais il semble tout de même que nous soyons sur une certaine tendance : les ouvriers, c'est plus ce que c'était !

Embauché au rang le plus bas qui puisse exister au sein de l'usine, celui des intérimaires, je me suis retrouvé confronté à un monde que je ne reconnaissais plus, loin des récits documentaires qui mettent en valeur le travail laborieux de celles et ceux qui ont notamment forgé l'acier rouge avec leurs mains d'or et qui tenaient les barricades, ou du moins les piquets de grève, jusqu'à obtenir satisfaction de leurs revendications.

Que sont mes camarades devenus ?

Aujourd'hui, le véritable individualisme est de mise, il n'existe plus que de la solidarité de circonstance, selon son appartenance et son allégeance à un clan ou à un autre. Et cela mène nécessairement à de la compétition entre les individus. Un véritable concours stakhanoviste dont l'objectif primaire, et primitif, consiste à dénoncer les « tire-au-flanc », du moins celles et ceux qui sont considérés comme tels par une poignée « d'anciens »… qui ne rechignent pourtant jamais sur une pause. Et si jamais le soi-disant « feignant » a le malheur d'être étranger ou simplement d'origine étrangère, c'est alors un déferlement de haine.

C'est peut-être ça qui m'a le plus choqué lorsque je suis arrivé, c'est ce racisme ambiant, totalement décomplexé et tous azimuts. Je pensais, naïvement, que ce n'était l'apanage que de quelques mâles blancs de plus de 50 ans et j'ai très rapidement déchanté. Cela concerne tout le monde, quel que soit le sexe, l'âge et même son origine géographique. Tout le monde est potentiellement l'ennemi de tout le monde, et l'ambiance est en permanence à la suspicion, la jalousie, le dénigrement. Autant vous dire que je ne faisais pas de rab lors de mes pauses, non pas parce que je craignais que l'on me dénonce à la police du travail et de la productivité mais plutôt parce que les discussions me saoulaient de plus en plus et que je me retenais pour ne pas leur balancer une chaise dans la tronche. Je vous passe le reste en ce qui concerne les blagues sexistes ou homophobes, vous imaginez bien que l'usine est une ambiance viriliste, même pour celles et ceux qui ne le sont pas.

J'ai craqué au bout de trois semaines. J'étais lessivé, totalement rincé. 47 heures par semaine, en se levant à 4h tous les matins, mais quel esprit et quel corps peuvent réellement le supporter au final ?

La machine à cabosser

La plupart te disent que c'est le métier qui rentre mais, en fait, tu t'aperçois très vite que tout le monde tient grâce à la picole, la cigarette — qu'elle soit électronique ou pas et qu'elle fasse rire ou non — ou encore la bouffe, « mal » de préférence.

C'est un véritable carnage et tout le monde fait semblant de l'accepter. Moi, je n'ai pas pu. Je conseille néanmoins aux étudiant·e·s en sociologie, voire même en psychologie et philosophie, de réaliser le même type d'expérience durant un été. Il y a de quoi écrire une thèse ou quelques bouquins sur le sujet et ça permettrait de nous apporter quelques analyses éclairantes et salutaires.

Au final, je me demande à quel moment nous avons pu perdre la classe ouvrière ? Ou plutôt, comment nous avons pu, collectivement, abandonner le terrain aux patrons, les laissant faire de leurs usines des zones toxiques où règne la loi du plus fort ou du plus con. La solidarité peut certainement se retrouver à d'autres endroits, dans d'autres usines mais, en tous cas, je ne l'ai pas vue par ici.

Henri
Individuel - Bretagne)

UN PAS DE CÔTÉ POUR ÉVITER UNE VIEILLE SUPERSTITION...

CON COMME LA LUNE

Les superstitions sont partout, elles participent insidieusement à une pollution mentale, en mettant la raison en sommeil et en éduquant les cerveaux à la croyance. La liste est très longue, il y en a de toutes sortes, plus ou moins farfelues, plus ou moins anciennes et plus ou moins imprégnées dans les esprits.

PHOTO ANJA

De nos jours, certain·e.s continuent à craindre les chats noirs (et je ne parle pas de la CNT), d'autres jouent au loto spécifiquement les vendredis 13, quand d'autres jettent des pièces dans les fontaines en faisant un vœu. Mais de toutes ces croyances, il en est une en particulier qui est très répandue et que je trouve insupportable (disons, encore plus que les autres), je veux parler de la pleine Lune. Insupportable car, pour la plupart des gens, il ne s'agit justement pas d'une croyance mais de faits réels, malgré le fait qu'ils ne reposent sur absolument aucun fondement scientifique. Cette pleine Lune aurait différents effets sur l'être humain et la nature.

Elle accélérerait la pousse des plantes et des cheveux, exciterait les « fous », déclencherait les menstruations et les accouchements, augmenterait le nombre de suicides, provoquerait des insomnies... Sans parler des cumulards dans la connerie qui rechargent leurs « pierres d'énergie » les nuits de pleine Lune.

La Lune fait marées

A l'heure actuelle, les scientifiques ne reconnaissent qu'un seul effet de la Lune sur terre, (je dis bien la Lune et non la pleine Lune), conjugué au Soleil et à la rotation de la terre elle-même, il s'agit des marées. La Lune tourne autour de la terre en s'approchant et en s'éloignant alternativement de sa surface. La force d'attraction gravitationnelle agit de telle sorte que lorsque la Lune s'approche, l'eau des océans est attirée et le niveau des eaux monte et lorsqu'elle s'éloigne, l'attirance s'estompe et le niveau baisse, et ce avec plus ou moins d'intensité en fonction de la position de la Lune et du Soleil par rapport à l'axe de la terre. Pour faire simple, ce cycle est d'environ 12 heures. Si la Lune devait avoir un effet similaire sur l'être humain, et ce, de façon cyclique, cela se ferait parallèlement aux cycles des marées, et a priori je n'ai pas encore entendu dire qu'il y avait des poussées d'insomnie toutes les douze heures.

Mais soyons précis, cette croyance évoque très clairement une Lune pleine, les quarts ou les demi-Lunes semblent n'intéresser personne. Qu'est-ce qu'une Lune pleine ? Nous voyons toujours la même face de la Lune, la face visible, qui est éclairée par le Soleil, la face cachée étant celle toujours dans l'ombre. La pleine Lune correspond au moment où la terre se situe entre le Soleil et la Lune ce qui nous permet de voir entièrement sa face visible. Et quand ce n'est pas la pleine Lune, il s'agit des étapes dans la rotation de la Lune autour de la terre durant lesquelles nous pouvons voir plus ou moins sa face visible - quand on ne la voit plus, c'est qu'elle est entre la terre et le Soleil et c'est la nouvelle Lune - jusqu'au moment où nous la voyons dans sa globalité, cela s'appelle la pleine Lune, cette dernière se trouve alors exactement entre le Soleil et la terre. Tout le monde est d'accord avec ça, sauf peut-être les platistes. Alors pourquoi les gens s'obstinent à prêter des pouvoirs à la Lune sous prétexte que l'on voit entièrement sa face visible éclairée par le Soleil ! Sa face toujours dans l'ombre n'aurait donc aucun pouvoir ? Ça n'a aucun sens.... Car on est bien d'accord que la Lune est toujours à sa place, plus ou moins à l'ombre donc plus ou moins visible, mais elle est toujours entièrement là ! Par déduction, on pourrait rétorquer que ce sont les rayons du Soleil qui se réfléchissent à la surface de la Lune qui auraient ce pouvoir. Et que se passe-t-il alors tous les jours en plein Soleil ? Rien.

Pour ce qui est des accouchements, peut-être l'élément le plus tenace de cette croyance, plusieurs études ont tout de même été menées afin de comparer le nombre de naissances et le calendrier lunaire sur plusieurs années, et contrairement à ce que même le personnel soignant pourrait penser et dire, la conclusion a été à chaque fois une absence totale de corrélation entre les pics de naissance et les nuits de pleine Lune.

A contrario, aller au cinéma voir un type se transformer en loup-garou, lire une BD remplie de farfadets et de lutins, raconter une histoire de dragons ou de mondes parallèles au centre de la terre ou dans le cosmos, oui ! Développons notre imagination, notre inventivité et notre poésie. Vive l'imaginaire et à bas les croyances !

Julien Ory

J'AI ESSAYÉ DE LIRE LA BIBLE

Vous avez déjà essayé de lire la Bible ?

Je m'y étais toujours refusé me disant qu'il y avait une quantité immense de livres bien plus intéressants à découvrir avant celui-ci. Pourtant on me faisait régulièrement remarquer que, pour critiquer un sujet, il fallait le connaître. Et je critiquais beaucoup.

J' ai toujours ressenti un profond rejet pour la religion, ses pratiques, sa hiérarchie, son pouvoir et surtout son histoire. Il me semblait donc qu'il n'y avait pas besoin de lire la *Bible* pour connaître l'histoire de la religion du livre et ses innombrables atrocités commises dans le monde depuis des centaines d'années. C'est également par conviction que je rejetais cette lecture comme j'ai toujours refusé de mettre les pieds dans une église en activité.

Étant resté longtemps sur ma position, j'ai continué d'entendre, ici et là, qu'il s'agissait du plus beau livre, le plus important, du plus grand livre d'aventure. Que ce livre ait eu une influence énorme sur une bonne partie de l'humanité, c'est indéniable, c'est bien ça le problème. Pour le reste je ne savais pas. La curiosité ayant pris le dessus, je me suis décidé à acheter ce fichu bouquin (d'occasion à 1 euro, il ne faut pas déconner), l'*Ancien* et le *Nouveau testament*, plus de 2 000 pages et je m'y suis mis.

La petite boutique des horreurs

Pour être honnête, je n'ai lu que l'*Ancien testament* et il faut bien l'admettre, c'est d'un ennui sans nom. C'est long, c'est plat et c'est redondant. Au début, on peut encore se raccrocher à des thèmes connus, Adam et Eve, l'Arche de Noé, Moïse, etc. mais même là, le style d'écriture est indigeste, chaque page tournée étant une souffrance. Voici pour la forme. Pour le fond, là on n'est pas déçu. On y retrouve très clairement les fondements des valeurs et des principes les plus dégueulasses : la

IMAGE DE IFORCE

servilité absolue, la jalousie, la vengeance, la violence avec un nombre incalculable de morts, le pouvoir de domination de l'homme sur les animaux et sur la nature, le sexisme et la misogynie, l'autorité de l'homme sur la femme, femme qui est, soit inexistante, soit un objet (souvent sale), soit le mal incarné…

Je passe sur les fantasmagories hallucinantes et j'en viens à ce dieu "Yahvé". Il crée le monde et tout ce qui y vit, s'amuse à manipuler tout ça avec une grande perversité. On peut dire qu'il s'amuse. Il est d'une méchanceté et d'une cruauté incroyable, faisant mourir ou assassiner à tour de bras. Tout en étant, complètement mégalo, en permanence en train de réclamer à être idolâtré avec sacrifices et punitions à la clé.

Fais-moi mal, Yahvé, Yahvé, Yahvé !

Exemple significatif, bien connu, les dix plaies d'Égypte : Yahvé épaule Moïse dans sa quête auprès du pharaon à qui il demande de libérer le peuple juif et de le laisser quitter l'Égypte pour partir dans le désert. Celui-ci refuse systématiquement malgré les catastrophes que déclenche Yahvé en représailles. Successivement l'eau changée en sang, les invasions de grenouilles, de moustiques et de taons, la mort de tout le bétail. Après l'épidémie de pustules, la grêle, l'invasion de sauterelles et l'extinction du soleil durant trois jours, le pharaon commence à flancher et serait en position d'abdiquer mais à chaque fois, Yahvé "endurcit son cœur" afin qu'il rejette à nouveau la demande de Moïse. C'est seulement après la dixième plaie, lorsque ce dieu (qui n'est qu'amour) a fait mourir tous les nouveaux nés que le pharaon cède et accepte de les laisser partir. Ce serait trop facile, Yahvé décide alors d'endurcir à nouveau le cœur du pharaon afin qu'il revienne sur sa décision et lance son armée à leur poursuite…

Le bon sens nous fait alors nous demander pourquoi ce dieu, s'il a le pouvoir d'intervenir dans la conscience du pharaon et de le faire changer d'avis, ne fait-il pas en sorte que ce dernier soit tout de suite d'accord pour libérer ce peuple plutôt que de faire endurer autant d'horreurs et de souffrance aux Égyptiens ? Pourquoi a-t-il laissé le peuple juif être un peuple d'esclaves ?

Je me suis posé ces questions tout au long de la lecture, pour finalement, une fois de plus, me demander comment pouvait-on croire en ces récits et aimer ce dieu antipathique.

Et ce qui m'est rapidement venu à l'esprit, c'est la citation de Bakounine (notre camarade vitamine) : "*Amoureux et jaloux de la liberté humaine, et la considérant comme la condition absolue de tout ce que nous adorons et respectons dans l'humanité, je retourne la phrase de Voltaire et je dis : Si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître.*"

On est déjà d'accord avec lui pour ce qui est du concept même de dieu qui représente l'autorité suprême, mais là c'est tellement criant de vérité. Effectivement, si un tel dieu existait, ayant connaissance de son caractère et de ses agissements, il faudrait le détester, se soulever et lutter à mort contre ce monstre autoritaire et meurtrier.

Cela étant dit, il faut maintenant que je me fasse violence et que je me lance dans la lecture du *Nouveau testament*.

Julien Ory

Jeanne Humbert

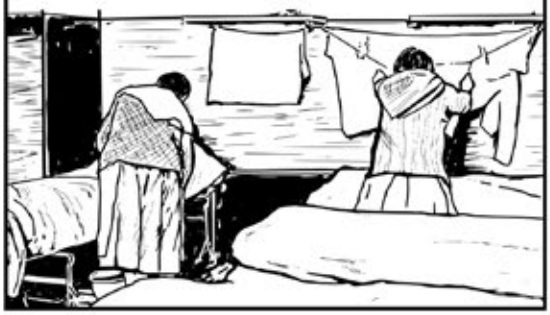
« Abolissez la pauvreté et vous pourrez démolir les prisons. »

Texte : MLT & Dessins : OLT

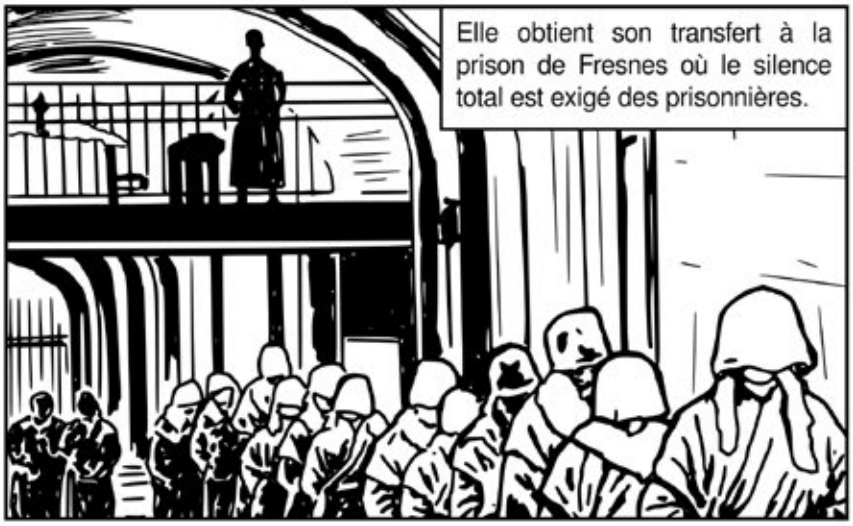
En application de la loi du 31 juillet 1920, réprimant la propagande anticonceptionnelle, Jeanne et Émile Humbert seront condamnés à 2 ans de prison et 3 000 francs d'amende le 5 novembre 1921.

Jeanne est incarcérée à la prison pour femmes de Saint-Lazare à Paris dont les « Sœurs des prisons » surveillent les services intérieurs. Le son métallique des clefs sur le crucifix est orchestré par le directeur.

Jeanne va découvrir *« l'immonde promiscuité et la vermine des dortoirs et la repoussante saleté des ateliers et des cellules ».*



Les condamnées sont exploitées au travail, procurant *« de fructueux bénéfices à l'administration civile de la prison et à la communauté, car les salaires que l'on accorde aux ouvrières sont dérisoires ».*



Elle obtient son transfert à la prison de Fresnes où le silence total est exigé des prisonnières.

« Pour être libérée quelques mois plus tôt. J'allais payer cher chaque heure de liberté supplémentaire! » Sa libération conditionnelle est effective le 14 octobre 1922.

« Après la prison, ça laisse des séquelles. Ruine totale, payer les amendes… Avec l'arrêt de tout. Il a fallu gagner sa vie... ». Jeanne Humbert écrit nombre d'articles et d'ouvrages. Ses livres *Le Pourrissoir* (1932), *Sous la Cagoule* (1933), paraîtront sous forme de feuilletons dans *Police Magazine*. Jeanne Humbert y témoigne de ses mois d'internement, pour ses idées, dans les prisons pour femmes de Saint-Lazare et de Fresnes: *« Je n'ai fait qu'apprendre aux pauvres les procédés qu'emploient les riches pour limiter leur progéniture ». Police Magazine* est disponible gratuitement en PDF sur le site du Musée numérique Criminocorpus à cette adresse:

https://criminocorpus.org/fr/recherche/?q=jeanne+humbert

ENCYCLO Ⓐ

Pour ne pas commencer l'année en roue libre

L'année 2022 se termine avec deux nouvelles livraisons pour l'encyclopédie anarchiste électronique.

Tout d'abord une reprise d'un article de la vieille encyclopédie papier qui méritait une large refonte et quelques précisions. Il s'agit d'une nouvelle mouture concernant l'espéranto. Nous la devons à deux espérantistes Guy Cavalier qui anime *Radio Esperanto* sur Radio libertaire et Frank Mintz.

Ĉu vi komprenas Esperanton ?

L'article commence par un long développement sur la langue parlée en général avant d'en arriver à cette langue qui se voulut universelle : *l'espéranto dont on doit l'invention à Ludwig Zamenhof* « passionné par la création d'une langue artificielle véritablement simple *». Un élan d'enthousiasme* [...] *accompagna le lancement de l'espéranto à partir de 1887. Et en 1905 un congrès international tenu en espéranto à Boulogne-sur-Mer réunit presque 700 délégués de 20 pays et rédigea une déclaration claire en cinq points en espéranto, encore valables, pour réfuter des «* idées très fausses sur l'espérantisme *». En voici l'article 1 : «* L'espérantisme consiste à s'efforcer de propager dans le monde entier l'usage de la langue humaine neutre qui, « *sans s'ingérer dans la vie intérieure des peuples et sans aucune visée d'exclure la langue nationale existante »,* donnerait aux hommes de nations différentes la possibilité de se comprendre [...] » Beau projet à l'évidence que certains libertaires adoptèrent très vite pour faciliter la diffusion de **l'idée et des pratiques anarchistes.** D'autres n'en furent pas convaincus.

L'article relate aussi les débats autour de cette « nouvelle » langue dans l'intérêt du développement du mouvement ouvrier. Il se conclut : « *Évidemment, l'espéranto, lors de rencontres internationales, permettrait que des compagnons de langues diverses puissent aussi intervenir, présenter et défendre leurs idées, librement et sans intermédiaire !* » On en reparle lors des rencontres anarchistes de Saint-Imier l'été 2023.

Lorsque Solidarnosc

L'autre nouveauté signée Serge Aumeunier est consacrée à un moment crucial dans la lutte des ouvriers polonais contre la dictature marxiste-léniniste, à savoir *Solidarnosc*. L'auteur y relate avec précisions les étapes et s'attarde largement sur les espoirs mais aussi les désillusions de ceux qui participèrent là-bas à ce mouvement et qui le soutinrent ici. Durant cette contestation radicale en 1980-1981 *« La démocratie ouvrière est partout présente : délégués élus par secteur ou atelier, contrôlés et révocables (plus de 20 % seront remplacés), suivi des réunions avec la direction (radio de l'entreprise ou cassettes enregistrées) et des réunions syndicales à tous niveaux* ». L'autogestion est en

chantier, les mots d'ordre en témoignent : « Tout le pouvoir dans les entreprises aux mains des conseils de travailleurs *», « Tout le pouvoir économique aux conseils ».* La deuxième partie du Congrès (26 septembre – 7 octobre) adopte un « *programme pour une République autogérée* (« Rzeczspospolita samorzadna ») *modifiant totalement la vie économique et politique, notamment la mise en pratique généralisée de l'autogestion* ». Mais l'espoir prendra fin. Lech Walesa, sa clique et son Église en furent largement responsables. En effet, comme le conclut l'auteur : « *La révolution n'a pas eu lieu : l'État, l'Église et les tenants du capitalisme d'État et du capitalisme libéral dans le monde* [en furent] *soulagés*. »

Au cours de cette année passée l'Encyclopédie a accueilli différents articles. Celui de Gwenolé Kerdivel inaugurait une série portant sur l'archéologie et la préhistoire. René Berthier nous a confié un texte abordant la question de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire. Enfin dans la partie *Thèses et Mémoires* le lecteur intéressé par le mouvement anarchiste dans la région de Bordeaux pourra trouver de quoi le satisfaire en ouvrant le dossier « *Les anarchistes bordelais des origines à 1968* ».

La diversité des sujets traités dans cette encyclopédie anarchiste en ligne devrait inciter nombre de nos amis, lecteurs et compagnes et compagnons anarchistes à ce projet d'ouvrir des perspectives libertaires dans un monde qui se replie sur lui-même.

Hugues Lenoir, Pierre Sommermeyer

Pour lire la suite :
www.encyclopedie-anarchiste.xyz
Pour contribuer :
contact@.encyclopedie-anarchiste.xyz

L'ÉCOLE LIBERTAIRE BONAVENTURE

1993-2001

Vendredi 27 janvier 2023, à 18 heures.

Librairie de la Libre Pensée,
10/12 rue des fossés St Jacques, 75005, Paris.

Samedi 28 janvier 2023, à 19 heures.

Librairie l'Etoile Noire,
5 rue Saint Jean, 02000 LAON.

Dimanche 29 janvier 2023, à 16 heures.

Librairie Publico de la fA,
145 rue Amelot, 75011, Paris

L'école libertaire BONAVENTURE (1993-2001) est une expérience pédagogique et éducative étonnante à plus d'un titre. École, centre éducatif, RÉPUBLIQUE éducative, Bonaventure était tout à la fois libertaire, laïque, révolutionnaire et... GRATUITE.

Les éditions libertaires viennent de publier un livre qui raconte l'histoire de BONAVENTURE.

Thyde Rosell qui a enseigné à Bonaventure pendant deux ans se fera un plaisir de répondre à toutes vos questions et demandes d'informations.

La poésie contemporaine ne rampe plus

« Les écrivains qui ont recours à leurs doigts pour savoir s´ils ont leur compte de pieds ne sont pas des poètes, ce sont des dactylographes. »

Léo Ferré, (*Préface*)

Si notre Léo national (il est mort un 14 juillet) avait rencontré la poésie de notre compagnon Guy Pique, il n'aurait certainement pas rangé ce dernier dans la catégorie tant décriée de dactylographe. Ce qui ne veut pas dire pour autant que Guy est adepte de l'écriture automatique.

Ses poèmes sont la preuve d'une véritable exploration, où, loin des sentiers balisés, en *terra incognita*, il explore la sémantique, il traque le terme juste, une quête semblable à celle du musicien poursuivant la note bleue, il casse les codes, repoussant les limites lexicales, tordant le sens des mots, pour en extirper la substantifique moelle. On est ici dans le détournement de sens des mots (mais pas comme celui décrié par Orwell), le pétrissage de la matière littéraire, le malaxage du vocabulaire et de la syntaxe.

Cette recherche perpétuelle comme le mouvement du même adjectif, ne peut évidemment jamais aboutir définitivement, et c'est tant mieux, mais elle permet, de temps en temps, de faire paraître (et c'est heureux) des livres comme celui de notre compagnon, qui, en ces périodes troublées (et c'est rien de l'écrire), nous apportent un peu de ce que d'aucuns auraient appelé un supplément d'âme.

Ce dernier, loin s'en faut, n'empêche pas les interrogations et les questionnements. On est loin du cliché « d'un peu de poésie dans ce monde de brutes », on est loin de la mièvrerie, du bucolique, des petites fleurs et des petits oiseaux, ni non plus dans l'image d'Épinal du poète tourmenté et maudit qui déclame ses lamentations en se frappant le cœur.

Ne vous indignez pas si, dans ce recueil, la langue est torturée, c'est pour la bonne cause (poétique) ! S'il faut se mettre en colère, c'est dans le monde réel et c'est bien parce qu'il est peuplé de bourreaux.

Une sorte de broyage
Sans bruit
Sans douleur
Comme une pâte
Innocente
qui se survit
Ne lui tolère
Qu'un peu de couleur
Aux os
Un peu de masticage
Pour la survie
Du système
La pression
Sur les côtes
Se veut incontournable
Sociétale
La rançon
Des laissés-pour-vivre

Éric
Groupe de Rouen

GUY PIQUE
Grand ciment vacant
Éditions du Cygne, 64 p., 10 €

Guy Pique anime depuis deux ans le blog http://poeguy.centerblog.net/ alliant la poésie contemporaine et celle reculée historiquement.

Une fois de plus, lisons intelligent

Pour entamer cette nouvelle année, quoi de mieux qu'un peu de lecture passionnante ? Comme par exemple, le nouvel ouvrage de Serge Legrand-Vall, *Un oubli sans nom*. L'auteur nous avait déjà régalé avec son livre précédent, *Reconquista,* dans lequel il retraçait la période historique de la Guerre d'Espagne et de l'exil en France des antifascistes fuyant la dictature franquiste. Cette fois-ci, il nous transporte dans la France des années 70 en suivant son héroïne, Suzanne, dont les pas vont nous conduire de la Normandie à l'Île de Formentera en passant par une communauté libertaire des Pyrénées-Orientales.

Comme dit la 4ème de couverture : *« Un roman émouvant sur la quête familiale, qui nous immerge dans l'ivresse des années 70, la libération sexuelle et les utopies communautaires. Mais aussi dans le silence de plomb qui entrave encore l'Espagne, crispée sur d'inavouables secrets après 40 ans de dictature »*.

Au fil de ses rencontres, Suzanne va remonter le temps (et nous avec), découvrir son passé, ses origines…

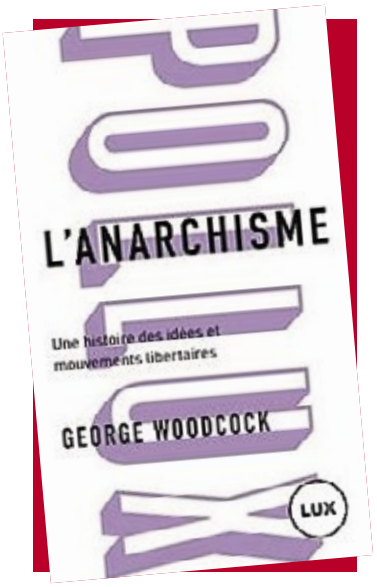
Comme dans les précédents romans de Serge Legrand-Vall (*La rive sombre de l'Èbre*, *Reconquista*), *« Un oubli sans nom »* évoque la guerre civile espagnole. Écriture vive, prenante, ne pouvant que passionner. Livre à se procurer urgemment.

Cerise sur le gâteau, Serge Legrand-Vall viendra le présenter jeudi 26 janvier à 19 h 00 à Publico. S'il ne vous est pas possible d'y être ce jour-là, vous pouvez évidemment déjà commander ce livre à la librairie Publico, 145 rue Amelot – 75011 Paris.

Vous ne regretterez pas le voyage.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

SERGE LEGRAND-VALL
Un oubli sans nom
Éditions in8, prix 20 €.



GEORGE WOODCOCK
L'Anarchisme
une histoire des idées et mouvements anarchistes
Lux, Québec, 2022 ; 555 pages à un prix abordable (12 €), à la police un peu petite mais toujours d'actualité malgré quelques lacunes dues au temps de l'écriture.
disponible à Publico.

Anarkhia

L'*anarchisme*, tel est simplement le titre de ce classique, inédit jusqu'alors en français, de George Woodcock (1912-1995) écrit dans les années 1960 et mis à jour et augmenté en 1989. L'auteur fut militant à *Freedom* dans les années 1940 et connaît fort bien l'histoire du mouvement libertaire international et les idées tant de ses précurseurs, comme les Anglais Winstanley ou Godwin, les Français Roux et Varlet que de ses grands théoriciens et militants.

Après avoir brossé ce qu'il appelle la généalogie de l'anarchisme (ses origines multiséculaires), l'auteur, dans une première partie égrène d'intéressants chapitres sur quelques figures de proue de l'anarchisme, de Godwin qui pour lui « préfigure tout l'anarchisme du XIXe siècle » en passant par Stirner, Proudhon, Bakounine, Kropotkine et Tolstoï. Dans une seconde partie, il évoque l'importance de la dimension internationale de l'anarchisme, de ses prémices avec Proudhon, la 1ère Internationale de 1864, la deuxième AIT de 1922, le congrès de Carrare en 1968 ou encore la rencontre internationale de Venise en 1984. Suit un panorama de l'anarchisme en France des années 1840 à 1968 puis de l'Italie et de l'Espagne (le plus discutable) à la même période, de la Russie jusqu'en 1921 puis l'écrasement de la Makhnovchtchina par les bolchevicks. Un dernier chapitre un peu fourre-tout est consacré rapidement à d'autres contrées. Il contient néanmoins quelques pages bien documentées sur l'anarchisme en Grande-Bretagne.

Dans l'épilogue de l'ouvrage, Woodcock pose une double question qui nous concerne encore : « *Pourquoi l'anarchisme classique* [...] *créé par Bakounine* [...] *s'est-il effondré au début de XXe siècle. Pourquoi et comment l'idée anarchiste* [...] *a-t-elle survécu et est-elle réapparue* [...] *dans la seconde moitié du XXe siècle ?* » Les réponses, pour moi insatisfaisantes, n'appartiennent qu'à l'auteur et mériteraient un débat et une analyse approfondis afin de relancer notre mouvement au XXIe siècle.

Malgré mes quelques désaccords en lien avec les analyses un peu vieillies de l'auteur, ce livre teinté d'une grande érudition a donné vie à un fort volume aussi marquant et essentiel comme le fut *l'anthologie de l'anarchisme. Ni dieu ni maître* de Daniel Guérin en 1976 aux Éditions Maspero.

Hugues
Groupe Commune de Paris

Brasero.
Revue de contre histoire n°2.
L'échappée 22 € 192 p.

Une revue sur le gril

Le nouveau volume de *Brasero* allume quelques beaux contre-feux historiques qui ne déçoivent pas dans la continuité du premier numéro. La revue se caractérise par son éclectisme. Les thèmes proposés sont souvent passionnants. Les signatures, régulièrement croisées dans la mouvance libertaire.

Brasero c'est donc une autre Histoire. Elle passe par des articles sur l'enfance fugueuse et parfois abandonnée dans la littérature de la IIIe République naissante. Ces enfants représentent à la fois une forme de refus de l'ordre social mais aussi pour les pouvoirs publics une inquiétude croissante. On croise également des brigands portugais dont Charles Reeve montre qu'ils ont constitué une menace pour l'ordre social.

Quelques articles rappellent une constante de la culture libertaire : la passion pour la liberté et la détestation des révolutionnaires autoritaires.

Patrick Margolini peut faire sourire lorsqu'il retrace la naissance des partisans de la télépathie comme une tendance du « communisme », l'anecdotique n'en est pas moins révélateur.

Si le mouvement libertaire a depuis très tôt dénoncé le régime soviétique, Charles Jacquier vient utilement rappeler que ce n'était pas le cas de tous. Les années 1970 ont constitué un apogée dans l'anti-totalitarisme avec des initiatives précises pour venir en aide aux dissidents de Prague à Moscou en passant par Varsovie. On peut aussi noter sur ce thème un joli coup de griffe sur la culture graphique des trotskistes entre les deux guerres dans lequel on retrouve une continuité et une similitude avec le frère ennemi stalinien : le culte du chef et l'apologie de la violence militaire.

Mais *Brasero* s'est aussi une lecture culturelle de l'Histoire dans laquelle les révoltes et insurrections se donnent la main. Ainsi, il est possible de retrouver les communautés rurales de Wandervogel, ces regroupements de jeunes cherchant à vivre en contre – et qui seront par la suite récupérés par le Troisième Reich – à la grève générale belge de 1960 en passant par un entretien avec notre entarteur international : Le Gloupier (Noël Godin) qui en profite pour revenir sur son rapport à l'anarchisme.

Sans oublier de belles pages sur la littérature ouvrière des faubourgs, les éditeurs disparus, la chanson ou le spectacle.

En un mot, lisez *Brasero*, dont les articles sont en outre remarquablement illustrés et mis en pages.

Sylvain Boulouque

Qui c'est celui-là ?

Drôle d'objet que nous propose les Éditions Bouclard. Drôle d'objet sur un drôle de personnage…

Album, c'est le nom de l'objet : trois fasciCULes enrobés dans une feuille genre « papier calque ». Emballage sobre appellant à la découverte. Les trois fasciCULes proposent une variation autour d'un drôle de personnage, Fabien Loris.

Une *biographie* avec en 4e de couverture « *Comme il croque, il taillade, il incise. Il réassortit.* ». Nous la devons à Patrice Allain, maître de conférences à l'université de Nantes, auteur de livres sur le surréalisme. Patrice Allain nous décrit un touche-à-tout voyageur révolté par ce qu'il a vu du colonialisme, graphiste, photographe, tourmenteur de clichés qu'il « *croque, il taillade, il incise. Il réassortit* ».

C'est un homme épris de liberté, anar qui ne pouvait que croiser Prévert. Patrice Allain nous raconte alors la rencontre de Loris et d'une « *équipée d'agités du bocal regroupée autour de Jake. Le groupe Octobre vient juste de se constituer.* » Au contact de cette bande d'agitateurs, « *Loris vécut avec passion les vicissitudes d'un groupe théâtral révolutionnaire quelque temps avant le grand carnage de 39-45* », écrit Patrice Allain reprenant Michel Fauré[1].

Dans cette biographie, une grande place est laissée à l'art : art photographique, graphique. Cette biographie est une visite guidée, et non guindée, une invite à ouvrir le deuxième fasciCULe, *Album*…

Conçu durant les années 30, cet hapax – exemplaire unique jamais reproduit et publié – appartient à Patrice Allain qui l'a proposé aux Éditions Bouclard.

Des collages surréalistes. Des photos montages Tiens, un portrait de Michèle Morgan… « *C'est toujours avec une délectation quasi sadique – un « art cruel » - qu'il se livre au cannibalisme du photomontage pour littéralement y imprimer sa propre empreinte. Comme il croque, il taillade, il incise. Il réassortit.* » dixit Patrice Allain

Des dessins à l'encre de chine, peu de couleurs, dessins que les amateurs qualifient de weird, bizarres. Des dessins de… Je comprends maintenant pourquoi mon inconscient me poussait à écrire fasciCULes de cette façon… une grande partie de cet album étant une bande dessinée antimilitariste et transgenre sobrement intitulé « Le pays du CUL ».

Le troisième fasciCule, Réveils matin suivi d'autres poésies se referme sur le CUL de Fabien Loris.

Ce drôle d'objet, *Album*, est vraiment un objet très précieux.

Bernard

1. Michel Fauré *Le groupe octobre*. Christian Bourgois éditeur 1977

Album
Editions Bouclard,
collection « L'officine »,
Tirage à 1500 exemplaires, 30€

Contre « l'Autre »

The Warriors de Sol Yurik, l'œuvre qui a inspiré le film culte éponyme de la fin des années 70 (*Les guerriers de la nuit*, en France), nous invite à suivre, à la fin des années 50, l'épopée d'un groupe de jeunes délinquants noirs déshérités, les Dominators, participant à une réunion au sommet de tous les gangs new-yorkais initiée par un chef charismatique, et avide de pouvoir, souhaitant fédérer ces derniers sous sa férule afin de déclencher la révolte. Le meeting tourne court suite à l'intervention de la police et à la mort accidentelle du leader. La bande profite de la confusion générale pour passer à travers les mailles du filet mais perd son meneur.

C'est alors le début d'un long périple à travers les rues de New-York et au cœur du métro pour revenir à leur base de Coney Island, à plus de vingt kilomètres, en évitant la police et les gangs rivaux des différents quartiers hostiles traversés car la trêve liée au grand rassemblement est rompue.

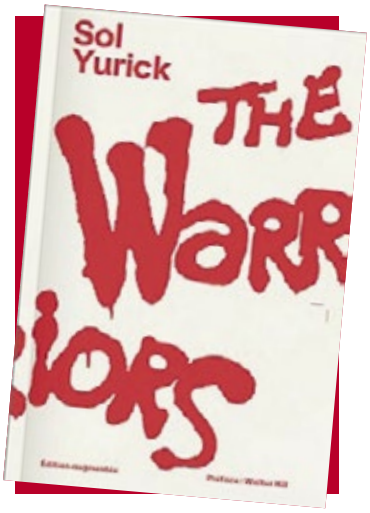
D'abord timorés et désorientés, les Dominators, assoiffés de reconnaissance, vont vite renouer avec leur instinct de violence afin de (se) prouver leur courage, ce qui les mènera jusqu'au drame fatal. Pourchassés par la police, ils seront de nouveau séparés et connaîtront des destins plus ou moins heureux.

Sol Yurik nous décrit une société racisée, à l'image de sa police, et des quartiers (territoires de quelques pâtés de maisons contrôlés par des gangs d'adolescents en rupture qui ne connaissent rien d'autre que leurs propres règles) où les pauvres vivent dans la misère, mis au ban, sans avenir. Une société où la violence est permanente, sans solution de rechange, où la vengeance prévaut sur la révolution.

Cette édition est augmentée de la judicieuse postface de l'auteur dans laquelle il nous explique, à travers sa propre expérience, la genèse de l'œuvre, ses aspects psycho-sociologiques et analyse le rapport de l'individu aux groupes que sont la société, le monde des adultes normalisés et indifférents (« *l'Autre* ») et le gang (qualifié de « *famille* », avec ses rites tribaux). Yurik se montre très critique envers le film qui dénature son œuvre et ne montre la violence que pour la violence, néglige tout aspect psychologique et fait l'impasse sur certaines scènes essentielles.

C'est pourtant le livre qui a inspiré le film. La force des mots surpasse le choc des images. Un auteur à découvrir.

Yannick
Individuel 87



SOL YURIK
The Warriors
Façonnage Éditions. 248 pages,
16,90 €, disponible à Publico.

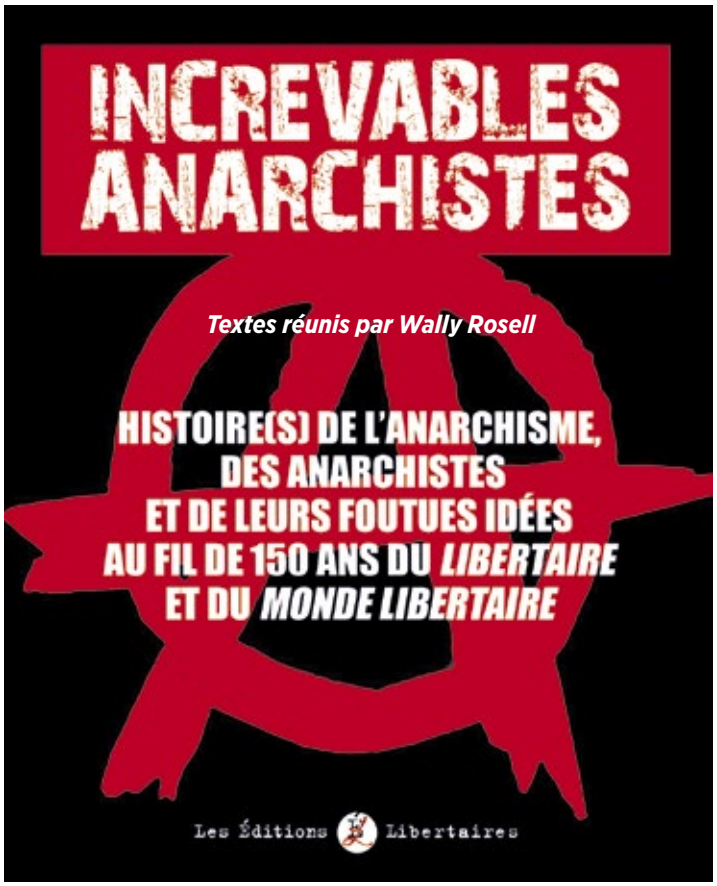
APPEL À SOUSCRIPTION

Cher(e)s camarades et ami(e)s

Ce livre, magnifique à tout point de vue,
n'est sans doute pas unique. Mais il est ESSENTIEL.
C'est l'histoire INCROYABLE, mais vraie,
de ces increvables anarchistes que nous sommes
toujours et encore.
Mais c'est un gros bouquin. 416 pages.
Format 21 x 26 cm. Papier couché. 1,5 kg.
Noir et rouge. Avec plein d'iconographies.
Son impression nous coûte très cher.
Et nous n'avons pas la trésorerie nécessaire.
Merci, donc, de votre solidarité !

Pour les Éditions libertaires
Jean-Marc Raynaud

PS : Le livre sortira en janvier plus tard que prévu.
Il n'est que repoussé, nous le peaufinons. il sortira bien.
Un peu de patience !
Quoi qu'il en soit ! Merci, cependant, d'épargner aux petits vieux (dont je fais partie) des Éditions libertaires d'attaquer, pour les détrousser, des jeunes pleins de sous, bardés de prothèses de marque.



BON DE SOUSCRIPTION

NOM ..... **PRÉNOM** .....

ADRESSE .....

.....

CODE POSTAL ..... **VILLE** .....

TÉLÉPHONE .....

E-MAIL .....

commande ..... exemplaire(s) de ***Increvables anarchistes***
416 pages en noir et rouge au format 21 x 25,5 cm,
au prix préférentiel de 30 € (au lieu de 35 €)
Une participation au port (9 €) de 3 € minimum
est souhaitée pour ceux et celles qui le désirent
et le peuvent.

Prix de la commande ..... x 30 € = ... €
frais de port optionnel = ... €
TOTAL = ... €

Joindre impérativement à votre envoi
un chèque du montant de votre commande
à l'ordre des ÉDITIONS LIBERTAIRES

à envoyer aux Éditions libertaires
35, allée de l'Angle, Chaucre
17 190 Saint-Georges-d'Oléron

Tél. : 05 46 76 73 10
editionslibertaires@wanadoo.fr

Les Éditions Libertaires

RETOUR AU SOMMAIRE

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** sont abrégés en **@fede...**

00 NOMADES
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

Groupe Collectif anarcho-communiste aterritorial et international « Hacking Lord Sutch - For Always Liberty »
hackinglordsutch@riseup.net

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net

Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

Groupe Oaï
oai@federation-anarchiste.org

Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-berton@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « La rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
Librairie Coopérative autogérée
La Ferme Intention
5 rue Général de Gaulle,
29540 Spézet
du vendredi au mardi 16 h-19 h, samedi et dimanche 10 h-19 h
leferment@fede...

Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org

Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

Liaison Redon
redon@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...

Liaison de Nantes
nantes@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims-Ardennes
reims@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

Liaison Lorient
fa-lorient@protonmail.com.

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
bearn@fede...

Liaison Lutte Libertaire Bayonne - Pays Basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Groupe Georges Brassens
Georges-brassens@fede...

Liaison William Morris
william-morris@fede...

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...
https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

LIBRAIRIE PUBLICO

La librairie du Monde libertaire

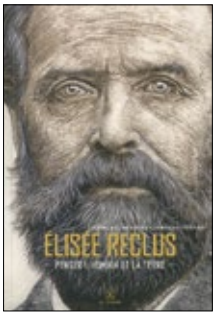
Dernières parutions Janvier 2023

Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 2 €)
ou **https://www.librairie-publico.com**
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr

Antifa le jeu

Coédition Libertalia/La Horde, 25 €

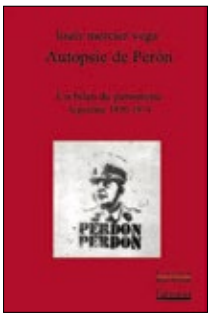
Ce jeu de plateau de simulation et de gestion vous permet de faire vivre un groupe antifasciste local. Chaque joueur incarne un militant avec des compétences particulières.
Votre groupe va être confronté aux exactions de l'extrême droite.



Élisée Reclus - Penser l'humain et la terre

Isabelle Louviot, Georges Peignard
Le Tripode, 176 p., 23 €

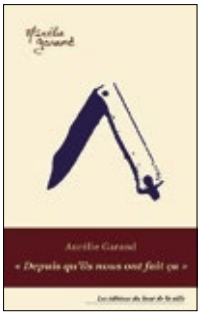
Un essai biographique pour découvrir la figure intellectuelle exceptionnelle d'Élisée Reclus. Géographe, anarchiste convaincu, visionnaire, précurseur d'une pensée écologique, végétarien et écrivain prolixe.



Autopsie de Perón - Un bilan du péronisme (Argentine 1930-1974)

Louis Mercier Vega, L'atinoir, édition revue et augmentée 306 p., 14 €

Ce livre contribue à la compréhension de ce qu'on appelle le populisme si actuel dans de nombreux pays latinoaméricains dont les mécanismes échappent souvent à l'observateur européen formé selon des schémas bien différents.



« Depuis qu'ils nous ont fait ça... »

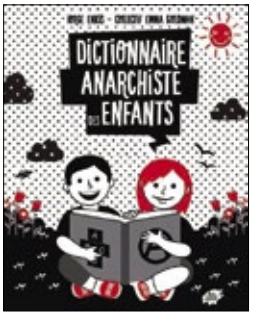
Aurélie Garand, Du Bout de la Ville
109 p., 10 €

La communauté des Voyageurs est depuis toujours la cible d'un racisme fait de mépris, de crainte, d'exclusion et de brutalité. En 2017, Angelo Garand est abattu chez ses parents par le GIGN pour n'être pas rentré d'une permission de sortie à la prison de Poitiers où il purgeait une courte peine...

En quête d'héroïnes

Caroline Granier, Ressouvenances
164 p., 17.99 €

Cet ouvrage propose un aperçu des polars contemporains en présentant cent une enquêtrices. Chaque entrée, accompagnée d'un extrait, dessine un profil en résonance avec la société actuelle et les enjeux féministes qui remettent en question les rôles genrés.



Dictionnaire anarchiste des enfants

Jorge Enkis, Atelier de création libertaire, 80 p., 8 €

Voici un dictionnaire illustré destiné aux jeunes esprits rebelles qui découvrent cet idéal fantastique en dehors des sentiers battus. Pour les parents, il représente une occasion formidable de dialoguer dans un but de développer la pensée critique de leurs enfants.

La Rue militante
30 ans d'affiches de combat
La France dans tous ses états

Zvonimir Novak, Cerf , album 288 p., 29 €

Des affiches de rue qui nous donnent à voir les expressions militantes les plus radicales, un tableau tout en couleurs et en slogans. Avec insolence, cynisme et souvent une bonne dose d'humour noir.

En lutte ! - Carnet de chants

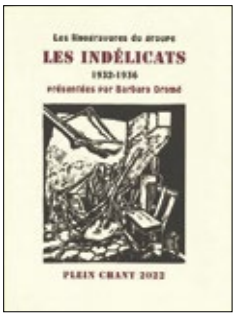
V. Servat, E. Augris, J. Blottière, J.-C. Diedrich, Éditions du Détour, 219 p., 18.90 €

Lutte des classes, révoltes féministes, demandes d'émancipation des peuples, toutes ces batailles sociales ont été accompagnées de chants scandés en chœur par la foule. Certains ont traversé les époques et les luttes, d'autres pas, mais ils ont tous joué un rôle important en leur temps.

La classe ouvrière blanche
Surmonter l'incompréhension de classe aux États-Unis

Joan-C Williams, Éditions Unes
168 p., 20 €

À travers une série de questions sociétales portant sur le travail, l'éducation et les valeurs, ce livre restitue les modes de vie, les ambitions et le devenir de la classe ouvrière blanche.



Les linogravures du groupe les Indélicats : 1932-1936 : supports artistiques d'une contestation politique et sociale

Barbara Dramé, Plein chant, 285 p., 30 €

L'auteure retrace la vie de chacun des membres et montre que les gravures ont servi à dénoncer les combines politiques et les problèmes sociaux.

RETOUR AU SOMMAIRE